

Après plusieurs jours de violents combats dans la capitale et en province.

Les insurgés et l'armée roumaine prennent le contrôle du pays

Le « devoir d'ingérence »

La question restera sans doute théorique, puisque les nouvelles autorités de Bucarest semblent désormais contrôler suffisamment la situation dans leur pays pour venir à bout sans aide extérieure des derniers ténants de Ceausescu. Il reste qu'il a été question à plusieurs reprises pendant ce week-end dramatique d'une aide militaire à la Roumanie, et que M. Roland Dumas a évoqué, à juste titre, la possibilité d'une « intervention d'urgence », cette « notion nouvelle à laquelle les États ne sont pas encore habitués ».

Sur le fond, en effet, aucun doute n'est possible. Les massacres et atrocités commises en une semaine, en particulier à Timisoara, par la Securitate appellent une action allant bien au-delà des protestations habituelles.

UN Pol Pot est toujours inacceptable, « a fortiori » dans une Europe qui n'avait rien connu de tel depuis la barbarie du nazisme, et qui croyait avoir affirmé, à Helsinki et ailleurs, une conception des droits de l'homme dont la chute du mur de Berlin, célébrée ce même jour de Noël à la porte de Brandebourg, a été la plus belle victoire.

Il serait d'ailleurs utile, au moment où de nouvelles structures s'ébauchent à l'Est et où certains s'inquiètent à l'avance du comportement d'une Allemagne réunifiée, de pousser ce processus d'Helsinki à beaucoup plus loin, jusqu'à la reconnaissance, de la part de la communauté des démocraties, d'un droit de regard et d'intervention. Il ne s'agirait pas, bien sûr, d'intervenir à des fins, y compris des extrêmes, de se présenter aux suffrages des électeurs, mais d'empêcher ces parties de licéisme démocratique si d'aventure ils parvenaient au pouvoir. Si un tel mécanisme avait existé en 1933, Hitler n'aurait pu aller bien loin.

Cela dit, ce n'était pas un signe de « nouvelle pensée » que d'inviter l'URSS à participer à cette besogne en Roumanie, comme l'a fait M. Dumas, et encore moins de l'en charger toute seule, comme l'a fait son collègue de Washington, M. Baker, trop heureux de créer un précédent à l'opération américaine à Panama.

BIEN sûr, une intervention soviétique eût été un moindre mal que le maintien à Bucarest de la tyrannie du clan Ceausescu. Mais c'est mal connaître le terrain que d'imaginer l'armée rouge accueillie triomphalement à Bucarest. L'URSS, même celle de la perestroïka, reste perçue par la mémoire populaire à l'Est comme le foyer d'origine du stalinisme. Elle est aujourd'hui fort en retard sur ses alliés en matière de démocratie, et sa longue tolérance envers la dictature Ceausescu n'ajoute rien au prestige de M. Gorbatchev.

N'oublions pas non plus les litiges territoriaux qui ne manquent pas de surgir à propos de la Moldavie - annexée par l'URSS pendant la guerre - tout comme avec la Hongrie à propos de la Transylvanie, un autre facteur qui rendait hasardeuse une intervention directe de Budapest. Les Grands ont beau être attachés à leurs alliances, le drame roumain ne peut être laissé entièrement à l'appréciation de l'une d'entre elles. C'est toute l'Europe qui est concernée.

M 0147 - 1226 0 - 4,50 F



3790147004500 12260

Les derniers membres de la Securitate traqués dans leurs retranchements

Après une brève accalmie dimanche après-midi, les combats ont repris dans la soirée à Bucarest, où des tirs étaient encore entendus lundi matin 25 décembre. Des affrontements se poursuivaient également dans plusieurs villes de province. Les estimations les plus diverses circulent sur le nombre des victimes. La radio hongroise, se référant à des « sources étrangères », a parlé, lundi matin, de

sobants-dix mille morts depuis le début du soulèvement, le 17 décembre.

Les nouvelles autorités roumaines se refusent, pour leur part, à citer des chiffres précis. Elles confirment, en revanche, que l'ancien dictateur, Nicolae Ceausescu, et sa femme Elena ont bien été arrêtés et sont actuellement au secret en attendant d'être jugés.

Si la situation reste très tendue en raison des poches de résistance dans lesquelles se maintiennent des partisans de l'ancien régime résolu et bien armés, la plupart des observateurs ont constaté que l'armée régulière, qui soutient les insurgés, prenait progressivement le contrôle du pays.

Tous excluent un renversement de la situation politique au profit de l'ex-Conducator. C'est d'ailleurs l'une des

raisons pour lesquelles l'URSS n'a pas retenu l'hypothèse d'une aide militaire aux nouveaux dirigeants roumains - qui ne l'ont d'ailleurs pas demandée, comme l'indique ci-dessous M. Ilescu, qui apparaît aujourd'hui, au sein du Front de salut national, comme le nouvel homme fort du pays.

Bucarest sous les rafales

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Le centre de Bucarest se parcourt d'une allure dégoûtée, au fil indienne, au plus près des murs. Les balles traçantes et les mitrailleurs lourds observent parfois une trêve, mais personne n'en profite pour marcher au milieu du boulevard Magheru.

Le silence, dans l'état actuel de la révolution en Roumanie, n'est pas beaucoup moins inquiétant.

Les véhicules sont plus rares encore que d'habitude. Il ne passe dans le centre que des blindés et des camions chargés d'adolescents, drapeaux au vent,

qui chantent leur gaîté sur un air de football, mais qui sont bien les seuls. Chaque voiture, chaque passant, qui se dirige vers le centre est fouillé par des comités révolutionnaires hétéroclites, qui tentent d'empêcher l'introduction d'armes ou de munitions dans le périmètre de tir.

Les couples se tiennent résolument par le bras, chacun sa chapka sur la tête et deux ou trois pains dans le cabas. Ils font de longs détours plutôt que de traverser les avenues, après avoir demandé à ceux qui ne reviennent si on tire dans cette direction-là. Les jeunes traversent en courant. Ils vont se rendre très fort, vous recommandent de ne pas avoir peur et vous embrassent ensuite.

Au pied des vitrines brisées sur le boulevard Magheru, les habitants ont posé des bougies à la mémoire des morts de la manifestation du jeudi 21 décembre, qui a donné le signal de départ du dictateur. Des bougies et aussi du pain, cette dernière si précieuse dont Nicolae Ceausescu accordait une ration de 300 grammes par jour à ses sujets.

CORINE LESNES
Lire la suite page 3



■ Des soldats inexpérimentés et mal équipés face aux miliciens de l'ancien régime page 3

■ Timisoara est entrée dans l'ère du soupçon

■ L'arrestation de la famille Ceausescu

■ Trois jours de bouleversements page 4

■ L'attitude de Moscou et des puissances occidentales et l'hypothèse d'une intervention militaire

■ Inquiétude à Pékin page 5

■ Les réactions à l'Est et à l'Ouest : solidarité et aide humanitaire

■ A Paris, un Noël entre rire et larmes page 6

Un entretien avec le nouvel homme fort

M. Ilescu : « Tout est à refaire, de A à Z »

L'entretien de M. Ion Ilescu a été donné au Monde, le dimanche 24 décembre, vers 13 heures, sur le plateau de la télévision quelques instants après une proclamation solennelle du Front de salut national. M. Ilescu était entouré de trois proches collaborateurs et de gardes du corps. Souriant, particulièrement chaleureux à

l'égard de la France, dont il « attend beaucoup », M. Ilescu a rétorqué que nous lui avons demandé s'il serait le futur premier ministre. L'un de ses proches a alors réchéri : « Il sera président ».

« Quelle est la situation exacte à Bucarest et en province ? » - Nous avons eu beaucoup de difficultés car notre révolu-

tion est l'émancipation d'un mouvement spontané et sans expérience. La résistance du vieil appareil est atroce. Ses agents étaient destinés à la répression et aux situations de ce type. Ils ont été bien formés, bien équipés.

Propos recueillis par GEORGES MARION

Lire la suite page 5

Amère victoire au Panama

Le général Noriega, réfugié à la nonciature, échappera vraisemblablement à la justice américaine

PANAMA

de notre envoyé spécial

C'est un conte. De fées pour les uns, dramatique pour les autres, mais un conte de Noël en tout cas : le général Manuel Antonio Noriega, hier « homme fort » de Panama, a déposé les armes le 24 décembre. Le commandant en chef des forces armées, ennemi juré des États-Unis, est actuellement réfugié à la nonciature apostolique, dans la capitale panaméenne, et a demandé l'asile politique à Madrid et à La Havane.

Cinq jours après le début de l'invasion américaine, le bat officiel de cette colossale intervention semble atteint. Du moins en partie, puisque le nouveau président, M. Guillermo Endara, a précisé qu'il n'était pas question pour lui de passer outre à la Constitution de son pays. Elle ne prévoit pas l'extradition de ses ressortissants, et le général Noriega ne devrait donc pas être jugé par un tribunal américain comme le souhaitait le président George Bush.

« Dieu est américain, ou je n'y comprends rien », disait plaisamment un observateur au moment où la nouvelle était annoncée. Ce « cadeau de Noël »

n'est pourtant pas tombé du ciel. Depuis plusieurs jours, des négociations étaient en cours entre les différentes parties. Et l'aboutissement de ces discussions ne représentait que l'échec du règlement d'une situation autrement plus dramatique.

Le vice-président et ministre de la justice, Ricardo Arias Calderon, a beau louer ce « moment de réconciliation nationale », la réalité est plus amère. Pour arriver à un résultat somme toute modeste, les autorités américaines ont déployé les grands moyens, et négligé les « petits ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT
Lire la suite page 6

Noël sous haute surveillance à Pékin

Policiers et mouchards dans la cathédrale

page 16

Troisième saison sans neige

Le marché des fabricants de matériel et de vêtements a chuté de 10 % à 30 %

page 15

Le départ du Paris-Dakar

Abandon de Jacques Laffite sur le terrain boueux de Chevilly-Larue

page 9

Le sommaire complet se trouve page 16

LE CHEF-D'ŒUVRE DE JOHN FANTE ENFIN PORTÉ À L'ÉCRAN.

BANDINI
D'APRÈS JOHN FANTE

UN FILM DE DOMINIQUE BÉRIGUERE

SORTIE LE 20 DÉCEMBRE

DÉBATS

Union soviétique.

Les âmes grises

par Emile Vorilhon

MOSCOU... perdue au bord de l'immense espace. Vides, alanguis, flottant comme un manteau trop large sur un corps amaigri. Moscou...

Ici tout est vieux. Les lieux, les places, les bâtiments, les tramways, les parcs déjoints, les canaux, les boutiques, les ascenseurs asthmatiques. La nuit même paraît du début du monde. Sous une pleine lune voilée, dans une clarté jaunâtre tenue à bout de bras par des lampadaires - épouvantails d'homme mince une certaine lueur, d'effluents des autobus bruyants qui, de temps à autre, s'arrêtent devant des cabanes défoncées où ils sont pris d'assaut par des silhouettes encapuchonnées. Dès 16 heures, au coucher du soleil, Moscou...

Des automobiles poussives puant l'essence bon marché tournent sagement autour des statues de Léline et d'autres grandiloquentes métaphores d'une époque révolue. Toutes sont usées par le temps. Aucune n'est restaurée. Plus loin, vers l'Arbat, la foule grise, ras-plastique ou main, se presse vers les rares magasins où il reste encore quelque chose à acheter. Les femmes ressemblent à des poupées qui auraient fait une indigestion de son, et les hommes à des hommes de neige qu'on aurait peints en gris. Les jeunes tentent, sans grand succès, de se différencier de leurs aînés, mais on sent bien, à l'embouppement naissant des uns et à la lassitude qui recouvre déjà les autres, que tous leurs efforts sont vains et que le milieu, bientôt, les dévorera aussi.

Ici, les âmes sont grises. Le pâle soleil de novembre qui fait resplendir les dômes d'or et le vert tendre des toits ne parvient pas à briser une nostalgie qui ne cède qu'à une autre grisaille, celle de la vieillesse, autre expression d'une séculaire tristesse. Mon ministre part pour Pétropavlovsk au Kamtchatka. Il va falloir festoyer encore avant ces neuf heures de jet vers le Pacifique et ses infimes perspectives. Tout sera bien prévu, comme tous les autres, sera particulier, bien particulier, - la nourriture sera lourde - bien lourde - et les plaisanteries grasses, bien grasses. On se cachera la poésie russe, l'insolente élégance, la sensibilité slave ? Je ne suis entouré que de personnages cupides, obéissants et vulgaires. Qu'ils aient le pouvoir n'en fait que de plus abominables boyards. L'un d'eux m'a dit ce matin que le stalinisme n'était qu'un tsarisme habillé de rouge.

Et maintenant ? Le règne d'une génération s'achève. Tout indique que la nouvelle ne sera pas différente.

Les mots changent. L'idéologie aussi. Mais le despotisme de caste - cette aristocratie dévoyée par la vie quotidienne - demeure. Les nouveaux messieurs ont les dents aussi longues et l'esprit aussi court que leurs pères. Comment auraient-ils pu se trouver là s'ils n'avaient eu les uns et l'autre ? Leur galimatias pseudo-économique remplace la langue de

politique reléve davantage d'une querelle d'encyclopédistes que d'une révolution. Un peuple qui ne connaît la démocratie que ce que l'on en voit dans les romans-photos à épisodes vendus au kilo par les chaînes américaines aux télévisions soviétiques, ne peut pas se battre pour elle. Tout au plus peut-il passer de la servitude de la peur à celle de l'argent.

Moscou... lumière d'un empire en ruine, tombeau de la plus grande illusion de l'histoire des hommes, abrite encore dans ses

pour relancer l'URSS dans la course à la puissance. Les autres, tous les autres - liberté, richesse - ne sont que des mythes auxquels manquent chair et sang. Et ce nationalisme recèle bien des dangers.

La honte et la force

Le jour où le Russe sentira l'humiliation à laquelle ses maîtres l'ont conduit - et par là il ne veut pas simplement parler du retard économique qui ne cesse de s'agrandir - mais aussi du terrifiant infantilisme dans lequel on l'a contraint de se complaire depuis 1917 - ce jour-là surgira de nouveaux « faux Dimitri » vengeurs qui seront bien capables de capitaliser à la fois la honte et la force, l'humiliation et la puissance armée pour faire remonter une nouvelle menace.

Moscou, capitale des armées... La plus grande menace qui plane sur le futur de notre planète n'est-elle pas de savoir que la première puissance militaire du monde pourrait passer, sans que personne n'en puisse mais, sous le contrôle d'une petite oligarchie nationaliste et démagogique qui s'en servirait dans l'illusion que son pouvoir en serait assuré pour mille ans ?

C'est ce qui se passe à Moscou, tout le monde le sent bien, est le prologue de l'histoire du XXI^e siècle. Selon son issue, la planète verra s'ouvrir un siècle de paix - le premier sans doute - ou un nouveau siècle de crises et de guerres. Un point nodal de l'histoire comme il n'y en a que cinq ou six par millénaire.

Peut-être le point nodal de l'histoire de l'humanité, qui signera son avenir infini ou sa disparition foudroyante. Ici tout est vieux. Un morceau du XIX^e siècle égaré dans cette fin du XX^e siècle. Mais quel morceau ! L'URSS ne sait que faire. Les dirigeants, tous empreints du scientisme de la révolution industrielle, sont incapables de juguler la lente désagrégation d'une économie qui faisait tout encore peu la fierté de toutes les gauches du monde.

L'homme de la rue est comme un chien dont le maître a lâché le laisse et assiste sans comprendre à un théâtre d'ombres au bout duquel il ne voit que plus de misère. Le reste du monde, médusé et inquiet, n'ose intervenir autrement que de la voix et du geste.

Emile Vorilhon est industriel

TRAIT LIBRE



bois de leurs prédécesseurs - il n'est pas plus convaincant parce qu'il exprime le même mythe : le règne du « happy few » sur une multitude passive et obéissante. Le peuple russe n'est pas prêt de prendre le pouvoir. Il ne l'a jamais eu, et il faudra bien, pour qu'il ose le prendre vraiment, le même temps qu'il a fallu pour que l'on accepte l'échec de 1917.

Ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique dans le domaine

flancs la bête humaine. L'homme nouveau n'a existé que dans les ouvrages de propagande. Mais le nouvel homme nous réserve bien des surprises. Il n'a pas encore pris conscience de la défaite qu'il est obligé à lui-même. Un empire qui s'écroule sans guerre, qui, simplement, s'enfonce sous ses propres ruines, ne peut retrouver sa justification que dans le nationalisme.

Et c'est le seul levier collectif qui reste aux nouveaux maîtres

AU COURRIER DU Monde

Rendons à Pierre Sudreau...

Votre journal s'est récemment fait l'écho (26 octobre 1989) d'une légende dont la diffusion nuit à l'histoire. C'est pourquoi je crois utile de porter témoignage pour restituer une vérité qui rend à M. Pierre Sudreau ce qui lui revient, sans naturellement priver André Malraux de sa propre gloire. Il est en effet généralement admis qu'André Malraux a été l'initiateur et le maître d'œuvre du ravalement des façades à Paris. Cette assertion légendaire trouve même, hors votre journal, le secours d'analyses savantes et quasiment officielles (cf. « Actes du colloque André Malraux », Paris, 1986).

La réalité est moins simple. Au mois de janvier 1959, André Malraux était ministre d'Etat chargé des affaires culturelles dans le premier gouvernement de la V^e République. Membre de son cabinet, j'étais en charge de l'assistance pour l'architecture et les monuments historiques notamment. C'est à ce titre que je reçois un jour un coup de téléphone d'un collaborateur du ministre de la construction - Pierre Sudreau - me fai-

sant part de l'intention de son ministre de redonner vigueur à un texte ancien (26 mars 1852 - le baron Haussmann était préfet de la Seine) et tombé en désuétude, qui faisait obligation à tous les propriétaires d'immeubles d'assurer le nettoyage de leurs façades tous les dix ans. Dans le contexte de renouveau du début de la V^e République, le dessein de redonner à la Ville de Paris son éclat original s'appuyait sur des arguments évidents.

Naturellement, je rendis compte à mon ministre.

Ceux qui ont eu le privilège de connaître ou de travailler avec André Malraux ne s'étonneront pas de sa réponse : « Débrouillez-vous », me dit-il. Il affectait une formule pour toutes les affaires qui ne lui paraissaient pas urgentes et capitales. Or le ministère était alors embourbé, si l'on ose dire, dans les pils du rideau rouge avec la nomination d'un diplomate comme nouveau directeur à la Comédie-Française et, déjà, l'imaginaire des maisons de la culture accaparait l'activité fébrile du premier étage de la Rue de Valenciennes.

En vérité, dans cette phase initiale, le ministère des affaires culturelles n'était pas directement impliqué par l'initiative du mini-

stère de la construction puisque celle-ci concernait principalement les immeubles privés. La Direction de l'architecture et le Service des palais nationaux, qui se remettaient bien mal encore de la chirurgie ministérielle dont ils avaient été l'objet et à leur attachement au nouveau département, n'avaient évidemment aucune raison de pousser en avant ce projet encombrant.

Il fallut des hasards du cheminement du ministre dans Paris pour que celui-ci découvre, au printemps 1959, et je crois bien que c'était dans la rue de Rivoli - l'éclat d'une façade ravalée. Le ministre visionnaire perçut alors d'un coup ce que pourrait redevenir un Paris blanc.

Dans un de ces discours magiques dont il avait le secret, tressant les citations les plus éloquentes comme pour enraciner son génie dans la culture des autres (je crois qu'en l'espèce il recourut à Théocrite en même temps qu'à La Fontaine), le ministre me désigna l'ampleur symbolique de ce projet et sa nécessité pour marquer le faste de la République rénaissante. Il me dit aussi (comme il le faisait toujours chaque fois qu'il s'agissait d'une affaire lui paraissant importante) qu'il fallait d'urgence intéresser le général à ce projet parce qu'il en comprendrait certainement la grandeur et lui donnerait ainsi les moyens financiers propres à le réaliser. C'est ainsi qu'il fut sur-le-champ décidé de solliciter au nettoyage de la cour Carrée du Louvre, site évidemment le plus propre à faire apparaître l'éclat de l'entreprise.

La suite est bien connue, et je n'en fus que l'observateur extérieur, ayant alors choisi d'aller servir l'Université.

Cette précision ne diminue évidemment en rien les dimensions de génie d'André Malraux. Parce que je sais qu'elle était la passion pour l'histoire de cet esprit prodigieux que j'ai eu le privilège de servir, je crois qu'il ne dit pas désappro-

l'initiative que j'ai prise de porter ce témoignage. D'ailleurs, en définitive, c'est bien à André Malraux que les Français doivent par la suite de voir leurs palais parisiens restaurés dans leur éclat initial, même si c'est Pierre Sudreau qui en eut le premier l'idée.

JACQUES DE LANVERSIN, professeur agrégé des facultés de droit, directeur du Centre d'étude d'urbanisme.

Charles Hérou et l'accord du Caire

Sans prétendre relever toutes les approximations, voire les inexactitudes, contenues dans l'article, d'ailleurs brillant, de M. Abdoulah El Abdab (Le Monde, du 6 décembre), on peut observer que ce n'est pas le président Charles Hérou qui a conclu l'accord du Caire, mais l'état-major libanais, et que le président Amine Gemayel, bien loin d'avoir signé l'accord inégal conclu avec Israël en 1983, s'est refusé à l'avaliser.

PIERRE RONDOT, Lyon.

Le traducteur de Shakespeare

Le très intéressant entretien avec Y. Bonnefoy, traducteur d'Hamlet (Le Monde du 6 décembre) est accompagné d'un encadré où vos lecteurs apprennent, incidemment que F. V. Hugo « fut le premier traducteur en français des œuvres de Shakespeare ». En fait, ce premier traducteur de l'« intégrale » du Théâtre de Shakespeare fut Pierre Leconteur dès 1776. Quant au monologue d'Hamlet, il fut traduit par Voltaire dans les Lettres philosophiques plus de quarante ans auparavant.

JACQUES GURY, maître de conférences de littérature comparée à l'université de Bretagne occidentale.

Conseil constitutionnel

La saisine par les particuliers : à voir !

par Jean-Jacques Dupeyroux

UNE prochaine réforme de notre Constitution aurait pour objet de permettre aux particuliers de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité dont serait saisie le Conseil constitutionnel. Une telle démarche, dont le principe est très séduisant, serait pratiquement dépourvue d'intérêt si elle ne devait viser que les lois futures ; nous supposons donc qu'elle concernerait toutes les dispositions législatives en vigueur.

Ce qui nous invite à donner quelques exemples de difficultés qui pourraient ainsi être soulevées au Conseil constitutionnel, notamment au regard du principe d'égalité proclamé à plusieurs reprises par la Déclaration de 1789 (1) et par le préambule de la Constitution de 1946. Une précision préalable : si la loi « doit être la même pour tous », le Conseil constitutionnel a tout naturellement tempéré cette exigence en retenant que des « situations différentes » peuvent éventuellement justifier des dispositions législatives différentes (2). Ce qui va de soi.

Notre droit successoral repose sur un principe fondamental : celui qui a des enfants ne peut disposer librement de ses biens que dans la limite d'une quotité disponible (3). Un tel principe contredit de plein fouet l'article 17 de la Déclaration sur le droit de propriété, « inviolable et sacré » si l'on veut bien admettre que le droit de propriété, c'est celui de faire ce que bon nous semble de ce qui nous appartient. Il en contredit aussi les articles 4 et 5 sur la liberté et ses limites, et plus encore l'article 1^{er} lui-même en substituant à l'ancien droit d'hérédité un autre privilège de la naissance, le privilège collectif des héritiers « réservataires » : notre droit successoral continue imperturbablement de distinguer ceux qui sont « nés » et ceux qui ne le sont point.

Et comme si le naturel revenant au galop, la loi fiscale a encore renforcé le privilège des premiers par des discriminations dissuasives : sauf si la succession est vraiment énorme, ceux qui sont « nés » ne devront rien, ou peu, au fisc, alors que les autres pourront être taxés de... 60 % de la valeur de ce qui leur a été donné ou légué ! A la violation des articles 1^{er}, 4, 5 et 17 s'ajoute celle de l'article 13 sur l'égalité devant la loi fiscale ! Invoquer « la différence de situations » serait se moquer du monde (4). A ce compte-là, on justifierait le droit d'aînesse par la différence de situations entre l'aîné et les suivants...

Le droit du travail

Restons un instant encore au plan fiscal : indépendamment des purs privilèges que s'attribuent ceux qui votent les impôts, les indigents y paient, et les professions bénéficiaires d'abattements supplémentaires censés correspondre à des frais professionnels exceptionnels.

Dans nombre de cas, ces frais sont mythiques : on retombe alors dans le privilège fiscal pur et simple. Les lois de France distribuent des rentes à leurs favoris, nos Républiques leurs distribuent des abattements... Il serait d'ailleurs tout à fait extraordinaire que les membres du Conseil constitutionnel, gardiens de l'égalité, ne bénéficient pas eux-mêmes de quelque faveur...

Le droit du travail ? S'il est un domaine du droit où la loi n'est pas la même pour tous, c'est bien celui-là, dans la mesure, notamment, où ce droit est à géométrie variable : ses règles, et donc les droits des travailleurs, varient selon la taille de l'entreprise. C'est tout le problème des seuils. Ces variations sont parfois liées à des considérations de bon sens ; mais pas toujours, loin de là. Un exemple : l'institution d'un comité d'entreprise suppose une collectivité d'au moins cinquante salariés ; or, par l'entremise du comité, les intéressés exercent deux droits fondamentaux : celui de gérer les œuvres sociales de l'entreprise et celui d'être consultés avant toute décision importante. Quels rapports entre ces deux droits et la dimension de la collectivité de travail ? Strictement aucun. Si donc on conçoit aisément que les condi-

tions de leur mise en œuvre soient aménagées de façon différente selon les entreprises, on conçoit moins facilement qu'ils soient reconnus aux uns et carrément refusés aux autres.

Quant au droit de la Sécurité sociale, oh ! la la ! Inégalités dans les modalités de calcul des cotisations respectives des divers groupes professionnels... Inégalité dans la distribution des prestations : même lorsque le père travaille en métropole, les allocations familiales versées pour les enfants des départements d'outre-mer sont très inférieures à celles auxquelles donnent droit les enfants résidant dans l'Hexagone. « Situation différentes » ? Soit ! Mais si, en conclusion de l'interminable affaire Piana, la France doit se résigner à verser aux petits Portugais ou aux petits Grecs restés au pays des allocations familiales au taux métropolitain, il paraîtra peut-être défectueux de plus mal traiter les petits Français des Antilles... Autre exemple : le principe d'une liste limitative des maladies professionnelles n'est-il pas générateur d'inégalité injustifiable ? Notons que ce principe, encore sacro-saint en France, a été condamné par la Cour constitutionnelle italienne...

Difficultés techniques

Et comment oublier le catalogue des emplois qui, sans comporter la moindre participation à l'exercice de la puissance publique, n'en sont pas moins, sous réserve d'exceptions diverses interdites aux étrangers ? Liste étonnante : il faut, en principe, être de nationalité française pour être pilote d'avion professionnel, employé des chemins de fer, gérant d'un débit de boissons, membre d'une profession libérale... 36 000 corporations ont fait barrage à la concurrence étrangère. Mais ces exclusions sont-elles réellement compatibles avec la Déclaration, qui proclame que les hommes naissent et demeurent égaux en droits et avec un préambule aux termes duquel « chacun est en droit d'obtenir un emploi » et « nul ne peut être léssé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines » ?

La réforme envisagée soulève une foule de difficultés techniques. Ainsi le vide législatif éventuel. La question ne se pose pas lorsque le Conseil, saisi d'un texte non encore promulgué, demande aux députés de corriger leur copie. Il en ira différemment si l'on passe d'un contrôle a priori à un contrôle a posteriori. Exemple : le législateur auquel le fisc demande 60 % de la valeur du legs réside en invoquant le principe d'égalité, et le Conseil lui donne raison... Bien ! Ensuite ?

Mais le vrai problème, c'est celui de la discordance qui s'est installée au fil des temps, entre d'une part, des « déclarations » claironnantes et, d'autre part, un appareil législatif qui s'est développé en marge de ces déclarations, en fonction d'innombrables facteurs socio-politiques, et dans lequel le principe est la chose du monde la mieux partagée... Voilà que, tout à trac, on voudrait que quelques sages rétablissent une concordance dont personne ne s'était soucié, ce qui revient à leur demander de faire table rase de passés entiers de notre droit positif. Peste ! Je demande à voir ! Mais je tiendrais volontiers le pari que le Conseil se dérobera et que tout cela n'aboutira - malheureusement - qu'à quelques correctifs en matière douanière...

(1) Art. 1^{er} : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Art. 6 : « La loi... doit être la même pour tous ». Art. 13 : la contribution fiscale « doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ». Rappelons que la déclaration de 1789 fait partie du « bloc de constitutionnalité ».

(2) Ouvrage de base : Bruno Genevois, La Jurisprudence du Conseil constitutionnel, STH, 1988.

(3) Variante entre la moitié et le quart des biens selon le nombre d'enfants, le reste constituant la réserve : dont ces enfants ne peuvent être dépossédés.

(4) Ces aberrations suscitent des protestations aussi vives dans les rangs socialistes (D. Strauss-Kahn) que chez les purs libéraux (Y. Guichard).

Bucarest sous les rafales

Le régime de Ceaușescu a été condamné par la Cour constitutionnelle italienne...

Le régime de Ceaușescu a été condamné par la Cour constitutionnelle italienne...

Le régime de Ceaușescu a été condamné par la Cour constitutionnelle italienne...

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1989),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPA 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'effondrement du régime Ceausescu

Des soldats mal équipés et inexpérimentés affrontent les miliciens du dictateur déchu

BUCAREST

de notre envoyé spécial

La Roumanie vit à l'heure de la confusion, de l'incertitude et de la joie. La joie d'en avoir fini avec celui qui tout le monde ici appelle indistinctement le « boucher », le « tyran », ou « Pol Pot ». Joie générale qui se manifeste dans la rue lorsque des enfants lèvent la main et font le V de la victoire ; lorsque des volontaires, souvent très jeunes, se constituent par milliers en milice pour arrêter des véhicules aux carrefours, contrôlant avec plus d'enthousiasme que de savoir-faire les automobilistes ; joie lorsque sont faits prisonniers quelques rares partisans de Ceausescu capturés en un combat désespéré pour retarder la défaite de leur maître.

La révolution, puisque ainsi les Roumains l'appellent, est encore gélive. Peu de prisonniers ont été massacrés malgré la haine qu'inspire Ceausescu et son régime. Malgré aussi la sauvagerie de la répression et les milliers de morts causés par ces mêmes hommes de la Securitate, pris aujourd'hui les armes à la main.

Selon de bonnes sources, la police politique, dans la nuit de jeudi à vendredi, aurait achevé à Bucarest des dizaines de blessés. D'autres auraient été délibérément les yeux crevés. A l'hôpital universitaire C. I. Bruc, situé au bord du boulevard de 1944, ont eu lieu les premières tueries. On a soigné plusieurs blessés par arme blanche.

Devant la résistance des hommes de la Securitate, que personne ne comprend et que beaucoup affirment être le fait de « terroristes » étrangers, libyens, iraniens ou palestiniens, sans jamais pouvoir apporter la preuve, l'exaspération monte. A mille signes, on pressent que la joie pourrait basculer et laisser cours à d'autres sentiments.

On le sent aux appels répétés que lance la télévision pour prévenir les actes de vandalisme. On le sent aussi aux titres des journaux qui appellent à la vigilance. L'ancien journal du parti communiste, *Scinteia*, est repassé samedi avec le qualificatif de « populaire », en ornement de son titre. Désormais « quotidien politique et social », *Scinteia populara* appelle en manchette « tous ceux qui le peuvent aux armes ».

On le sent enfin à la nervosité que manifestent les civils armés, souvent très jeunes, qui participent aux combats autour du palais de la République ou du comité central, ou qui défendent le siège de la télévision.

Dimanche soir, alors que les tanks arrosent à la mitrailleuse le siège du comité central situé à quelque deux cents mètres de distance, un jeune homme d'une vingtaine d'années, tapi dans une encoignure de porte, tire avec un pistolet de 7,65 dont les projectiles percent toute efficacité au-delà d'une cinquantaine de mètres.

A côté de lui, accroupi, un autre civil, guère plus vieux que son com-

pagnon, le front barré d'un ruban, gaspille ses munitions en tirant nerveusement au jugé de longues rafales de son pistolet-mitrailleur.

Trois jours après la chute de Ceausescu, tout semble joué mais rien ne paraît certain. Personne ne conçoit que l'ancien dictateur puisse revenir au pouvoir, mais tout le monde constate que les combats continuent, faisant leur lot de morts et de blessés. A Cluj, Arad, Timisoara, des tireurs isolés défilent l'armée, qui paraît impuissante à s'en saisir.

A Bucarest, ils tiennent les toits du comité central et les maisons voisines. A leurs tirs, l'armée répond par des rafales courtes de pistolets-mitrailleurs ou par des coups de canon. Des immeubles entiers sont dévastés par des combats. La bibliothèque universitaire, face au palais de la République, n'a plus pour toit qu'une carcasse de rotonde calcinée.

Une dévastation générale

Un peu plus loin, la cafétéria de l'hôtel Athénée Palace a été détruite à la mitrailleuse. Le feu a noirci la façade qui n'a plus de fenêtres. Tous les immeubles des alentours portent la marque des milliers d'impacts de balles. Aucune des grandes vitrines des hôtels ou des magasins des environs n'a résisté. Même dévastation autour de la télévision. Là, dans le parc qui entoure les bâtiments, des

dizaines de soldats et de miliciens armés renforcés de quelques civils ont pris position. Des chars sont disséminés sur les pelouses.

A plusieurs reprises, des fusillades ont opposé des tireurs aux soldats, qui ont massivement riposté. Les maisons des alentours sont criblées de balles, deux bâtiments ont brûlé, dont la résidence de l'ambassadeur britannique.

Qui tire ainsi ? Des hommes de la Securitate, sans aucun doute plus mobiles et mieux entraînés que les soldats inexpérimentés, presque paillard, qui leur font face. Sur le papier, l'armée compte deux cent quarante mille conscrits dotés d'un matériel obsolète dont des chars fabriqués localement, copies roumaines des anciens modèles construits dans les années 50 à l'Ouest.

Peu entraînée, l'armée roumaine était essentiellement utilisée à des travaux de terrassement ou à des tâches administratives de police. Ses chefs se sont ralliés à la révolution et depuis tout le monde fait mine d'oublier que ce sont leurs chars qui à Bucarest, jeudi après-midi, et jeudi soir ont tiré sur la foule, faisant, selon les estimations les plus mesurées, entre six cents et mille morts. De nombreux officiers de la Securitate se sont également ralliés, apportant leur expérience au nouveau pouvoir.

Face aux soldats et aux miliciens armés, la Securitate aligne un nombre indéterminé de francs-tireurs. Mais la Securitate peut encore nuire, harceler ses ennemis,

par Tudor Postelnicu, ancien ministre de l'intérieur aujourd'hui détenu.

Tunnels secrets

Les unités bien entraînées de la Securitate ont vraisemblablement préparé de longue date leur repli. Il est difficile d'expliquer autrement leur mobilité et les munitions dont elles disposent. Les habitants de Bucarest sont en tout cas persuadés que des appartements privés et secrets contenaient depuis longtemps armes et munitions. Les mêmes rumeurs insistantes qui font état de l'engagement de mercenaires étrangers et drogues assurent que les hommes de Ceausescu se déplaçaient dans des tunnels creusés secrètement dans les années fastes du régime et dont personne ne possédait les plans. S'il est difficile de prendre ces rumeurs pour argent comptant, elles témoignent néanmoins de la maîtrise que manifeste la Securitate à la guérilla et des difficultés que sont celles d'une armée cloquée au sol par sa lourdeur même.

Malgré tout, il paraît invraisemblable que la situation puisse se retourner et ramener au pouvoir les hommes de l'ancien régime. Le rapport de force politique est trop favorable à la révolution. Et, surtout, Ceausescu et la plupart des membres de son clan sont sous les verrous. Mais la Securitate peut encore nuire, harceler ses ennemis,

tenter quelques coups spectaculaires contre des objectifs sensibles. C'est ce que craignent les membres du Front de salut national, qui tentent de faire face à une situation fluide.

Direction autoproclamée et plébiscitée vendredi 23 décembre après la prise de la télévision par la foule, le front regroupe en un surprenant cocktail, des poètes, des acteurs, d'anciens responsables du parti communiste écartés par la folie méfiante du Conducator, et des militaires. Ses proclamations se sont jusqu'à limites à édicter des mesures d'urgence, à prévoir des élections pour le prochain mois d'avril et à supprimer le rôle dirigeant du parti communiste.

Dimanche vers midi le président du front, M. Ion Iliescu, a solennellement lancé un appel télévisé au cessez-le-feu, demandant que les contre-révolutionnaires rendent leurs armes au plus tard avant le lundi 25 décembre à 17 heures. Il a aussi stigmatisé les actes de vandalisme et de pillage.

Mais sur le proche avenir, M. Iliescu n'a guère apporté de lumière. On sent que même si la situation militaire s'améliore, elle obère encore la réflexion gouvernementale. « Et puis, disait l'un de ses proches collaborateurs, la démocratie a le désavantage sur la dictature de permettre l'expression d'opinions divergentes ». Et donc de ralentir la prise des décisions les plus urgentes.

GEORGES MARION

Bucarest sous les rafales

Suite de la première page

A l'intersection de la rue du 13-décembre et de la place de la République, quelqu'un a ajouté un sapin comme pour rappeler que, dans un monde moins sauvage, c'est la veille de Noël. Un pull-over est accroché à une branche, celui d'un fils qui a disparu.

C'est le premier Noël sans Ceausescu depuis vingt-quatre ans, mais Bucarest est noire et déserte. L'armée est en guerre contre un ennemi invisible. Les membres présumés de la Securitate, identifiés par le seul nom de « terroristes » et retranchés dans les hauteurs des immeubles du centre, du secteur de la radio-télévision, de la gare du Nord et à l'aéroport. Les coups de tonnerre des mitrailleuses des militaires font trembler le ciel jour et nuit, et même les experts ont peine à distinguer l'origine des rafales qui leur répondent.

Qui tire et pourquoi ? Les habitants en pleuraient. Eux qui ont eu le courage insensé d'aller siffler le dictateur sous son balcon du comité central, de crier : « A bas l'assassin ! » sur la place de l'Université et même « A bas le rat ! » quand il était encore là, ils en pleuraient de voir que cela n'a pas encore suffi.

Laurenzia, étudiante en droit, partie un jour de folie vers la fratrie avec un volume de Baudelaire et l'intention de quitter le pays, s'effondre ce dimanche soir pour la première fois. Elle ne comprend pas pourquoi ça dure autant alors que l'essentiel est fait. Mais tout est allé si vite. Les Roumains ont été les premiers surpris, même s'ils s'étaient lancés avec une petite leur d'espoir. « Gorbachev avait dit qu'il n'interviendrait pas. On savait qu'on avait la permission. »

Le Comité central dans l'obscurité

C'est Noël, et on tire place de la République à peine moins que la veille. On tire par intermittence et, profitant de l'accalmie, entre la bibliothèque de l'université qui flambe et les canons des blindés qui protègent le bâtiment du Comité central, un haut-parleur, un requiem aux livres brûlés, aux façades percées par les obus et aux blessés qu'on évacue en camionnettes.

Un millier de jeunes sont assis là depuis trois jours, comme habitués à voir la guerre se dérouler au-dessus de leur tête, du moins le plus souvent. Ils défendent ceux de l'intérieur, les héros qui sont entrés par effraction le 21 décembre dans

le bâtiment du Comité central, qui ne l'ont pas quitté et qui en ont fait le siège du commandement militaire du nouveau pouvoir. Ils distribuent du pain et des cigarettes aux soldats et scandent, le point levé : « Timisoara ! Timisoara ! ».

Les héros, eux, ignorent jusqu'à leur nombre. Ils occupent un bureau, une salle de réunion, un morceau de couloir du Comité central. Un bâtiment immense, un monstre stalinien à colonnes que des galeries souterraines relient au palais royal et dont les insurgés n'ont pas encore fait le tour.

Pour des raisons de sécurité, il est plongé dans le noir, on ne va d'un étage à l'autre qu'accompagné d'un officier de liaison et d'une protection rapprochée qui s'efforcent de rassurer de toute leur voix les soldats et les civils armés de Kalachnikov sur l'identité des ombres qui s'approchent.

Bogdan, le géologue, est agent de liaison. Il a rejoint le Comité pour le front de sauvegarde pour la patrie (CFSP) avec tout son service dès la première manifestation. Le grand escalier gardé par des militaires qui tirent à travers les fenêtres brisées ne l'inspire toujours pas, mais il le grimpe héroïquement, pour trois bouteilles de limonade s'il le faut.

« Le vampire est parti »

Au rez-de-chaussée, sur le tapis vert de la table de conférences de l'exécutif du parti, une vingtaine de jeunes préparent un plan pour éviter les confusions et les infiltrations. Un ingénieur, qui avait été envoyé jeudi en mission obligatoire à la manifestation de soutien à Ceausescu, a déserté, et il est toujours là au Comité central. « Nous nous sommes dit : ce sera sa mort. »

Il y a un pompier à la tête bandée, des jeunes en treillis d'emprunt qui ne quittent plus leur chargeur de fusil-mitrailleur, et des étudiants morts d'angoisse, mais au moins « le vampire est parti ». Lorsque les rafales à l'extérieur se font trop intenses, tout le monde se terre sous la table ovale, et on sort de la limonade jaune dans les coupes de cristal du Comité central.

Les assiégés affirment qu'il reste des éléments de la Securitate fidèles à Ceausescu dans l'immeuble et qu'ils capteront régulièrement des « terroristes ». Samedi soir, ils ont mené un civil qui ne distinguait en apparence des occupants du Comité central. Il se gardait sur place car le commandement militaire a ouvert une

prison. Des membres du bureau politique y seraient détenus sous surveillance de l'armée.

Un blessé arrive à l'hôpital : le troisième de la journée. C'est un jeune homme atteint, à l'extérieur du bâtiment, aux jambes et à la tête. Les secouristes l'installent sur un bureau et placent une perfusion Médécine depuis trois ans. Don explique avec des larmes dans les yeux qu'il a rejoint le mouvement pour avoir vu trop de femmes mou-

diffusion d'un film par la télévision, au lieu du forum politique permanent qui occupe l'antenne. La situation sur le terrain est préoccupante, mais il n'y aura pas de retour en arrière. « Dies en France que nous serons comme vous, un pays démocratique », demande l'ingénieur et écrivain Paul Ghitta, interdit de passeport il y a neuf ans.

Dimanche soir 24 décembre, cependant, la situation s'est beau-



rir en accouchant faite d'équipement hospitalier. Et ce sont, dit-il, des « images qu'on n'oublie pas ».

L'état-major est installé au troisième étage de l'unique bureau éclairé. Une cinquantaine de personnes sont réunies autour de Dimitru Mazilu, ancien représentant de la Roumanie aux Nations unies à Genève, décapé par Ceausescu pour un rapport trop critique sur les droits de l'homme, assigné à résidence et maintenant membre du CFSP.

Plusieurs militaires en uniforme sont présents, dont un officier de la Securitate, ainsi qu'un membre du Parti communiste et des intellectuels, comme le directeur du Théâtre Bulandria, et un comédien, un peu effrayé par la confusion des genres. « Certains ont retourné leur veste un peu vite, pour le moment, c'est mieux pour nous, mais il faudra peut-être les juger plus tard », estime un participant.

Un autre se plaint de ce que des « hoelligans », des Tziganes, affirme-t-il, attaquent les secouristes. On proteste aussi contre la

coup durcie au Comité central. On ne pénètre plus dans le bâtiment du commandement militaire, dont l'entrée n'est plus gardée par des civils, mais par des soldats. On entendrait seulement une rangée de prisonniers, mais sur la tête, dans le hall central.

Un médecin indique qu'il y a eu plusieurs blessés et morts dans la journée. Des morts à l'intérieur même du groupe qui occupe l'immeuble, une erreur due à l'obscurité, à la nervosité selon certains ; règlement de comptes à l'encontre des traîtres, selon d'autres.

L'armée en tout cas s'est déployée en force dans tout le quartier. Pour la première fois des soldats gardent les intersections, et toute ombre doit masquer les mains en l'air. Dès l'aube de ce premier Noël de liberté, les tirs reprendront sur la place de la République, envahie de fumée. Et les habitants raseront à nouveau les murs, sans joie.

CORINE LESNES

La Securitate : cent mille hommes bien équipés aux ordres exclusifs du « Conducator »

Bien qu'inférieures en nombre à l'armée régulière, les troupes de la Securitate formaient l'élite privilégiée et fortement équipée d'un dispositif qui a préservé le régime Ceausescu, pendant vingt-quatre ans, de toute opposition organisée.

Si la Securitate dépendait en principe du ministère de l'intérieur, elle était en réalité aux ordres exclusifs de M. Ceausescu, sous la direction de M. Ion Coman, secrétaire du comité central du PC, chargé plus particulièrement des questions de sécurité.

La composition exacte de la Securitate était secrète, mais, selon diverses sources à Bucarest et dans les capitales voisines, ses effectifs s'élevaient à plus de cent mille personnes, sans compter les innombrables indicateurs et « moniteurs » dont elle se servait pour quadriller le pays et le mettre tout entier sous étroite surveillance.

La Securitate ne disposait pas de chars mais elle était équipée de véhicules blindés et d'hélicoptères. Elle avait en outre un groupe aéronautique équipé d'avions de transport Antonov 22. Ses dix-sept bataillons disséminés dans le pays avaient un accès privilégié à des bases stratégiques dans les principales villes ou près des nombreuses résidences de luxe de Ceausescu.

Dans ses Mémoires, le général Ion Mihai Pacepa, qui a quitté la direction du service de renseignements extérieurs en 1978, écrit que la Securitate avait initialement pour rôle de protéger les locaux du

parti communiste et du gouvernement. Mais au cours des vingt dernières années, sa « tâche réelle est devenue la protection physique de Ceausescu et de sa famille contre n'importe quel coup d'Etat opéré de l'extérieur ou de l'intérieur, y compris une tentative immanente des forces armées roumaines elles-mêmes », note le général. Il a ajouté que la police secrète avait notamment pour rôle de « prévenir une prise de contrôle des stations de radio et de télévision par des forces hostiles cherchant à communiquer avec la population ». Certains des combats les plus après des derniers jours ont eu pour enjeu les locaux de télévision à Bucarest.

L'armée n'est rien comparée à ces troupes de choc entraînées, que Ceausescu a déguisées en unités militaires portant presque le même uniforme que l'armée, explique par ailleurs M. Mircea Stoen, professeur de droit à l'université de Bucarest.

D'autre part, la Roumanie était depuis plusieurs années un des principaux camps d'entraînement à la guérilla des commandos africains et arabes. Selon M. Stoen, Ceausescu a emprunté « il y a plusieurs années à des pays arabes et à l'OLP des unités terroristes ».

Enfin, une section avait la charge de véritables goulags : trois camps de concentration situés près que tous dans la région de la mer Noire et sur le tracé du fameux canal Danube-mer Noire, aux travaux duquel les prisonniers ont été employés dans des conditions atroces. Il existait aussi vingt et un établissements psychiatriques bondés de gens qui avaient tort de penser autrement que ne le souhaitaient les dirigeants.

La Syrie et la Libye démentent la présence de « troupes arabes »

Les Syriens et les Libyens démentent : les « rumeurs » selon lesquelles certains des leurs combattraient aux côtés des fidèles à l'ancien régime roumain sont « absurdes » pour les uns, « erronées » pour les autres.

Ces informations visent à « compromettre la confiance qui prévaut entre la Syrie, l'URSS et les autres Etats du bloc socialistes », a déclaré samedi 23 décembre à Damas un responsable syrien qui a requis l'anonymat. A Tripoli, l'agence officielle Jana indique, quant à elle, que, selon le bureau du peuple pour les affaires étrangères, « cette information est erronée et dissimule une intention de salir ». L'agence officielle dénonce « les méthodes adoptées par certains journalistes qui ne se conforment pas à la déontologie journalistique ».

Les « rumeurs » en question ont été diffusées dans un premier temps par la radio roumaine. Samedi, un des présentateurs a appelé les unités de l'armée et la population à défendre la station contre « les troupes arabes ». « Des mercenaires étrangers sont arrivés par hélicoptère au cours de la nuit. Ils ont été entraînés dans un camp secret proche de Bucarest par le plus grand ennemi de notre nation, Ceausescu », précisait le journaliste. La radio hongroise a fait état des mêmes informations, en précisant que des cadavres de mercenaires avaient été découverts dans les rues de Bucarest samedi. Le lendemain, Radio-Budapest ajoutait que des « groupes de Palestiniens qui pourraient préparer quelque chose d'inattendu » auraient pris position « dans les montagnes roumaines » et que « les terroristes arabes ont occupé une maison dans le voisinage de l'ambassade de Hongrie à Bucarest ». — (AFP, AP.)

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'effondrement du régime Ceausescu

Timisoara est entrée dans l'ère du soupçon

Excès de zèle, absence totale de responsables
la première ville libre de Roumanie, où seul « le peuple » commande,
est devenue un redoutable moulin à rumeurs

TIMISOARA

de notre envoyé spécial

« Victoria nostra », le ton sans appel du frère d'armes, le brassard aux couleurs nationales bien en vue et le V de la victoire au bout des doigts. En principe, cela suffisait encore dimanche 24 décembre à garantir une certaine liberté de circulation à l'intérieur de la « première ville libre de Roumanie ». En principe. Car les bandes de jeunes et de moins jeunes qui se sont auto-proclamées « milice populaire de sécurité » sont devenues si nombreuses et si incontrôlées ces dernières quarante-huit heures qu'il s'agit parfois de passer sans encombre le barrage de tel carrefour pour devenir 100 mètres plus loin automatiquement suspect aux « miliciens » du suivant.

Timisoara, comme Bucarest, est entrée dans l'ère du soupçon. Excès de zèle, absence totale de responsables, apparition des premiers fusils de chasse aux mains des civils. « Toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait bavures et dérapages », reconnaissait samedi soir un membre du « comité démocratique national ». « Mais pour l'instant, ajoutait-il, nous ne pouvons rien faire. » A la question de savoir qui commande à Timisoara,

la réponse est invariable : « le peuple ».

L'armée, elle, poursuivait encore dimanche à coups de pistolet mitrailleur et à grand renfort de gesticulation blindée sa mission de « nettoyage » des derniers forcenés de l'ordre ancien. Guerre d'escarmouches surtout, où l'ennemi, apparemment juché sur des toits d'immeubles ou retranché dans les étages, se contente de lâcher ici ou là quelques rafales de kalachnikov, systématiquement suivies, en riposte, d'un véritable déluge de plomb, plus bruyant qu'efficace semblerait-il.

« Nous avons affaire, disait un officier, à des gens bien entraînés qui se prennent pour des Rambo et qui n'ont plus rien à perdre. Il est très difficile de les déloger. » Combien sont-ils ? mystère. « Ils agissent le plus souvent en solitaires ou en petits commandos. » Qui sont-ils ? « Mais des hommes de la Securitate - l'ancienne garde prétorienne du régime - bien entendu. » On n'en saura pas plus sur le sujet. Les rumeurs selon lesquelles il y aurait aussi parmi les rebelles à l'ordre nouveau certaines sections de l'armée restées pour le moment... inconnues.

En tout état de cause, ou l'armée du peuple souffre d'une certaine incompétence, ou elle ne dit pas la vérité. Car, si l'on en

croit le professeur Lorin Fortuna, président du « comité démocratique » local, les échanges de tir presque incessants qui interviennent virtuellement depuis deux jours le centre ville aux civils « n'ont fait que quatre ou cinq victimes, dont un soldat, mais nous n'en sommes pas sûrs ». En clair, si l'armée soutient et protège physiquement la nouvelle « autorité civile », elle ne semble lui rendre aucun compte de ses activités.

Combien de victimes ?

Avec ses 350 000 mille habitants, Timisoara, du coup, est devenue un immense et redoutable moulin à rumeurs, toutes plus invraisemblables les unes que les autres. Ainsi le bilan des émeutes qui ont donné le week-end dernier le signal de l'insurrection nationale. Samedi 23 décembre, certains chiffrèrent à plus de 10 000 mille le nombre de personnes abattues par les forces de la redoutable Securitate. Le soir même, le comité déclarait s'en tenir aux « trois ou quatre mille » cités précédemment. Mais, dans le même temps, les médecins des hôpitaux faisaient état, à eux tous, de « quelques centaines de cadavres ». Les charniers à cet égard étaient donc un coin du cinquième local (le Monde date du 24-25 décembre), mais, pour l'heure, une petite vingtaine de corps - ce

qui est déjà trop - ont pu être exhumés. Alors ? « Il y a sûrement d'autres charniers à découvrir », affirme la nouvelle administration. De toute manière, ajoute-t-on, il est probable qu'un certain nombre de corps torturés ont été incinérés. Saura-t-on jamais la vérité totale sur ce qui s'est passé à Timisoara ?

Et les arrestations de « colabos » ? Une trentaine depuis trois jours, selon certains. Moins de dix, prétendent d'autres, et, parmi eux, un colonel et un capitaine de la Securitate qui auraient été pris, à l'hôtel, en flagrant délit d'installation d'un poste émetteur. Leur objectif, affirmant plusieurs responsables du comité, était d'appeler à leur rescousse des terroristes libyens et iraniens, dont certains ont d'ailleurs été vus en ville.

Les étudiants syriens, marocains, libyens ou palestiniens, dont l'immense majorité sont en congé à l'étranger du pays, mais qui peuplent d'ordinaire la faculté de médecine de Timisoara, n'ont plus qu'à bien se tenir. En ces heures chaudes de révolution nationale, la paranoïa qui caractérisait l'ancien régime et qui a laissé des traces profondes dans le psyché du peuple roumain - et comment pourrait-il en être autrement après tant d'années de dictature ? - peut se révéler extrêmement dangereuse.

« Venez vite, professeur, nous avons capturé un terroriste arabe ! » L'incident s'est produit samedi soir à l'opéra municipal, siège temporaire de la nouvelle administration locale. M. Lorin Fortuna s'est levé d'un bond, suivi de son interviewer. Dans le hall du deuxième étage, fermé par une trentaine de « miliciens » excités, un jeune homme de dix-sept ou dix-huit ans. Pour le fouiller et l'humilier un peu, on lui a baissé son pantalon sur les chevilles. Il est torse nu et pleure comme un enfant. De ses deux mains attachées sur le devant, il cherche à protéger un visage déjà bien amoché. Le jeune et robuste « milicien » qui l'a capturé lui a passé une corde autour du cou et tire dessus par-dessus pour le contraindre à lever la tête. « Il ne parle pas le roumain ! », s'écrie quelqu'un. « C'est sûrement un iranien », affirme une autre voix.

« L'Iranien » Lorin Fortuna s'avance calmement et pose deux ou trois questions. L'autre, apeuré, le regarde et parvient à sortir de sa gorge étranglée un incompréhensible borborygme. On desserre un peu la corde et, miracle, il parle roumain. Difficilement, mais il parle. « Je l'ai capturé alors qu'il désaccablait les tombes de nos martyrs », affirme fièrement son vainqueur. Arrêtons là cette histoire. Il s'avère

que « l'Iranien » était en fait un orphelin simple d'esprit et bel et bien roumain. Grâce au président du comité, il sera relâché. Mais il a eu chaud.

« La tyrannie est tombée ! », tirait samedi le numéro deux du *Combattant du Bonas*, un nouveau quotidien imprimé sur quatre pages à Timisoara. « Notre but ultime, peut-on lire, est d'instaurer la démocratie, la liberté du peuple. » Le dernier objectif est en voie de réalisation. Pour ce qui concerne la démocratie, il faut d'abord réapprendre à faire de la politique, et, là encore, les choses commencent à bouger un peu.

On raconte en ville que M. Radu Balan, qui était jusqu'à la semaine dernière premier secrétaire de la section locale du Parti communiste, pourrait se présenter aux prochaines élections démocratiques et reprendre sa place à la tête de l'administration locale. « Ça, jamais ! » se fâche M. Fortuna. « C'est une manœuvre politique de nos ennemis. Nous respectons cet homme parce qu'il a refusé d'entretenir l'ordre de Ceausescu de faire tirer sur la foule. Il est très populaire, c'est vrai, mais nous ne sommes pas des fous. Nous n'allons pas rendre aux anciens dirigeants les places qu'ils occupaient avant la révolution. Pas question. »

PATRICE CLAUDE

Quatre membres de la famille du dictateur ont été arrêtés

Quatre membres de la famille Ceausescu ont été arrêtés dimanche 24 décembre entre les mains du Comité de salut national, indiquent-on officiellement à Bucarest. Les circonstances de l'arrestation du couple Ceausescu lui-même n'étaient pas encore connues avec exactitude lundi. Le lieu de leur détention est resté secret, apparemment pour éviter qu'il ne puisse être la cible d'une attaque de ses partisans. M. Ion Iliescu avait indiqué samedi qu'ils seraient jugés.

Plusieurs versions circulent sur leur arrestation. La télévision soviétique a déclaré dimanche que Nicolas et Elena Ceausescu avaient été capturés dans un bunker souterrain. D'autres sources disent qu'ils ont été pris dans un quartier général de repli situé près de la ville de Tirgoviste, à 70 kilomètres au nord-ouest de Bucarest, qu'ils auraient gagné soit par la route soit par hélicoptère. Selon une autre version, le dictateur et son épouse ont quitté le palais présidentiel vendredi par des souterrains, auraient gagné l'immeuble du Comité central et se seraient envolés en hélicoptère pour la banlieue de Bucarest, où les attendait une Dacia rouge.

La dernière à être capturée a été la fille du couple présidentiel déchu, Zoia Ceausescu, qui, selon l'agence Agerpress, a été retrouvée dimanche dans un appartement à Bucarest. La télévision a montré des images de la jeune femme, livide, encadrée par des militaires.

Son frère Nicu avait été arrêté dès vendredi dernier. Il a été lui aussi présenté devant les caméras de télévision. Surnommé le « prince », il était connu pour son style de vie ostentatoire et exerçait d'importantes fonctions dans le régime. Il avait dirigé pendant longtemps les Jeunesses communistes avant d'être envoyé en province. De nombreux autres membres de la famille exerçaient des fonctions importantes et sont recherchés. On ignorait lundi avec précision qui avait été arrêté ou non. — (AP, AFP, Reuters.)

Deux journalistes tués cinq autres blessés

Deux journalistes, dont le Français Jean-Louis Calderon, de la cinquième chaîne de télévision, ont été tués, et cinq autres ont été blessés, dont plusieurs grièvement, depuis vendredi, en couvrant les événements de Roumanie. Le reporter de la télévision française avait trouvé la mort dans la nuit de vendredi à samedi, à Bucarest, où il a été écrasé par un char alors qu'il était en train de filmer, avec son équipe, les combats devant le siège du comité central du parti.

Parmi les très nombreux messages de condoléances adressés à sa famille figure celui de M. François Mitterrand, qui a rendu hommage à Jean-Louis Calderon « victime de son devoir au service de l'information au cours des combats du peuple roumain pour sa libération ».

Un journaliste belge, qui se rendait à Bucarest en voiture avec trois de ses confrères, a également été tué, par balles, lundi 25 décembre, vers 3 heures,

heure locale, alors que le véhicule approchait de la capitale. La voiture a été prise sous le feu de tireurs isolés. On ignore l'identité de la victime et de ses confrères.

Les cinq blessés ont tous été touchés par des tirs à Timisoara. Parmi eux figurent un Français, le photographe Jacques Langevin, de l'agence Sygma, blessé à une jambe ; deux Américains, le correspondant du *New York Times* à Varsovie, atteint d'une balle dans l'estomac, et un journaliste de l'agence Associated Press, John Demichieski, plus légèrement touché à la tête alors qu'il circulait en voiture à la périphérie de la ville ; le photographe italien Pascuale Modica, frappé au même endroit par une balle dans la poitrine, tirée depuis une usine ; le journaliste de télévision yougoslave Zeljo Sajin, touché lui aussi à la poitrine en regardant son hôtel.

Jean-Louis Calderon un regard exigeant et chaleureux

A l'école de journalistes, ses copains l'appelaient affectueusement « Jean Luis ». Et il y avait de l'humour chez Jean-Louis Calderon, fils d'immigré espagnol, dès l'âge de vingt ans déménagé par cet appel du départ soudain, d'un « gros coup » imprévu, qui n'en finit jamais de tourmenter les grands reporters.

Partir. Partir dans l'instant même et pour une durée indéterminée. L'appel de l'actualité bousculait alors son impatience. Et du Chili à l'Afghanistan, des territoires occupés à l'Afrique du Sud - il en revenait précipité, - il n'est pas un point chaud de la planète sur lequel « Jean Luis » Calderon n'ait posé, au cours de sa si brève carrière, son regard exigeant et chaleureux, dont l'urgence n'altérait jamais l'impeccable professionnalisme.

Sous l'influence de Charles Villeneuve, l'un de ses « parrains » dans la profession, avec qui il avait travaillé à Europe 1, il avait, un temps, paru tenté par une autre forme de journalisme, l'investigation souterraine des ramifications du terrorisme, rencontré notamment lors de ses fréquents reportages à Beyrouth. Ce fut pour revenir rapidement dans les bras de son tyran familial : l'événement brut à montrer tout chaud aux télé-spectateurs.

Ce même attrait de l'actualité lui avait fait décider, voici quelques mois, la proposition de devenir, à partir de l'été 1989, le « patron » des reportages de la Cinq, chaîne qu'il avait rejointe dès sa création, et dont il était un des piliers à la rédaction.

Jean-Louis Calderon est mort à Bucarest, place de la République, à la veille de Noël, au cœur d'une froide nuit d'hiver, renversé par un char, en tentant, comme à son habitude, de protéger son ami Patrice Du Tertre des mille dangers qui guettaient un cameraman en action.

D. S.

Trois journées de bouleversements

— VENDREDI 22 DÉCEMBRE : annonce par la radio et la télévision du suicide du ministre de la défense, le général Vasile Milea, accusé d'avoir agi « en traître ». (Dans l'après-midi, le radio - passé entre-temps aux mains des insurgés - laisse entendre qu'il a été fusillé pour avoir refusé de faire tirer sur la foule à Bucarest.)

A 11 h 50, l'état d'urgence est proclamé sur l'ensemble du territoire roumain.

A 13 h 5, le porte-parole dissident Mircea Dinescu, trente-neuf ans, annonce à la radio : « Nicolas Ceausescu est parti. » Un front de salut national, composé de dissidents et de militaires, prend le pouvoir.

A 15 h 30, la radio annonce l'arrestation de Nicolas et Elena Ceausescu à Tirgoviste (70 kilomètres au nord-ouest de Bucarest).

A 16 h 10, le fils Nicu est arrêté à Sibiu (centre du pays).

A 17 h 50, le gouvernement démissionne.

Des troupes de la police secrète fidèles à Ceausescu tentent de prendre d'assaut l'immeuble de la télévision.

A 18 heures, des tirs éclatent aux environs du palais présidentiel. Des témoins font état de centaines de morts. A Timisoara, des milliers de corps sont découverts dans une fosse commune.

A 23 heures, l'armée, ralliée aux insurgés, réussit à déloger les abords du bâtiment du comité central, où siège le Conseil du front de salut national (CFSN) du nouveau pouvoir.

Le CFSN annonce des élections libres au mois d'avril et l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste roumain.

SAMEDI 23 : toute la nuit, les combats font rage à Bucarest, faisant plusieurs milliers de morts. Jean-Louis Calderon, journaliste de la chaîne de télévision privée française La Cinq, est écrasé par un char. A 3 heures, heure locale, des membres de la police secrète investissent le bâtiment de la télévision avant d'en être délogés par des unités de l'armée. Timisoara est assiégée par les forces de sécurité du dictateur déchu. Des combats ont lieu à Brasov (200 kilomètres au nord de Bucarest).

La CFSN annonce dans la matinée la libération de tous les prisonniers politiques. Vers midi, la télévision annonce que les combats continuent dans la capitale. La CFSN confirme la présence de « forces étrangères », notamment libyennes et syriennes, aux côtés des troupes restées fidèles à Ceausescu.

Dans la soirée, la télévision annonce que le couple Ceausescu, dont l'arrestation a été démentie plusieurs fois, est incarcéré dans une base militaire. Les principales ambassades roumaines à l'étranger reconnaissent le nouveau pouvoir. DIMANCHE 24 : poursuite des combats à Bucarest. Le centre de la capitale est la proie des flammes. En début de matinée, la radio affirme que tous les points stratégiques de Bucarest sont désormais sous le contrôle des nouvelles autorités.

A 9 heures, heure locale, des véhicules blindés attaquent des partisans de Ceausescu retranchés près du ministère de la défense.

A 13 heures, les combats se poursuivent autour du palais présidentiel, des bâtiments de la télévision, du ministère de la

défense et de l'hôtel Intercontinental.

En début d'après-midi, le CFSN ordonne un cessez-le-feu complet et immédiat sur l'ensemble du territoire roumain et annonce que Ceausescu sera jugé par une cour de justice.

L'armée, ralliée au nouveau régime, prend le contrôle de l'aéroport de Bucarest-Otopeni. Le nouveau pouvoir proclame que « la révolution est victorieuse ». Il n'y aurait plus au total que trois mille fidèles de l'ancien régime qui se battent. Les francs-tireurs favorables au nouveau régime ainsi que les fidèles de l'ancien chef de l'Etat ont jusqu'à lundi 17 heures, heure locale, pour rendre leurs armes.

En milieu d'après-midi, les combats cessent dans le centre de Bucarest. Le siège du comité central passe sous le contrôle du Conseil du front de salut national.

Zoia Ceausescu, la fille du dictateur déchu, est arrêtée dans l'un de ses appartements de la capitale.

Les nouvelles autorités roumaines ordonnent l'interdiction, avec effet immédiat, de toute exportation de denrées alimentaires produites par le pays.

Dans la soirée, une vingtaine de membres de la Securitate tentent de perpétrer un « acte de sabotage » contre la gare centrale de Bucarest. Les combats ont diminué d'intensité, mais ils continuent, indique l'ambassadeur de France à Bucarest.

LUNDI 25 : un journaliste belge est tué vers 3 heures locales, alors qu'il se rendait à Bucarest, son véhicule ayant été pris sous le feu de tireurs isolés.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

EUROPÉENNE DE DONNÉES

TEL : (1) 46-05-41-56

La guerre d'Algérie

Dossier et témoignages réunis et présentés par Patrick Evano et Jean Planchais

Une remarquable fresque du drame algérien

Une édition LA DÉCOUVERTE Le Monde

L'effon

entretien avec Ion Iliescu

« L'effon... »

un homme

appel d'Eugène Ionesco

un parti de Varsovie

LABOURSE EN

LE MONDE DE LA

en direct l'évent

teurs de la Bou

BOURSE

36.15 LEMOND

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'effondrement du régime Ceausescu et l'hypothèse d'une intervention soviétique

Un entretien avec M. Ion Iliescu

Suite de la première page

« Tout cela a été bien préparé de leur part. Ils veulent créer une situation d'instabilité par la terreur en lançant des attaques contre les usines, les hôpitaux, la télévision et la radio. Mais la situation se normalise peu à peu. Nous avons encore des petits problèmes à Bucarest, à Timisoara, à Arad et à Cluj. »

« Combien sont-ils à vous combattre ? »

« Il est difficile d'évaluer leur nombre. Ils agissent par petits commandos individuels, mais ils obéissent à un plan général, animé d'une rage destructrice. »

« On dit que des mercenaires étrangers combattent dans leurs rangs. »

« Ce n'est pas totalement établi. Je préfère ne pas m'étendre sur cette question. »

« Que sont devenus Ceausescu et ses proches ? »

« Nicolas Ceausescu est depuis le début entre nos mains. Il a été pris avec toute sa famille, le 22 au soir. Sa femme, son frère, son fils, sont arrêtés. »

« Dans quelles circonstances ont-ils été arrêtés ? »

« Je ne veux pas vous répondre. Sachez seulement que Ceausescu est sous bonne garde. »

« Et les dirigeants du parti communiste ? »

« La presque totalité des membres du bureau politique ont également été arrêtés. Il y a permis aux Roulis, ancien ministre de l'Intérieur, Dracsa, Manea, Manescu et quelques autres. Ils seront tous jugés quand les circonstances le permettront. »

« Peut-on faire un bilan des victimes de ces derniers jours ? »

« Il est difficile de faire un tel bilan aujourd'hui. Il y a eu beaucoup de morts et beaucoup de destructions. »

« On a porté de deux mille à trois mille morts à Timisoara. »

« Il y en a plus. »

« Êtes-vous en contact avec des gouvernements étrangers ? »

« Nous avons reçu énormément de messages de sympathie venus du monde entier. Mais nous avons



PANCHO

des contacts particuliers avec les ambassades de France, de Hongrie, et d'URSS. Ces trois pays nous ont assuré de leur aide. »

« Une aide militaire ? »

« Non, une aide humanitaire et économique. Nous n'avons pas demandé d'aide militaire à l'URSS. Nous sommes en contact constant avec le ministère des affaires étrangères soviétique. Lui comme nous considérons que l'aide militaire n'est pas nécessaire. Nous sommes en accord de vue total avec les Soviétiques sur cette question. »

« Quand allez-vous constituer un gouvernement ? »

« Dans quelques heures... ou dans quelques jours. Le Front de salut national va en discuter maintenant. Tout est à l'heure de A à Z. Il nous faut un peu de temps. »

« Quelles sont vos premières urgences ? »

« D'abord liquider les groupes terroristes qui sont encore en activité. Après, il faudra faire face aux problèmes économiques. Pourtant, vous pouvez constater que l'appareil économique fonctionne encore. Il y a de l'eau, de l'électricité, la poste marche ainsi que le téléphone. »

Propos recueillis par GEORGES MARION

Le nouvel homme fort

M. Ion Iliescu, cinquante-neuf ans, ancien secrétaire du comité central du PC roumain, nommé par Nicolas Ceausescu en 1971, apparaît de plus en plus comme l'homme fort du Conseil du comité de salut national, qui incarne le nouveau pouvoir politique en Roumanie.

Le nouvel homme fort a des raisons d'en vouloir au Conducator, qu'il a limogé en juillet 1971 de ses postes de secrétaire du comité central, de ministre de la jeunesse et de responsable de l'idéologie au sein du parti.

« C'est un intellectuel petit-bourgeois, d'esprit bureaucra-

tique, qui n'a aucune idée du travail de la jeunesse », avait estimé à l'époque le numéro un roumain, au sommet de sa gloire.

M. Iliescu avait été envoyé en pénitence dans la province de Timis, dont la capitale est Timisoara, où il a laissé de bons souvenirs et d'où il reçoit des messages de sympathie.

Autre détail non négligeable : Ion Iliescu, qui a le même âge que M. Mikhail Gorbatchev, a fait ses études à l'Institut Molotov de Moscou et a été responsable de l'Union des étudiants roumains en Union Soviétique.

Un appel d'Eugène Ionesco au pacte de Varsovie

Eugène Ionesco, de l'Académie française, a lancé dimanche 24 décembre, l'appel suivant :

« Pour que cesse au plus vite l'effroyable massacre des combattants roumains de la liberté et de l'armée légale désarmée par le tyran Ceausescu, qui surarmait sa milice privée, c'est-à-dire les forces armées de la Sécurité, je lance un appel solennel aux gouverne-

ments du pacte de Varsovie dont les pays ont récemment acquis leur liberté sans verser une goutte de sang. Je leur demande de venir en aide et d'envoyer des armes et des munitions au secours du peuple roumain, lui aussi membre du pacte de Varsovie et qui, en ce moment, se fait tuer par les agents de Ceausescu. »

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

Moscou semble l'avoir étudiée avant de la déclarer « inacceptable »

MOSCOU

de notre correspondant

Un moment réservé et silencieux sur les événements de Roumanie, l'URSS a brusquement réalisé ce week-end son soutien au Conseil de salut national au pouvoir à Bucarest, à tel point que l'éventualité d'une aide militaire soviétique aux insurgés a mis en état d'alerte maximum, pendant quelques heures samedi, les rédactions et les chancelleries.

Le premier ministre Nikolai Rylkov devait toutefois calmer les esprits, en déclarant devant les journalistes au congrès des députés qu'une telle aide était « inacceptable ».

Rappelant que cinq pays du pacte de Varsovie avaient solennellement condamné, début décembre à Moscou, l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie, le premier ministre a souligné qu'il fallait éviter de répéter « les erreurs du passé ». « Nous devrions appuyer les insurgés sous une forme médicale ou peut-être sous une autre forme, mais l'envoi de troupes est inacceptable. »

Tout était désormais clair. Mais de malentendus ou de déclarations ambiguës ou d'incertitudes, une intervention militaire de l'URSS ou de pays membres du pacte de Varsovie pour soutenir les insurgés roumains est apparue à un moment plus que probable, alors que la situation sur le terrain demeurait incertaine. Il semble d'ailleurs qu'il y ait eu un flottement à ce sujet au sein de la direction soviétique. L'intervention militaire est pour le moins un des cas de figure auxquels ont songé sérieusement les dirigeants du Kremlin.

Tout avait commencé samedi matin par l'annonce de la télévision roumaine selon laquelle l'ambassade d'URSS à Bucarest avait promis aux insurgés roumains « une aide militaire d'urgence ». Quelques heures plus tard, Mikhail Gorbatchev indiquait devant les députés du congrès que des « contacts » avaient été pris avec des pays du pacte de Varsovie pour « fournir une aide au peuple roumain ». Le dirigeant soviétique avait également annoncé l'envoi par l'URSS d'une « aide médicale ou autre » aux insurgés.

Le chef de la diplomatie soviétique, Gennadi Gromov, annonçait de son côté qu'une réunion des ministres des affaires étrangères du pacte était prévue pour dimanche.

Autant de déclarations qui pouvaient faire penser à l'imminence d'une intervention en Roumanie. Mais plusieurs mises en point firent retomber la fièvre dans la soirée de samedi. Un porte-parole officiel soviétique affirmait que

l'ambassade soviétique en Roumanie ne pouvait avoir promis une aide militaire pour la bonne raison que l'ambassadeur se trouvait en vacances en URSS. Quant à la rencontre à Moscou des ministres des affaires étrangères du pacte, le même porte-parole déclarait qu'il n'existait pas de « projet immédiat d'une telle réunion ».

Dimanche matin enfin, Mikhail Gorbatchev excluait une aide militaire et précisait que l'armée roumaine n'avait pas besoin d'équipements ou de munitions.

La situation ne manque pas de piquant. Un peu plus de vingt ans après l'écrasement du « printemps de Prague » et dix ans très exactement après l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan, Moscou ne veut pas entendre parler d'une expédition militaire en Roumanie, que les Etats-Unis et la France ont déclaré cependant être prêts à soutenir. (Interim.)

La France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne déclarent qu'ils l'auraient soutenue

Les déclarations du week-end au sujet de l'opportunité d'une intervention militaire soviétique de soutien à la population roumaine sont la plus spectaculaire illustration, à ce jour, du retournement intervenu dans les relations Est-Ouest. On aura entendu en effet successivement la France puis les Etats-Unis et la Grande-Bretagne proclamer par la voix des responsables de leur diplomatie qu'ils soutiendraient une intervention militaire soviétique en Roumanie.

La question en réalité se pose pas, et les dirigeants soviétiques ont mis les points sur les « i » dans la journée de dimanche après s'être concertés avec les autres pays du pacte de Varsovie sur le type d'aide humanitaire qu'ils pouvaient envoyer au peuple roumain : il n'était pas question d'intervention militaire, il n'en avait jamais été question par principe, par souci de cohérence avec la doctrine de non-ingérence proclamée depuis des mois par Mikhail Gorbatchev.

Aucune demande en ce sens n'a été formulée par le peuple roumain et ceux qui le représentent au sein du Comité de salut national. La Roumanie, rappelle-t-on, est le seul pays du pacte de Varsovie qui se soit toujours opposé à la présence de troupes soviétiques sur son territoire, et on peut supposer qu'une telle intervention se serait même heurtée à une certaine hostilité. Enfin, même si les combats se poursuivaient, M. Gorbatchev estimait dès dimanche que le rapport de forces sur le terrain était au profit de l'armée régulière roumaine et qu'elle n'avait pas besoin de renforts en équipements ou en munitions.

Répondant dimanche sur NBC à une question sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard d'une éventuelle intervention militaire du pacte de Varsovie, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, avait répondu : « Je pense que nous soutiendrions des efforts du pacte de Varsovie pour aider le Comité de salut national (...) Nous serions portés à suivre l'exemple de la France. » Le secrétaire au Foreign Office, M. William Waldegrave, interrogé sur Channel 4, déclarait de son côté à propos d'une telle éventualité : « Je pense que notre attitude serait une attitude de compréhension (...) mais il est clair que personne d'autre que des membres du pacte de Varsovie et l'Union soviétique ne peut intervenir. »

En bref, à Londres, et surtout à Washington où l'on plaide actuellement en faveur du « devoir d'ingérence », au Panama, on n'aurait rien trouvé à redire à une opération militaire soviétique et qui émanerait non seulement de la confiance que l'on fait à M. Gorbatchev, mais du droit qu'on lui reconnaît à faire le ménage chez lui, c'est-à-dire dans les pays du pacte.

A Paris, M. Roland Dumas a émis une idée un peu différente en évoquant la constitution de sortes de brigades internationales : « Je verrais bien la constitution d'une brigade de volontaires. Je comprendrais très bien que tous ceux

qui seraient motivés par le mouvement en Roumanie sentent la nécessité d'aller en Roumanie à des moments où l'action doit se substituer à la parole. »

Dans ce cas, la France aiderait tous ceux qui voudraient choisir ce chemin-là », a encore ajouté le ministre, soulignant que la notion d'« intervention d'urgence » était « une notion nouvelle ». Ce peut être d'abord un soutien, en matière logistique, à l'armée roumaine », a dit M. Rocard.

La réponse soviétique est chaleureusement approbative de cette démarche et se borne à dire que les demandes roumaines aujourd'hui ne concernent que l'aide humanitaire dans toutes ses dimensions », a-t-il précisé.

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, s'est de son côté opposé à une intervention militaire qu'il a-t-il estimé, « ne ferait qu'aggraver la situation ».

L'autocritique de M. Cheysson

« Nous savons depuis longtemps que Ceausescu est un assassin », avait déclaré pour sa part l'ancien ministre français des affaires étrangères, M. Claude Cheysson. Celui-ci a rapporté qu'il y avait eu pendant qu'il était ministre « des incidents, voire des drames, avec les Roumains qui montraient exactement la nature de ce régime. Il a évoqué la découverte il y a quelques années d'un cadavre mutilé sur le trottoir devant l'ambassade de Roumanie à Paris, précisant que le corps, celui d'un journaliste, « avait été jeté des fenêtres de l'ambassade, plusieurs heures après avoir été assassiné après tortures dans l'ambassade ».

« Et cependant, qu'avons-nous fait ? » « Quand je nous vois nous précipiter à l'heure actuelle aux basques des Chinois après les événements de Tiananmen, quand je vois la France être le premier pays libre démocratique à signer un grand contrat industriel, financé par fonds publics français, avec la Chine, je me dis que nous sommes bien incohérents dans nos politiques », a conclu M. Cheysson.

Dans la même veine autocritique, M. Cheysson aurait pu rappeler la phrase qu'il avait prononcée en décembre 1981, quand, au lendemain de l'instauration de l'état de guerre en Pologne, on lui demandait ce que la France allait faire : « Bien entendu, nous n'allons rien faire », avait-il alors lancé. Enfin, pour être juste dans ce registre, il faudrait reconnaître à M. Michel Rocard le mérite d'avoir été le premier à mettre les pieds dans le plat à propos de la Roumanie en dénonçant, dans l'enceinte feutrée de l'ONU à Genève, la dictature qui opprimait ce pays.

A New-York, les représentants de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne et de la Hongrie ont demandé samedi une déclaration ferme du Conseil de sécurité sur la Roumanie, démarche à laquelle la Chine et d'autres pays comme le Népal et l'Ethiopie se sont opposés. Dans une dépêche samedi, l'agence Chine Nouvelle a exprimé l'espoir que « l'amitié » entre la Chine et la Roumanie ne sera pas affectée par les événements. L'Iran qui, la semaine dernière, accueillait M. Ceausescu à pour sa part exprimé par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Velayati, son soutien au soulèvement populaire.

PEKIN : de vives tensions sont à prévoir au sein de la direction

PEKIN

de notre correspondant

Comme ailleurs dans le monde, le personnel de l'ambassade de Roumanie à Pékin a annoncé qu'il se rangeait du côté du soulèvement anti-Ceausescu. La différence est qu'il se trouve, ici, en terre quasiment hostile.

La Chine a pris note du bout des lèvres de la chute de son dernier allié est-européen en émettant l'espoir que ses propres relations avec la Roumanie n'en seront pas affectées. Les médias officiels n'ont cependant pas soufflé mot de cette déclaration du ministre des affaires étrangères, faite samedi à la presse étrangère, qui visait surtout à laisser comprendre que Pékin n'entretenait plus d'illusion.

Le Quotidien du peuple présentait encore lundi, fort discrètement, la situation à Bucarest comme un chaos parfaitement incompréhensible, sans fournir d'indication sur le

sort de Nicolas Ceausescu. Le contraste est criant avec l'attention soutenue portée par la presse de Pékin à l'opération militaire américaine au Panama, condamnée par les autorités chinoises.

Le mutisme pétrifié des autorités a renforcé la certitude d'une partie de la population chinoise que l'insurrection roumaine va provoquer de vives tensions au sein de la direction à Pékin. On se souvient notamment d'avoir vu un de ses membres les plus élevés, M. Qiao Shi, chef des services de sécurité chinois, se rendre à Bucarest à l'automne pour sceller l'alliance aujourd'hui moribonde des pays rejetant la « démocratie bourgeoise » comme fruit du « complot anti-socialiste » fomenté par l'Occident capitaliste.

Pour les mêmes raisons, rien n'a sur le moment filtré des entretiens qu'un haut responsable soviétique, M. Valentin Falin, directeur du département international du parti

communiste, a eus avec ses homologues chinois depuis son arrivée samedi à Pékin. La visite avait été prévue avant l'insurrection roumaine ; cette dernière ne peut qu'être le révélateur des divergences importantes entre chinois et soviétiques sept mois après la visite historique de M. Gorbatchev auprès de M. Deng à la mi-mai.

Des informations non officielles prêtent au vieux dirigeant chinois des propos peu flatteurs envers le chef du Kremlin depuis lors. Dans un article écrit avant les tout derniers événements roumains et publié ce lundi, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qiao Qichen, a lié implicitement les bouleversements en Europe de l'Est à la pratique « encore commune » de « l'hégémonisme, de la politique de grande puissance et de l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays » de la part des « superpuissances ».

F.D.

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les réactions à l'Est et à l'Ouest

Solidarité et aide humanitaire

A l'Est comme à l'Ouest, les gestes de solidarité en faveur de la Roumanie se sont multipliés au cours du week-end de Noël.

C'est ainsi que plusieurs pays de l'Est ont fait connaître leur intention de prêter assistance au peuple roumain. En RDA, les secours se sont mis en place, non seulement par le biais de la Croix-Rouge, mais aussi par l'intermédiaire de l'Eglise protestante, du Parti social-démocrate et de nombreuses associations privées. En Yougoslavie, des médicaments et des denrées alimentaires ont été envoyés jusqu'à la frontière roumaine d'où des convois de la Croix-Rouge les ont transportés vers Timisoara.

En Tchecoslovaquie, le Forum civique a annoncé le départ prochain d'un train de secours. Les autorités de la Moldavie soviétique ont fait savoir que cette République était prête à recevoir dans ses hôpitaux des blessés. Cuba a, de son côté, envoyé par avion environ 20 tonnes de matériel médical, médicaments et plasma aux victimes des combats.

A l'Ouest, les interventions sont plus nombreuses encore qu'elles proviennent d'Allemagne fédérale, d'Autriche, d'Italie, du Japon, des Etats-Unis, de Belgique, de Suisse, de Grande-Bretagne, où la Croix-Rouge nationale se dit « émerveillée de dons » ou bien sûr de France.

En France, en effet, au-delà des premiers secours mis en place dès jeudi 21 décembre, le mouvement n'a fait que s'amplifier à la veille de Noël.

Dès vendredi soir, des avions affrétés par Médecins du monde ou Médecins sans frontières avaient commencé à atterrir en Roumanie, notamment à Varna, faute de pouvoir le faire à Bucarest ou à Timisoara en raison des combats. Des équipes de médecins réanimateurs, d'anesthésistes et d'infirmières réussissent ensuite à gagner la Roumanie par la route. Dimanche après-midi 24 décembre, le détachement français de secours affrété par le gouvernement arrivait à Bucarest et déployait immédiatement trois antennes médicales et un hôpital de campagne où des chirurgiens et des anesthésistes spécialisés dans la chirurgie de guerre commencent à opérer.

Ce détachement avait quitté Paris, samedi, à bord de deux avions sanitaires emportant avec lui trente tonnes de matériel médical, de médicaments et un hôpital de campagne. Contraint d'atterrir à Varna, il avait ensuite gagné, par la route, la capitale roumaine avec Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Deux autres appareils dont un C 130 Hercules devaient suivre, dans la journée de dimanche, toujours par la même voie. Et le gouvernement

a fait savoir que des moyens complémentaires pourront être envoyés dès que l'évaluation des besoins aura été faite par le médecin-chef de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), M. Henri Julien.

Collecte de sang

En France toujours, de multiples organisations humanitaires, partis politiques, municipalités, conseils généraux, etc. ont commencé à mettre en place des structures pour recueillir les dons tant en espèces qu'en médicaments et vivres. Des trains spéciaux, des convois de poids lourds, des affrètements d'avions vont être organisés dans les jours et semaines à venir. Dans l'immédiat, les organisations non gouvernementales d'aide humanitaire, Médecins du monde, Médecins sans frontières, l'Aide médicale internationale ont lancé un appel d'urgence afin de collecter du sang et du matériel de transfusion.

La Communauté économique européenne a, elle aussi, renforcé son aide d'urgence. Après une première aide financière d'un million d'euros (le Monde daté 24-25 décembre), la CEE a décidé dimanche d'accorder un crédit supplémentaire de 5,5 millions d'euros (37,5 millions de francs). Le Comité international de la Croix-Rouge, soutenu par l'ensemble des

comités nationaux, a également renforcé son action. Le CICR coordonnera les secours fournis par les différentes sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à partir de deux centres principaux : celui de Budapest où seront organisés des convois routiers à destination de la Roumanie et celui de Varna qui coordonnera les secours par voie aérienne.

Pour financer les secours médicaux d'urgence, les associations et organisations non gouvernementales sollicitent des dons en espèces. Voici leurs coordonnées :

— Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris. Permanence Roumanie 24 heures sur 24. Tél. : 43-57-70-70. CCP Paris 11 44 Z.

— Médecins sans frontières, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Permanence de 9 h 30 à 21 heures. Tél. : 40-21-29-29. CCP Paris 40 60 U.

— Secours populaire français, 50, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris. Tél. : 43-38-13-16. Pour connaître les antennes en province, appeler le (1) 42-78-50-48. CCP Paris 23 33 SP, ou 65 437 H.

— Croix-Rouge française, 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris. Tél. : 40-70-10-10. CCP Paris 600 00 Y.

— Aide médicale internationale, 119, avenue des Américains, 75020 Paris. CCP Paris 45 44 V.

A Paris, un Noël entre joie et larmes

En présence de personnalités politiques et religieuses françaises, un millier d'émigrés roumains ont participé, dimanche 24 décembre, à un office de Noël, suivi d'une marche vers Notre-Dame de Paris.

Quand Georgy Zamfir arracha de sa fièvre de Pan un Ave Maria, les bouquets de clerges et de fidèles s'élevèrent, se sont mis à danser dans des yeux rougis. L'enfant Jésus n'est pas venu les mains vides, mais la chute de Ceausescu a été payée par un bain de sang. C'est un Noël entre joie et larmes, soulagement et pour qu'a célébré cette année la communauté roumaine de Paris. L'office religieux à l'église orthodoxe des Saints-Archanges, rue Jean-de-Beauvais (5^e arrondissement), ressemblait tout à la fois à un Te Deum et à un Requiem.

Il a tourné à la manifestation nationale, quand, après la litanie de prières pour les morts martyrs, se sont élevés, dans les odeurs de l'encens, des chants patriotiques.

On a même entendu la Marseillaise.

On se signe et on se prosterne devant les icônes. Interrompant la cérémonie, les applaudissements éclatent et les « merci » s'élèvent quand les personnalités fendent la foule. La communauté roumaine n'avait jamais vu dans son église autant d'hommes politiques (MM. Chirac, Jospin, Juppé, Toubon), de clercs (du cardinal Lustiger à l'archevêque de Paris, de journalistes (à l'abbé Jean-Marie) et de caméras de télévision.

Après l'action de grâces, commence l'office des morts. Dans une longue litanie, le Père Konstandache, le prêtre de la paroisse, demande de prier pour « la Roumanie crucifiée », pour « les héros torturés qui ont sacrifié leur vie pour la liberté de leur pays », pour la famille royale, pour le président de la République française, pour le journaliste français tué à Bucarest, etc.

Quand d'une voix gutturale, Virgil Gheorghiu, l'auteur de la *Vierge-Cinqième Heure*, aujourd'hui prêtre orthodoxe émigré à Paris, s'exprime à son tour, l'émotion

monte d'un cran. C'est lui qui, le 12 novembre dernier, jour de la fête patronale de cette paroisse roumaine de Paris, s'était écrit : « Réveille-toi, Roumanie, Dieu est avec toi. Les cloches vont sonner le signal de la libération de la patrie ».

Outre Virgil Gheorghiu, la paroisse orthodoxe de Paris s'enorgueillit aussi de compter parmi ses membres la famille Ionesco, le philosophe Emil Cioran. C'était celle de Mircea Eliade, et de « tant de noms roumains qui ont contribué à la culture universelle », dit le Père Konstandache. Emigré par vagues après la guerre, la communauté roumaine de Paris compte environ quatre à cinq mille personnes, dont un grand nombre de professeurs, d'ingénieurs, de médecins et d'artistes. Son église orthodoxe a rompu toute attache avec le patriarchat de Bucarest et l'Eglise orthodoxe de Roumanie, trop liée au régime communiste (1).

Cette Eglise pleure ses morts. Dans les années de persécution antichrétiennes (années 50 et 60), des centaines de lieux de culte ont été fermés et des milliers de prêtres

condamnés. Beaucoup sont morts en travaux forcés à la fameuse construction du canal du Danube (aujourd'hui abandonnée), où Ceausescu envoyait ses prisonniers de droit commun, ou à la prison Pitesti, où fut emprisonné aussi une bonne partie de l'intelligentsia du pays.

Ces souvenirs sont remémorés quand, à la fin de l'office, précédés d'une grande croix argentée et vêtus de lourdes capes de cérémonie, les célébrants orthodoxes ont conduit, à travers le Quartier latin vers Notre-Dame de Paris, une procession au cours de laquelle ont alterné, une fois de plus, les cantiques et les chants patriotiques.

HENRI TINOCO

(1) La grande majorité des 23 millions d'habitants de la Roumanie sont de confession orthodoxe, rattachés au patriarchat de Bucarest, dont le patriarche actuel est Mgr Teoctist. Outre un million environ de catholiques de rite latin, la Roumanie compte également une Eglise clandestine unie (de rite oriental, née à Rome), ainsi qu'un demi-million de réformés.

La liberté religieuse a servi de « détonateur »

déclare Mgr Lustiger, archevêque de Paris

Jean-Paul II a célébré la messe de minuit en la basilique Saint-Pierre de Rome en présence de dix mille fidèles environ. Quelques milliers de personnes ont assisté également à l'office de Noël en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

De Berlin à Prague, de Bucarest à Rome et à Paris, les offices catholiques, et réformés de Noël ont tous été marqués par la succession des changements dans les pays de l'Est, que le pape a qualifié, d'« extraordinaire parce que pacifiques », à la seule exception « triste et pénible » de la Roumanie.

Invité d'une émission de FR 3, dimanche soir 24 décembre, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a salué, comme il l'avait fait peu avant dans l'église orthodoxe roumaine, « toutes les victimes anonymes, oubliées et perdues » des persécutions religieuses dans les pays de l'Est.

L'archevêque de Paris a souligné que la revendication de la liberté religieuse dans les pays de l'Est avait eu l'effet d'un « détonateur » et « ouvert la voie à la revendication pour toutes les autres libertés civiles ». En direct, il a pu interroger le cardinal Tomasek, archevêque de Prague, quatre-vingt-dix ans, l'un des porte-parole les plus populaires dans les milieux démocratiques en Tchecoslovaquie, qui s'est félicité du retour des libertés religieuses dans son pays.

H. T.

M. Chirac s'étonne de « l'incapacité » du gouvernement français

M. Jacques Chirac a estimé, dimanche 24 décembre, que le président Mitterrand, en tant que président en exercice de la Communauté, « aurait dû depuis deux jours intervenir au nom des Douze auprès de l'URSS », et s'est étonné de « l'incapacité qui caractérise les gouvernements européens, notamment le gouvernement français ».

« La Roumanie appartient au pacte de Varsovie, il ne s'agit pas pour nous, naturellement, d'intervenir militairement », a toutefois indiqué l'ancien premier ministre, qui a donc déclaré : « Mais le président de la République, en tant que président de la Communauté, aurait dû depuis deux jours, intervenir au nom des Douze auprès des Soviétiques, en leur disant : il vous appartient de juger si vous pouvez ou non intervenir militairement. Mais, à tout le moins, il faut envoyer aux unités loyales de l'armée roumaine qui se battent à armes inégales contre les agents de la Securitate des armes modernes, des munitions en quantité suffisante, des matériels sophistiqués indispensables ».

Le maire de Paris s'est enfin « étonné de l'absence de la généralité spontanée des Parisiens, des Français, des Européens de l'Ouest, et cette espèce de stupeur paralyzante qui caractérise les gouvernements, et notamment le nôtre, l'incapacité d'agir et le fait qu'on subit en se taisant, de façon un peu honteuse ».

M. Chirac assistait à la mairie du douzième, en présence du maire de

l'arrondissement, M. Paul Pernin, à la collecte de dons en faveur de la Roumanie organisée par la mairie de Paris.

M. Jobert :

l'absence de l'ONU

D'autre part, M. Michel Jobert a estimé le même jour que l'absence des Nations unies « est probablement ce qui sera le plus scandaleux de cette époque quand on y réfléchira ». Il a affirmé : « Il faut savoir d'abord si les forces armées roumaines ont demandé quelque chose et, si elles demandent, de quel elles ont besoin. Si elles ont besoin d'armes ou de volontaires. Mais je crois qu'elles n'ont pas besoin de volontaires. Alors, à ce moment-là, on prend (...) des mesures nécessaires pour aider la Roumanie, car ce combat c'est celui de la liberté, de notre liberté ».

Enfin, M. Jean Kahn, président du CRIF, a souligné que « la communauté juive de France, profondément émue par les événements qui secouent la Roumanie, pays ami traditionnel de la France, prend une part sincère à la souffrance des nombreuses victimes et de leurs familles, se réjouit du vent de liberté qui vient de souffler sur ce pays. Elle souhaite ardemment que le nouveau régime puisse cesser toute violence et de faire respecter les droits de l'homme et de la démocratie ».

La Suisse bloque les avoirs de la famille du dictateur déchu

BERNE

de notre correspondant

D'ordinaire plus lentes à réagir, les autorités helvétiques ont annoncé dimanche 24 décembre qu'elles avaient fait bloquer des avoirs de l'ancien dictateur roumain Nicolas Ceausescu possédés dans des banques suisses. Le gel des avoirs de la famille Ceausescu avait été réclamé par un avocat et député socialiste Zurich, M. Moritz Leuenberger, agissant pour le compte d'exilés roumains en Suisse.

Se référant aux chiffres avancés dans ses Mémoires par l'ancien général en chef des services secrets roumains, Ion Pasesca, passé à l'Ouest en 1978, la presse helvétique avait évalué à quatre cents millions de dollars en or la fortune planquée en Suisse par le dictateur déchu. De plus, selon M. Leuenberger, de l'or aurait été récemment transféré de Roumanie pour être mis en sécurité en Suisse.

C'est la première fois que Berne répond favorablement à une requête émanant de réfugiés.

Les autorités helvétiques déclarent elles-mêmes ignorer si la famille de Ceausescu dispose ou non d'argent en Suisse. Mais elles ont tenu à prendre les devants en attendant que le nouveau gouvernement roumain, qui a scellé le moment d'« autres succès », présente, le cas échéant, une demande formelle d'entraide judiciaire. Deux grandes banques de Zurich sont directement concernées par le gel des avoirs de Ceausescu.

JEAN-CLAUDE BUHRER

AMÉRIQUES

Amère victoire au Panama

Suite de la première page

La capitale ressemble aujourd'hui aux gigantesques tas d'ordures qui jonchent ses rues. La plupart des centres commerciaux ont été pillés et ne présentent plus que des façades en ruine et des vitrines éventrées. L'insécurité règne.

Les patrouilles militaires, les multiples barbelés barrant certaines artères et le vomissement continu des hélicoptères et des avions ne doivent pas faire illusion. Aujourd'hui encore, la ville est livrée à elle-même. Pour un soir de réveil, les rues sont pratiquement désertes. Rares sont les pions qui s'aventurent, et les seuls véhicules qui circulent sont militaires.

Indépendamment du couvre-feu toujours en vigueur, il est vrai qu'une simple « promenade » tient de la roulette russe. Des tireurs « troïes » font entendre leurs armes, et les détroissements sont fréquents.

Depuis plusieurs jours, les bâtiments officiels font aussi les frais d'un apparent désintérêt américain pour tout ce qui a trait à la sécurité autre que militaire. Le palais présidentiel ne ressemble plus à rien, le ministère de la justice a été mis à sac, et ses coffres forts ouverts au chaland. Certaines ambassades étrangères ont même été la cible de tels débordements, malgré les multiples demandes de protection. Les pouvoirs de l'ancien président semblent pour l'instant relativement modestes, et le commandant d'une place de province avait même pris ses ordres directement du commandement américain. Les employés de l'immigration, ont, eux, pour la plus grande joie des journalistes arrivés sans visa — la clémence de fonctionnaires sans directives.

Les nouvelles autorités font les frais de ce mépris apparent pour la

sécurité. A tel point que la liste du nouveau cabinet du président Endara n'a toujours pas été officiellement publiée, faute de pouvoir assurer la surveillance et la protection policière des ministres pressentis. Aux alentours de la capitale, les barrières militaires sont fréquentes, et grande la tension. Mais ce déploiement de forces se cantonne à quelques endroits stratégiques, comme le pont de Las Americas, qui enjambe l'entrée du canal, où, quelques kilomètres auparavant, la fin de la route panaméricaine.

Dans les provinces du Nord, tout au long de la voie qui relie Panama au Costa-Rica voisin, la situation semble plus calme. Selon les militaires panaméricains soutenant le nouveau régime, le pire a été évité, et dans certaines villes comme David ou Santiago, la tranquillité semble s'être durablement installée. Dans ces régions, cependant, les affrontements, lorsqu'ils ont eu lieu, n'ont jamais atteint une grande intensité. Les pillages n'ont été qu'exceptionnels.

Mais l'annonce de la reddition du général a souvent provoqué des réactions de soulagement. Sur la route panaméricaine et dans la capitale ont fleuri les drapeaux blancs, signe de ralliement des opposants à Manuel Antonio Noriega, et plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées en plusieurs points du pays pour crier leur joie. Partout, la réponse des « bataillons de la dignité » fidèles à l'ancien homme fort ne s'est pas fait attendre. Des petits groupes ont tenté de semer la terreur un peu partout.

Dans la pagaille ambiante, la folie qui s'est emparée de Panama et que Washington ne semble pouvoir contenir, malgré une relative amélioration, ne serait pas près de cesser.

DENIS HAUTIN-GURAUT

Le « diable » chez le Bon Dieu

WASHINGTON

de notre correspondant

La retransmission sur la chaîne CNN de la messe de minuit à Saint-Pierre de Rome s'interrompt soudain, et un présentateur apparaît pour annoncer une nouvelle qui ressemble, vu de Washington, à une mauvaise plaisanterie : le général Noriega demande asile au représentant du pape, et donc au pape lui-même...

Le « Diable » est à l'abri du Bon Dieu, le hors-la-loi pour lequel la Maison Blanche a offert 1 million de dollars fait un dernier pied de nez à ces tout puissants Américains qui le traquent dans la jungle et l'épiaient aux frontières.

La situation ne peut être plus embarrassante, et les premières réactions officielles traduisent cette perplexité. Le porte-parole de la Maison Blanche se réjouit dans une curieuse formule : « Le président est satisfait que Noriega soit sous le contrôle des autorités diplomatiques et que son règne de terreur ait pris fin ».

Quelques heures plus tôt, M. Bush exprimait encore l'espoir que l'ex-dictateur

serait bientôt arrêté. A présent, l'un des objectifs affirmés de l'intervention américaine à Panama semble à peu près hors d'attente. « Les Etats-Unis continueront de faire leur possible pour que le général Noriega soit traduit en justice » (devant ces tribunaux de Floride qui l'ont inculpé en février 1988 pour complicité de trafic de drogue), a indiqué dimanche en fin de journée M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, tandis qu'à Panama même, où il venait d'arriver, le chef du Pentagone, M. Richard Cheney, ajoutait : « C'est aux diplomates et aux juristes de jouer ».

« Frustré » depuis des mois, selon sa propre expression, par l'incapacité des Etats-Unis à chasser Noriega du pouvoir à Panama, « frustré » depuis plusieurs jours de constater qu'en dépit d'un déploiement de vingt-cinq mille hommes les Etats-Unis ne pouvaient mettre la main sur lui, M. Bush, se retrouve à nouveau « frustré » d'une capture en bonne et due forme qui seule aurait consacré, aux yeux de l'opinion américaine, la « victoire » des Etats-Unis.

JAN KRAUZE

Aux Nations unies

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni s'opposent à une résolution condamnant l'intervention

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont opposé leur veto, samedi 23 décembre, au Conseil de sécurité des Nations unies à une résolution présentée par la Yougoslavie, au nom des pays non alignés, et déplorant « vivement » l'intervention américaine au Panama. Cette résolution — qui avait été approuvée par dix des quinze membres du Conseil de sécurité, dont la Chine et l'URSS — demandait également « l'évacuation de Panama par les forces armées américaines ».

Plaidant son dossier, l'ambassadeur américain Thomas Pickering a justifié l'avance son veto en réitérant l'argument officiel américain selon lequel son pays est intervenu « pour défendre, en légitime défense, les vies américaines et protéger l'avenir des traités sur le canal de Panama ». L'ambassadeur américain a conclu : « Il serait temps que les Nations unies se mettent du bon côté de l'histoire... » De son côté, l'ambassa-

teur soviétique, Alexandre Belonogov, a estimé que son pays n'avait d'autre choix que de voter en faveur de la résolution proposée car l'intervention américaine est une « violation flagrante » de la Charte des Nations unies faite de façon « cynique » au nom de la démocratie.

Finalement, la seule surprise de ce vote aura été le veto de la France. Un veto, que l'ambassadeur français, M. Pierre-Louis Blanc, a expliqué en arguant du « déséquilibre » de la résolution proposée qui, ne mentionnant pas les raisons de l'intervention américaine, pouvait être comprise comme « un appui implicite au régime du général Noriega ». La France, faisant allusion aux élections « volées » (annulées par Noriega) en mai dernier, aurait en fait souhaité un paragraphe supplémentaire au texte proposé « regretant l'interférence du processus démocratique au Panama ». L'Assemblée générale de l'ONU reprendra le débat sur la question panaméricaine jeudi 28 décembre.

A.-B. P.

RUE
du Panama

POLITIQUE

Le Monde • Mardi 26 décembre 1989 7

La préparation du congrès socialiste de Rennes

« Fabiusiens » et « jospinistes » des Bouches-du-Rhône se disputent le contrôle d'une fédération affaiblie

Les effectifs de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône sont tombés, en 1988, à moins de douze mille cinq cents adhérents au lieu de seize mille deux cent dix en 1983, soit une chute de près de 23 %. Ils ont fondé de plus de six mille adhérents depuis l'année record de 1986.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Ces chiffres traduisent, en premier lieu, la perte de crédibilité du parti, miné par de longues dissensions et la sévère défaite de la liste de Michel Pezet aux dernières élections municipales, face au maire dissident de Marseille, M. Robert Vigoroux. Ils sont aussi, cependant, le résultat d'un effort de transparence sans précédent — et sans autre exemple en France — entrepris par les responsables de la fédération pour rendre plus sincère le recrutement.

Pour la première fois, en effet, une commission *ad hoc* de contrôle des cartes, où toutes les sensibilités du parti étaient représentées, a été mise en place afin de faire échec à des pratiques anciennes souvent dénoncées mais jamais réellement combattues. Son travail a été facilité par l'application de nouvelles procédures draconiennes consistant, en particulier, à payer toutes les cartes, par chèque, à l'ordre de la fédération et à remplir une fiche d'identité détaillée pour tous les adhérents, anciens comme nouveaux. Dans

ces conditions, le niveau des effectifs réels est plutôt meilleur que celui auquel on aurait pu s'attendre.

Compte tenu de la situation créée par la dissidence de M. Vigoroux et de ses partisans — dont plusieurs cadres du parti comme M.M. Charles-Emile Loo, René Olmetta et Jean-Jacques Léonetti — la diminution des adhésions affecte essentiellement Marseille, où cinq mille six cents cartes ont été placées contre neuf mille deux cents en 1988. Dans le reste du département les effectifs n'ont diminué que de moins de 3 %. Ce sont les partisans de M. Lionel Jospin qui ont enregistré le recul le plus important — de l'ordre de 50 %, — bien que leur représen-

tativité soit la plus homogène dans l'ensemble des cent soixante-dix sections des Bouches-du-Rhône.

Les autres sensibilités se sont, en quelque sorte, refait une virginité au détriment des amis du ministre de l'Éducation nationale, majoritaires dans l'équipe dirigeante et donc plus directement exposés aux critiques des militants. Grâce, semble-t-il, à une campagne plus active, les *fabiusiens* ont limité leur perte à 15 % et selon leur pointage se proclament désormais majoritaires avec 39 % des adhésions, soit deux cent cinquante mandats fédéraux contre 31 % et cent cinquante-cinq mandats aux jospinistes. Ceux-ci, au contraire, estiment avoir conservé leur avantage avec 37 % des adhé-

sions, soit quatre points de mieux que les partisans du président de l'Assemblée nationale.

D'ici au congrès fédéral de février, et à moins qu'une synthèse ne soit réalisée au plan national le 13 janvier, il est à prévoir que les deux sensibilités se livreront une âpre bataille pour s'assurer la suprématie dans le parti. Au demeurant, aucune d'entre elles ne peut aspirer à disposer de la majorité à elle seule. Socialisme et République est crédité, pour sa part, de 14 % à 16 % des adhésions, soit un peu mieux que les *noardiens* (10 % à 13 %), loin devant les amis de M. Louis Mermaz et de M. Jean Popereau (3 % à 5 % à eux deux).

GUY PORTE

POINT DE VUE

Ça suffit comme ça !

par Roland Castro

La France se déchire, la démocratie se délite : abattement, vote Le Pen. Il a fallu que ce soit un bataillon capitaliste qui cogne le bataillon boulangiste-fasciste, les officiers ayant déserté, à l'exception de Pierre Joxe.

Alors qu'un vent nouveau fait éclater la bureaucratie et la Nomenklatura à l'Est, un vent diabolique souffle sur notre pays. Français, encore un effort, et on va ressusciter les « bons Français » de Pétain ! Le plus sordide de notre histoire remonte.

Des France coexistent : France des gagnants et des perdants ; France des provinces de la qualité de la vie, vivier des « bons sondages » ; France des banlieues qui vote avec ses pieds ou Le Pen, le ressentiment au cœur.

Pendant ce temps-là, la direction du PCF achève son suicide historique, laissant un peuple de gauche désarmé. Le PS essaie d'oublier le cauchemar de Dreux en reprenant la guerre de Rennes et la droite classique persiste et

signe dans la lâcheté, à l'exception notable et rituelle de Michel Noir.

Plus grave, le sens du service public, l'esprit public ont déserté le pays : la haute administration, la noblesse d'État, les grands corps issus de l'ENA sont en fuite culturelle. Il n'y a presque plus de grande commis, il n'y a plus que des gérants de canif. Où sont les Delouvrier ? La politique est technique, sans cœur : le pays est géré sans ambition civilisatrice.

Dans ce pays si riche, si cultivé, à l'histoire aussi profondément écrite, il n'est pourtant pas compliqué de construire une vraie social-démocratie sur trois ou quatre idées simples : une vraie civilisation urbaine, au lieu d'une ville à deux vitesses ; une vraie ambition éducative pour tous, au lieu d'un simple discours de la formation ; une vraie ambition de partage et d'égalité.

L'argent, il faut le prendre aux lobbies : lobby militaire, lobby autoroutier, lobbies industriels divers. Il y a des milliards par an à redistribuer à l'État, à l'État, à l'État.

ratismes ; de quoi sauver l'éducation et la ville.

Il est, évidemment, compliqué d'ajouter à cette république empêchée les ingrédients de la démocratie : réduction des hiérarchies et des notabilités, traitement des citoyens en adultes et non en « populations » ; population à risques, à problèmes, d'origine modeste, etc., mots infantilisateurs dont se gargarise la technocratie.

Contre le « mollétisme »

Il est plus compliqué de redire l'idéal du service public que d'aller chercher chez les libéraux le modèle de la modernisation administrative. Indispensable est la suppression des grands corps. Il faut bloquer leur résistible et éventuellement prégnance sur l'appareil d'État et les parties politiques.

L'architecture française est redevenue vivante lorsque le prix de Rome a été supprimé. Il faut en France une paratexte. Le projet civilisateur suppose le sauvetage du PS de l'effondrement idéologique, que s'y construise une gauche culturellement claire. La question du droit de vote des immigrés aux élections locales est aujourd'hui la pierre de touche d'un dispositif de recomposition culturelle de la gauche française.

Contre le « mollétisme » c'est-à-dire, la lâcheté devant l'opinion, il s'agit de reconstruire une culture de rébellion ; la culture de gouvernement, indispensable, ne doit pas être la culture dominante du Parti socialiste. Au contraire, celui-ci doit jouer son rôle de môle des résistances, de contre-pouvoir.

Trois cultures n'existent plus qu'à l'état de nostalgie : la culture gauchiste « quand c'est insupportable, on ne supporte plus » ; la culture communiste ; une culture socialiste dans la société ; la culture gauchienne : le courage du contre-courant quand l'essentiel est en jeu. Ce sont ces cultures qu'il s'agit de rassembler au sein de la gauche du Parti socialiste.

Roland Castro est architecte, chef de la mission Banlieues 89 auprès du premier ministre.

M. Barre justifie son vote de censure. Dans un communiqué publié vendredi 22 décembre, M. Raymond Barre explique pourquoi il a voté la motion de censure déposée par l'opposition après l'engagement de sa responsabilité par le gouvernement sur l'approbation du projet concernant la Sécurité sociale. Il s'agit, déclare l'ancien premier ministre, « de questions de fond sur lesquelles l'absence de politique gouvernementale est évidente ». Il fait remarquer qu'il avait eu une attitude exactement semblable au mois de juin dernier, lors du débat sur le texte concernant l'entrée des étrangers en France, pour la même raison. Mais il ajoute que « fidèle à sa position d'opposition constructive, il ne votera pas les motions de censure qui imposent les considérations partiales ou purement tactiques ».

« La Régime social-démocrate », par Alain Bergounioux et Bernard Manin. PUF, 189 pages, 98 F.

Le débat au sein du PCF

Un député communiste suggère à M. Marchais

d'abandonner son poste de secrétaire général

M. Théo Vial-Massat, maire de Firminy et député PCF de la Loire, a posé la question, samedi 23 décembre, lors d'une interview diffusée par FR 3 Rhône-Alpes : « Le temps est-il venu pour M. Marchais de laisser la place à d'autres ? ». Dans une équipe, a jugé M. Vial-Massat, il y a un capitaine et c'est vrai que lorsque cela ne va pas on le licencie. C'est un problème qui se pose au Parti communiste.

Le député communiste de la Loire, ancien résistant, a encore suggéré que « l'on nomme M. Marchais président ». Il y a des précédents, a précisé M. Vial-Massat, comme celui de Maurice Thorez qui avait été un très grand secrétaire général. C'est la première fois qu'un député va aussi loin, aussi ouvertement, dans la critique de la direction.

D'autre part, celui qui s'exprime sous le pseudonyme « Jean Fabien », utilisé dans les années 1984-1985 par un contestataire de la direction du PCF, a publié dimanche 24 décembre une déclaration formulant le même souhait : « Jean Fabien, précise le communiste, appelle le peuple communiste

(...) à recourir le jour d'une direction aussi faillie. Il est temps de confier le destin du PCF à des hommes et des femmes qui n'ont cessé de mettre en garde la direction actuelle. Celle-ci s'est obstinée dans ses erreurs aux conséquences désastreuses, notamment pour garder ses places et ses privilèges. Chassons Georges Marchais et les siens de la direction du PCF ».

Selon « Jean Fabien », « les tragiques événements de Roumanie éclairent d'une lumière sanglante la monstrueuse affirmation de la direction du PCF jugeant tout récemment encore le socialisme des pays de l'Est « globalement positif ». L'histoire retiendra que Georges Marchais et les siens, après avoir cédé aux sikanes de Brejnev en 1977, ont été, jusqu'au bout et dans les faits, les complices du bourreau des Carpates, le ministre Causescu. Hier encore, des membres de cette direction allaient, pendant les vacances, partager avec le Conducator et sa famille d'assassins le pain doré du mensonge en des séjours de rêve. Pendant ce temps-là, le peuple roumain crevait littéralement de faim et de soif de vérité ».

Le Vert moyen

Mais qui donc sont les Verts ? Pour le savoir, car les ignorants eux-mêmes, les Verts ont adressé un questionnaire aux quatre mille lecteurs de leur bulletin de liaison (Vert-Contact). Grâce aux réponses de mille trois cent quarante-huit lecteurs, dont les trois quarts sont adhérents des Verts, et à l'étude qui en a été faite par Agnès Roche, jeune sociologue de l'École des hautes études en sciences sociales, on en sait aujourd'hui un peu plus sur cet électeur qui apparaît comme une génération spontanée de 1989.

Selon l'étude des réponses au questionnaire, le Vert moyen est un homme (72,6 % des adhérents sont des hommes), âgé de quarante ans, marié et père de deux enfants, enseignant, diplômé de l'enseignement supérieur, non croyant et propriétaire d'une maison dans une petite commune. Le Vert moyen s'intéresse beaucoup à la politique mais, lorsqu'il ne peut voter vert, « vote PS ou rien ». Seulement 3,2 % des lecteurs de Vert-Contact acceptent de reporter leur vote à droite. Un point commun à

tous : les Verts refusent toujours l'équation gauche-droite et revendiquent une troisième dimension de la politique. Un Vert sur quatre est syndiqué, surtout à la CFDT (10,8 % des réponses).

Selon Yves Cochet, l'un des porte-parole nationaux des Verts, il faut moduler ces résultats dans la mesure où les enseignants, répondant plus volontiers que d'autres, aux questionnaires. Mais il admet que le profil moyen de l'immense petit-bourgeois, selon l'ancienne terminologie, correspond à la sociologie du mouvement vert. « Je définirais plutôt le Vert comme un usager-consommateur-citoyen engagé contre la technocratie », explique ce militant qui avoue manger « bio », avoir une maison solaire « auto-construite », conduire une voiture à gaz et adhérer à la CFDT. Le profil type du « cadre » vert, qui ne correspond pas forcément au profil de l'électeur vert. Cet électeur perdu dans la masse reste à étudier.

R. C.

LIVRES POLITIQUES

« L'État n'est pas tout à fait sûr que la social-démocratie soit morte », écrit prudemment Alain Bergounioux et Bernard Manin, en ouverture de l'ouvrage qu'ils ont consacré au régime social-démocrate. Il n'est pas tout à fait exclu que l'avenir leur donne raison. Si, comme le laisse penser l'actualité, la majeure partie des régimes communistes d'Europe bascule dans le multipartisme, la social-démocratie a au moins autant de chances — et culturelles — de survivre à l'effacement de l'ancien régime social-démocrate qu'à la recherche et aux échanges internationaux si elle veut y jouer un rôle.

L'expérience socialiste française en témoigne qui, au fil de sa gestion, a plus évolué vers un réformisme mesuré que vers une transformation sociale profonde et isolée.

Alain Bergounioux rappelle que les partis sociaux-démocrates, s'ils ont élargi leurs électeurs au-delà de la classe ouvrière, n'en restent pas moins des formations plus représentatives des salariés que de l'ensemble de la population : ils incarnent donc des intérêts sociaux étroitement définis.

Selon Bernard Manin, l'option en faveur de la démocratie et de ses règles a joué comme procède d'intégration au prix du rejet de la révolution brutale des rapports sociaux : celle-ci sera recherchée de manière graduelle et pacifique. L'originalité de la social-démocratie a été, selon l'auteur, d'inventer « une autre forme de la démocratie pluraliste et libérale : la compromis frontal entre des volontés et des

Du côté de la social-démocratie

Intérêts collectifs clairement différenciés. Alain Bergounioux étudie l'évolution qui a conduit à ce double compromis entre l'État et le marché, le capital et le travail. « Les années 60 et 60 ont constitué l'apogée de cette synthèse, définie peu à peu, par traits successifs, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle » note-t-il.

On pense, notamment, à la révision opérée par les sociaux-démocrates allemands, qui ont officiellement rompu, à leur congrès de Bad Godesberg en novembre 1959, avec ce qui les apparentait encore au fonds doctrinal communiste. Mais cette évolution n'est pas exemplaire de toute la social-démocratie européenne dont la diversité reste grande. Les auteurs la prouvent en présentant quatre études de cas (Suède, Angleterre, Autriche, Allemagne). Bernard Manin examine en particulier les réponses données par ces régimes à la crise économique qui a suivi le premier choc pétrolier et dégage les traits d'un modèle commun : « Les syndicats, observe-t-il, acceptent des hausses de salaires modérées, voire des pertes du pouvoir d'achat des salaires, cependant que le gouvernement soutient la demande par une politique budgétaire relativement expansionniste de

prestations sociales ou de réductions d'impôts. » Mais, ajoute-t-il, les sociaux-démocrates « ont pu concevoir et mettre en œuvre une telle politique parce qu'elle s'appuyait en fait sur des structures et une culture particulières ». Il n'en demeure pas moins que le partage entre salaires et profits continuait de conditionner la vie économique et qu'il continuait d'être ainsi dans les sociétés occidentales et dans celles qui se rapprochent de leur mode de fonctionnement. « La social-démocratie conservera donc, selon toute vraisemblance, un statut essentiel pour l'exercice du pouvoir. » Les auteurs ajoutent qu'elle apparaît moins « comme une forme de gouvernement » reposant sur des structures et des valeurs repérables.

A leurs yeux la difficulté est que « la défense des intérêts des salariés ne suffit plus à former des majorités politiques » car le comportement politique des individus est moins déterminé par leur situation socio-économique qu'il ne l'avait été dans le passé. Notamment avec l'émergence des valeurs « alternatives ou vertes ». Selon eux, « l'alliance ou la fusion entre ce nouveau camp » et celui des salariés qu'organisent les syndicats est aujourd'hui le problème majeur des sociaux-démocrates, ce qui suppose la rencontre de sensibilités qui, souvent, continuent de s'opposer parce qu'elles ne procèdent pas de la même hiérarchie des priorités et des mêmes bases sociales.

« La Régime social-démocrate », par Alain Bergounioux et Bernard Manin. PUF, 189 pages, 98 F.

ANDRÉ LAURENS

BIBLIOGRAPHIE

L'Assemblée nationale édite une collection d'ouvrages sur le Parlement

Le Kiosque de l'Assemblée nationale est une affaire qui marche. Cette sorte de boutique parlementaire ouverte au public dans les locaux du Palais-Bourbon (1) depuis juin dernier connaît un réel succès. Quelques dix mille « clients » y ont déjà venus non seulement pour y acheter des souvenirs, des cartes postales et quelques gadgets mais surtout pour y consulter ou y acquérir des ouvrages concernant l'institution parlementaire et des documents reflétant l'activité de l'Assemblée nationale.

Les rapports d'enquêtes parlementaires, les comptes rendus des travaux des commissions, les documents préparatoires, les débats de l'Assemblée et les recueils des lois y sont vendus. Des dossiers spécialisés et complets sur les problèmes qui ont donné lieu à de grands débats ont également été constitués. Désormais une collection d'ouvrages spécialisés sera disponible sous le titre « Connaissance de l'Assemblée ». Édités en format de poche au prix unitaire de 15 francs (par les Éditions Economica), ces livres traitent de façon approfondie des différents sujets de droit et d'histoire parlementaires. Rédigés par les fonctionnaires spécialisés de l'Assemblée nationale, ils constituent la documentation la plus précise, la plus récente et la plus didactique. Les quatre premiers volumes concernent le Statut du député, les Questions, la Séance publique et les Principales Étapes de la procédure législative. Le client du Kiosque pourra, sur ce dernier sujet, acquérir également une « bande dessinée » due à Plantu et présentée par l'Association des journalistes parlementaires sous le titre : Comment naît une loi.

D'autres titres de la collection Economica sont en préparation. Ils portent sur les commissions, les modes d'élection, le président de l'Assemblée, la loi de finances et l'article 49 de la Constitution. Ainsi se développe l'action pédagogique de l'Assemblée nationale qui s'était déjà manifestée l'été dernier par une exposition sur le bicentenaire de l'institution qui avait accueilli plus de cent cinquante mille visiteurs.

A. P.

(1) 4, rue Aristide-Briand, 75007 Paris. Tél. : 40-63-61-21.

« L'Abécédairiste des assistants parlementaires. — Tout sur les collaborateurs des parlementaires dont la fonction a été créée en 1976 à l'initiative d'Edgar Faure. Chargés de seconder députés ou sénateurs, les assistants parlementaires connaissent tous les rouages du Parlement et de la circumscription de leur « patron ». Photographies, biographies express et adresses permettent de savoir qui est qui, et où les joindre.

« Editions Presses.com, 30, rue Clerc, 75007 Paris. 600 p., 260 F.

« La Carte des pouvoirs, par Olivier Pogon. — Idéal pour l'instruction civique, ce tableau permet d'embrasser d'un coup la topographie des pouvoirs en France. Quel est le circuit de la loi ? Quels sont les rapports entre le chef de l'État, le gouvernement et le pouvoir ? Où se situe le Conseil constitutionnel et comment est-il constitué ? Autant de questions auxquelles cette « carte des pouvoirs » répond clairement.

« Cher l'auteur, 14, rue Erlanger, 75016 Paris, 33 F (port compris).

SCIENCES

Accord de coopération
franco-soviétique

Un spationaute français
séjournera
dans la station Mir en 1992

La France et l'Union soviétique ont signé à Moscou, vendredi 22 décembre, un accord-cadre de coopération spatiale pour les dix ans à venir. Première étape : Autant, un vol habité conjoint prévu pour le second semestre de 1992, au cours duquel un spationaute français séjournera pendant deux jours à bord de la station orbitale Mir.

A peine plus d'un an après que l'idée d'accroître la coopération spatiale entre les deux pays ait été évoquée par MM. Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand, en URSS, à l'occasion du dernier vol spatial franco-soviétique (*le Monde* daté 27-28 novembre 1988), les modalités de ce futur partenariat, dans leurs grandes lignes (vol en orbite, étude de Mars, éventuels rendez-vous entre la future navette française Hermès et la station Mir), ont donc été définies jusqu'à l'an 2000.

Pour la première fois depuis le début de la collaboration franco-soviétique, en 1966, le Centre national d'études spatiales (CNES) débourse 12 millions de dollars (72 millions de francs), de compensation pour la mission Astaria, qui doit lui permettre de mener à bien une dizaine d'expériences bio-médicales et technologiques.

Ces nouveaux rapports commerciaux, qui, selon M. Jean-Marie Lutin, directeur général du CNES, ont rendu les discussions « difficiles », marquent un tournant dans le programme de coopération établi depuis plus de vingt ans entre les deux pays. La France, en effet, avait toujours bénéficié jusqu'alors de la gratuité des vols en échange de ses appareils et des résultats de ses expériences.

Robert LAFONT

LETTRES DE
VIENNE

à un ami
européen

Le point sur les
craquements à l'Est

144 Pages / 98 Francs

AUBANEL / AVIGNON

ENVIRONNEMENT

Lutte contre la pollution et contrôle de l'importation des déchets

Le plan « vert » de M^{me} Thatcher

Le ministre britannique de l'environnement, Chris Patten, a présenté le 21 décembre un projet de loi sur l'environnement (*Environment Protection Bill*) qui sera soumis prochainement aux Communes. C'est la révolution « verte » de M^{me} Thatcher.

LONDRES

de notre correspondant

Le projet de loi qui sera présenté aux Communes comporte 120 articles. Presque tous s'attachent à mieux défendre l'environnement contre la pollution industrielle. Quelques-uns portent sur des points particuliers comme la protection des chiens en ville, l'interdiction faite aux agriculteurs de brûler les chaumes ou la transformation du Conseil de protection de la nature en trois agences distinctes pour l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles.

Mais l'essentiel du nouveau bill concerne les industriels. Selon les estimations du ministère de l'environnement, quelque deux mille entreprises britanniques considérées comme les plus polluantes vont devoir se conformer à des normes beaucoup plus strictes en matière de pollution atmosphérique. Et un millier d'autres devront rendre des comptes aux autorités locales, lorsque celles-ci fixent leurs propres normes.

Au cœur de l'initiative de M. Patten figure la réorganisation de l'inspection des installations classées (*Inspectorate of Pollution*). Cette agence indépendante, qui donne les autorisations aux entreprises polluantes ou dange-

reuses, tiendra à la disposition du public un registre où seront consignées ces autorisations et les éventuelles contraventions à la loi.

M. Patten entend également mieux contrôler l'importation au Royaume-Uni des déchets industriels du monde entier, ainsi que des ordures ménagères américaines. Etant donné les tarifs imbattables pratiqués par des usines d'incinération ou de recyclage, la Grande-Bretagne s'est taillé en ce domaine une large part de marché. L'incinération des déchets constitue pour elle un important apport de devises. Entre les opposants à tout contrôle et les écologistes qui souhaitent l'interdiction des mouvements de déchets transfrontaliers, Chris Patten, qui appartient à l'aile modérée du parti conservateur, s'est efforcé de trouver un juste milieu.

Le texte prévoit aussi le doublement des amendes pour stockage illégal de substances toxiques. Pour améliorer l'efficacité de la surveillance, M. Patten veut diviser en deux services les agences locales de contrôle de la pollution qui dépendent des municipalités. L'un serait

chargé du recyclage ou de l'élimination des déchets toxiques ; l'autre assurerait l'inspection et la répression des fraudes.

Tout en saluant les bonnes intentions du projet de loi « vert », l'opposition travailliste et les mouvements écologistes ont critiqué le manque de moyens financiers et humains de l'inspection. Et ils déplorent les exemptions dont bénéficient certains secteurs industriels comme l'industrie chimique.

Comme le montre la période des Verts - 15 % des voix lors des dernières élections européennes - les préoccupations écologiques progressent chez les Britanniques. Selon un sondage récent, 84 % d'entre eux estiment que le gouvernement Thatcher ne fait pas le nécessaire pour protéger l'environnement. Après le discours du trône, fin novembre, où était annoncé un allouement des impôts pour les pollueurs et des allègements pour le « médiateur vert », ce projet de loi souligne le vœu de M^{me} Thatcher, qui bat aujourd'hui tous les records d'impopularité dans les sondages, de changer son image négative en matière de protection de l'environnement. — (*Interim*)

La capture des espadons
fatals à la grande faune
de la Méditerranée

NICE

de notre correspondant

La technique de la pêche au filet dérivant, telle que la pratiquent les Italiens pour capturer les espadons, dont le prix flambé sur les marchés italiens, est en passe d'annuler la grande faune de Méditerranée : dauphins, globicéphales, raies mantas, bonites et autres sont ainsi voués à une mort certaine, chaque fois, le long des côtes ligures et provençales. Pris dans les filets, ces animaux sont jetés à la mer ou, pire, sont massacrés par les pêcheurs qui les laissent pourrir dans les profondeurs pour ne pas laisser aucune trace.

Ce drame que constatent les deux rives d'une réunion qui vient de se tenir à Saint-Laurent-de-Vau (Alpes-Maritimes), qui groupait, des élus français et italiens, ainsi que des représentants du Musée océanographique de Monaco, du Centre national d'études des mammifères marins de La Rochelle, du Musée d'histoire naturelle de Milan, notamment.

Les autorités italiennes ont fait des promesses, mais les déclarations des dauphins et des espèces protégées sont sceptiques. Quel crédit peut-on leur accorder quand on sait que l'Italie, qui a pourtant adhéré à la convention de Berne pour la protection de la faune, a subventionné la pêche au filet dérivant ? M. V.

MÉDECINE

La prise en charge des toxicomanes

Les Pays-Bas envisagent un programme
de distribution de morphine

LA HAYE

de notre correspondant

Soucieux de ne pas abandonner à leur sort les deux cents à trois cents drogués irrécupérables qui constituent le « noyau dur » des quelque huit mille toxicomanes vivant dans la capitale néerlandaise, le service sanitaire et médical d'Amsterdam envisage de lancer à leur intention un programme de distribution de morphine.

L'opiacée conditionnée en solution injectable par voie intraveineuse serait fournie gratuitement aux drogués volontaires, qui ne seraient pas à l'abri de contraintes de cesser de consommer leurs stupéfiants habituels.

Se souvenant sans doute du tollé provoqué il y a quelques années par le projet de distribution gratuite d'héroïne à ces mêmes toxicomanes qualifiés d'« ultra-problématiques », le responsable du département « drogue » du service sanitaire et médical a pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas « de leur donner

un stupéfiant mais de leur fournir un médicament dont ils ont besoin (-) pour souffrir moins vite dans la déchéance ».

C'est du moins ce qu'a montré l'expérimentation du « programme-morphine » menée entre 1983 et 1987 auprès de trente-sept héroïnomanes incurables. Plusieurs de ces « cobayes » ont vu leur état physique et mental s'améliorer, la plupart ont acquis un comportement plus socialement et d'autres ont largement diminué leur consommation d'héroïne (mais non de cocaïne, d'amphétamines, ou de pilules diverses).

Tout en se gardant de présenter au vu de ces résultats, la morphine comme le remède miracle, les autorités sanitaires souhaitent organiser sa distribution à plus grande échelle. Des négociations sont en cours avec la municipalité et le ministère de la santé, où les avis semblent, au demeurant, partagés.

Ch. C.

JUSTICE

Le crime presque parfait de la grotte de l'Apothicaire

Une jeune femme avoue avoir maquillé
le meurtre de ses parents en accident de voiture

Après une année d'enquête effectuée par la gendarmerie, une jeune femme M^{me} Catherine Secchetti, vingt-trois ans, qui avait « organisé » l'accident de voiture dans lequel son père et sa mère trouvèrent la mort à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan), a été inculpée d'assassinat, samedi 23 décembre.

Le 29 décembre 1988, en fin de matinée, une voiture roulant à environ 50 kilomètres à l'heure chavira du haut d'une falaise dans la mer, au lieu-dit la grotte de l'Apothicaire. Un témoin entendit le cri d'une femme : « Il n'y a plus de frein, sautez ». Puis cette femme cria : « Faites quelque chose mes parents sont dans la voiture ». Selon le témoin, seule la conductrice du véhicule, Catherine Secchetti, avait eu le temps de sauter de l'automobile à quelques mètres du bord de la falaise.

Interrogée par les enquêteurs, la jeune femme avait déclaré qu'à la suite d'un incident mécanique, prise de panique, elle n'avait pu contrôler sa voiture à bord de laquelle se trouvaient son père, Maurice Muller, soixante-quatre ans, retenu par sa ceinture de sécurité et sa mère, Madeleine,

cinquante-trois ans assise à une place arrière. Le véhicule de location n'avait pu être repêché après l'accident et seules quelques pièces avaient été récupérées n'apportant aucun indice aux enquêteurs.

Toutefois, un constat très précis avait permis aux gendarmes des brigades de recherches d'Ille-et-Vilaine et de Loiret, de constater que « les traces de pneus étaient rectilignes et qu'aucun coup de volant n'avait été donné par la conductrice ». L'enquête, discrètement prolongée, avait permis d'établir, en outre, que la jeune femme et son mari se trouvaient au moment de l'accident dans une situation financière catastrophique et que, depuis, l'un et l'autre vivaient « très au-dessus de leurs moyens ».

Catherine Secchetti a fini par avouer qu'elle avait organisé l'accident par « la mort de ses parents l'arrangement financier ». Son mari Jacky Secchetti, trente-trois ans, instituteur, a été inculpé, lui, de complicité d'assassinat bien qu'il ait nié toute participation à l'organisation de ce double meurtre.

A la maison d'arrêt de Valence

Evasion en couple

Un couple, Segha Touazi, trente-quatre ans, et Kheira Douami, vingt-six ans, s'est évadé, dimanche 24 décembre, de la maison d'arrêt de Valence (Drôme) en menaçant les gardiens à l'aide d'un pistolet à grenaille. Peu après 14 heures, au moment de la promenade, l'homme, Segha Touazi, détenu pour une série de vols à main armée, a utilisé l'arme pour menacer les gardiens et se faire conduire dans le quartier des femmes détenues afin de faire libérer sa compagne qui, elle aussi, semble-t-il, disposait d'une arme.

Le couple a réussi, ensuite, à sortir de la prison et à s'enfuir à bord d'un véhicule garé à proximité de l'établissement.

Le meurtre présumé d'un marin américain arrêté et écroué à Marseille. — Pierre Aguilard, vingt ans, auteur présumé du meurtre d'un marin américain, abattu d'un coup de fusil de chasse, durant la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 décembre, dans une rue de Marseille, a été interpellé et inculpé d'homicide volontaire et de tentative d'homicide volontaire. Le jeune homme a été écroué à la prison des Baumettes. Il semble que l'auteur du meurtre, appartenant au milieu, cherchait à abattre un revendeur de drogue, lui-même légèrement blessé dans la fusillade qui a provoqué la mort de ce marin du porte-avions *Forrestal*.

DÉFENSE

Selon l'annuaire « Flottes de combat 1990 »

La marine soviétique n'a pas véritablement désarmé

Le désarmement unilatéral de l'Union soviétique en matière navale concerne que des bâtiments périmés et sans réelle valeur militaire. Au contraire, de nouveaux navires voient apparaître à un rythme soutenu. C'est la double constatation qui figure dans la nouvelle édition (1990) de l'annuaire *Flottes de combat*, un ouvrage de référence sous la responsabilité de deux experts français, MM. Bernard Preziosi et Jean Labayle-Couhat, de l'Académie de marine.

Selon les deux auteurs de cet annuaire qui fait autorité, la marine soviétique a commencé de se débarrasser « des bâtiments anciens et démodés qui l'encombraient », comme les croiseurs de la classe Sverdlov, les escorteurs lance-missiles Kotlin ou Kanin (qui ont trente ans d'âge), les vieilles frégates Riga, les sous-marins nucléaires de la catégorie Novembar ou Hotel (qui sont d'une technologie dépassée) et les sous-marins classiques Whiskey.

Cependant, les Soviétiques ont entrepris « un effort considérable de constructions neuves ». C'est ainsi, est-il observé dans *Flottes de combat*, qu'une bonne quinzaine de bâtiments majeurs, totalisant plus de 200 000 tonnes, ont rallié la flotte « entre 1988 et 1989, tandis que nombre d'autres sont

en construction, commandés ou attendus ».

Outre les nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques de la classe Typhoon ou Delta IV, il faut noter l'apparition de nouveaux porte-avions de 65 000 tonnes, à propulsion classique, comme les Tbilissi et Riga, ainsi que l'entrée en service d'une nouvelle catégorie de sous-marins nucléaires d'attaque Akula et Sierra, qui sont une menace pour les marines occidentales avec leurs missiles de croisière (SSN-21 Sampson) à charge nucléaire anticibles terrestres et leurs torpilles spécialement étudiées pour détecter un adversaire grâce au silage de ses navires.

MM. Labayle-Couhat et Preziosi constatent néanmoins que « la marine soviétique, par mesure d'économie, ne s'est livrée à aucune manœuvre ordonnée d'envergure au cours des années 1988 et 1989 », à l'exception de quelques exercices mineurs dans ses zones de déploiement traditionnelles.

« L'utilisation de la marine, si chère à feu l'amiral Gorchikov, pour soutenir la politique mondiale de l'URSS, défend ses intérêts, soutenir ses amis et faciliter la propagation du communisme n'est momentanément, sans doute, plus à l'ordre du jour », conclut l'annuaire *Flottes de combat*.

956 pages, Éditions maritimes et d'outre-mer, 680 F.

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.

En carton pelliculé, lavable.

40F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découplant le bon ci-dessous.

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____

Nbre d'ex. _____

CODE POSTAL _____

Commande et règlement à adresser à :

DIFFUSION N°1 - LE MONDE

BP 212

CLÉON

78410

T 200 120

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL

3617 tapez ALLOLM

RAID-MAI

La I

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

Le raid-mai...
Le raid-mai...
Le raid-mai...

SPORTS

RAID-MARATHON : le 12^e Paris-Tripoli-Dakar

La boue avant le sable

Quelques cinq cents équipages ont quitté, lundi 25 décembre au petit matin, le parvis de la Défense, près de Paris, pour rallier Marseille, première étape du douzième rallye Paris-Tripoli-Dakar, en empruntant les nationales 6 et 7. Fidèle à sa tradition, l'épreuve créée par Thierry Sabine a débuté par un prologue disputé dimanche 24 décembre à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), où la boue, à défaut de sable, était au rendez-vous.

Les passionnés de l'aventure dans le désert comme les pilotes des grandes marques, ils sont tous là. Pour eux cette veille de Noël marque le départ de la grande équipée. Ce dimanche 24 décembre, ils effectuent leur premiers tours de roue officiels d'une épreuve qui, à travers six pays africains, doit les conduire jusqu'à Dakar, où l'arrivée est prévue le 16 janvier.

La plage de la capitale du Sénégal constitue un mythe. Chaque année un petit millier de concurrents rêvent de la découvrir, et peu nombreux sont ceux qui y parviennent. Car avant de longer l'océan, il faut affronter les dunes de Libye et les passes sablonneuses de Mauritanie. Il faut s'orienter et mener les mécaniques sur un parcours d'une longueur totale, cette année, de 11.416,5 kilomètres. Une promesse que seule une minorité est capable de réaliser.

Mais qu'importe la difficulté de la tâche qui les attend. Les vieux habitués du rallye comme les néophytes affichent tous leur optimisme au moment de s'élancer pour le premier prologue. Ils n'ont rien à faire des questions insidieuses sur la qualité de leur moteur ou leur talent de navigateur. Depuis des mois ils préparent leur expédition, ils ont réussi à trouver l'engin qu'ils estiment le plus approprié, ils ont réuni les fonds nécessaires et minutieusement mis au point leur voyage. Bref ils sont fin prêts et acceptent mal que certains s'interrogent sur leur chance de parvenir au terme de la compétition.

Mieux que la dernière fois

Le Dakar est leur jouet de Noël à eux. Ils ont entendu l'appel du désert à travers des images télévisées ou dans des récits magnifiés, et, pour y répondre, ils sacrifient réjouissances familiales et économies. Ils parviennent à un peu dans leurs véhicules bardés de publicité, juste pour exciter l'envie des curieux qui sont venus les voir. Des centaines de Parisiens ont en effet pris la direction de Rangis pour contempler ces engins colorés. Des spectateurs avides de sensations fortes, des nostalgiques qui n'ont pas osé franchir le pas qui les aurait fait passer de l'autre côté des barrières.

La fascination exercée par cette course est si grande. Au-delà des éditions elle a acquis ses admirateurs, elle a séduit ses opposants (voir notre encadré). La grande habileté de Thierry Sabine est d'avoir imaginé une aventure où l'excitisme n'est que le prétexte, et surtout de l'avoir programmée à un moment où les autres sports sont relâchés. Il a su offrir le désert en spectacle à des citadins engourdis par l'hiver. Thierry avait toujours déclaré que « le Dakar est une épreuve réservée aux amateurs et

ouverte aux professionnels » (1). Son père Gilbert Sabine, qui lui a succédé à la tête de la société TSO après sa tragique disparition en janvier 1986, en a fait son credo.

Les véhicules d'usine, avec leurs pilotes célèbres et leur armada de mécaniciens, sont là, mais ils ne cachent pas complètement les passionnés. Les Peugeot, les Mitsubishi ou les Lada vont s'affronter pour prouver la puissance de leur marque, pour gagner des clients en Afrique ou en Europe. Les petits, les sans-grade, vont courir pour se prouver qu'ils sont capables de piloter dans le sable, pour tenter de faire progresser, d'une année sur l'autre, la limite de leur résistance. Raymond Loizeux, le motard de l'escorte présidentielle, abandonne

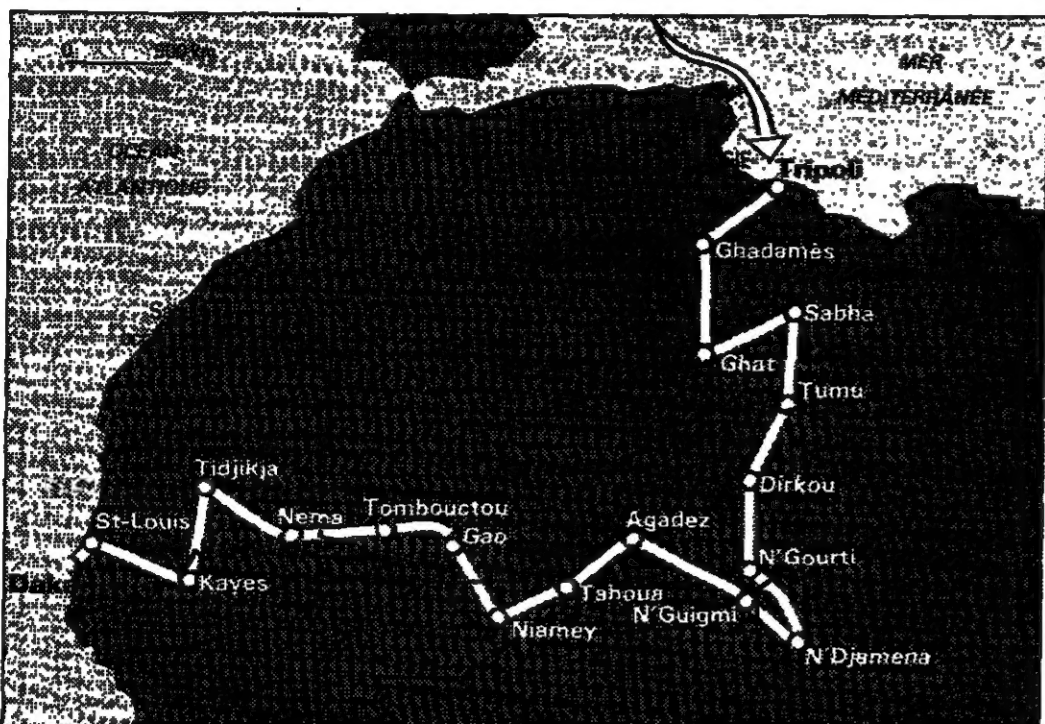
mier des motards, a bouclé les quatre kilomètres du prologue de Chevilly-Larue en moins de cinq minutes. Serra Lamarca a mis une heure pour effectuer le même parcours. Les ennemis de motard du pauvre concurrent espagnol, responsable de cette contre-performance sont sans doute dus à la boue, comme il le déclare. Pourquoi le contraire, pourquoi l'empêcher de penser que l'impossible se produira « dès que nous aurons franchi la Méditerranée », comme il aime le répéter ?

Les divas font la moue

De la boue, certes il y en avait sur ce terrain qui doit devenir, ainsi que l'affirment les panneaux, « un

nouvel échangeur pour vous faire gagner du temps ». Une glaise jaunâtre jaillissait des roues des engins, collait aux semelles des spectateurs, rendait Cyril Neveu furieux. L'enfant chéri du rallye pestait contre la nature du terrain. Il rejoignait son vieux compagnon d'aventure, Hubert Auriol, pour affirmer avec lui que « ce n'était même pas drôle ». Les divas faisaient la moue, et s'offraient même pas de belles figures aux spectateurs, puisque l'étréme du chemin interdisait les dérapages.

Le Finlandais Ari Vatanen se contentait de glisser à 405 km/h les quinze premières voitures, jugeant qu'on peut perdre un rallye à jouer un minimum de dix secondes sur un sol dans un tel état. Pendant ce temps, à quelques kilomètres de là un autre



Après avoir débarqué, jeudi 28 décembre, à Tripoli, les concurrents du douzième rallye Paris-Dakar, ont traversé la Libye. Quatre étapes dans ce pays, avant une petite incursion au Tchad, puis une journée de repos à Agadez, le dimanche 7 janvier, avant le programme de l'épreuve qui se terminera le mardi 16 janvier, à Dakar, après qu'auront été parcourus le Mali, le sud de la Mauritanie et le Sénégal.

Pa'dak ne désarme pas

Traditionnels opposants à l'épreuve, les membres de l'association Pa'dak semblaient moins virulents ces dernières années. Leur lutte contre « un spectacle dont l'indécence n'a d'égal que la stupidité » vient de prendre une nouvelle vigueur grâce à l'appui du parti des Verts. « Il est de notre devoir de faire cesser les aides publiques à une opération uniquement commerciale aux conséquences destructrices », explique un militant en soulignant que des municipalités ou des conseils généraux paieraient des véhicules engagés dans la compétition.

M. Gérard Monnier-Besombes, député européen des Verts, a écrit de son côté, au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports pour lui demander de « prendre position publiquement et de tout faire pour que cesse le financement du rallye ».

concurrent voyait tous ses espoirs s'envoler. A la porte d'Orléans, Jacques Lafitte ne pouvait rien faire face au moteur de sa Nissan Terrano qui craquait de l'essence partout. « Problèmes d'écrouillage, de mauvaise gestion dans la distribution de l'essence, qui ont entraîné une casse du moteur », expliquait M. Okabe Akimari, l'un des directeurs de cette société en France. Il regrette l'absence de coordination « avec les japonais » et déplore l'abandon, avant la première étape, de son pilote « porte-parole ».

Le Dakar des surprises, le Dakar des situations impossibles, a une nouvelle fois sévi. Lors d'un prologue, la victoire est revenue à la « casse » de la voiture de l'ancien pilote de Formule 1 a bouleversé la donne. Voilà une nouvelle fois l'épreuve lancée par un coup de théâtre comme elle seule sait le servir. Le rallye est parti parce que Jacques Lafitte est rentré chez lui.

SERGE BOLLOCH

(1) Cité par Jean-Yves Dorez dans un livre qui vient de paraître : Les Déserts de Gilbert Sabine, aux éditions Solar.

GOLF : l'absence de compétitions internationales

Bataille de circuits

La défense de la Ryder Cup, réussie en extrême pour un résultat nul, a permis à l'équipe européenne de conserver deux années encore le trophée le plus ardemment contesté de l'année. Malheureusement, la « Ryder », choc biennal, devient désormais la confrontation entre deux circuits, l'américain de l'US PGA et l'euro-péen Volvo European Tour, qui s'éloignent l'un de l'autre et qui se referment sur eux-mêmes.

L'optimisme n'est plus de mise. Le circuit de l'US PGA ne modifiera pas ses règlements draconiens. Qu'ils appellent Ballestrato ou Faldo, Lyle ou Langer, tous vaincraient, quatre-vingt-trois à la fois de titres majeurs et de tournois du circuit, ils vont devoir s'engager à jouer un minimum de quinze tournois américains pour recevoir leur carte. Ou alors se contenter, si toutefois ils sont qualifiés par leur seul palmarès, de s'aligner dans cinq épreuves seulement, en plus des trois tournois du grand chelem qui ont lieu sur le sol américain.

L'espoir raisonnable de voir réduit de quinze à douze le nombre de tournois requis des joueurs étrangers a donc été à nouveau déçu. Et cela en dépit du soutien, cette année, du redoutable directeur exécutif de l'US PGA Tour, Deane Beman, enfin convaincu par les arguments conjugués de Nicklaus, Watson, Trevino, Stricker, les stars américaines et les financiers du circuit.

Auxquels les quatre représentants des joueurs devaient opposer un « non » catégorique.

En pleine expansion, le monde du golf, avec ses vedettes planétaires, est un sport mondial sans vraiment l'être. Il lui manque la confrontation régulière des meilleurs talents, seule mesure authentique des valeurs des champions. Un joueur européen peut figurer parmi les trente premiers mondiaux, sans pour autant recevoir une invitation au Masters d'Augusta ou à l'US Open.

« Je suis convaincu maintenant que le règlement ne changera pas », déclare récemment le Britannique Nick Faldo, vainqueur cette année de cinq titres dont le Masters et l'Open de France et qui passera vraisemblablement premier mondial l'année prochaine. Jamais personne ne fera à l'avenir les efforts que nous avons fournis cette année pour trouver un compromis autour d'une douzaine de tournois. Ceci aurait permis aux Européens de continuer parallèlement à soutenir leurs propres circuits. Nos victoires dans la Ryder Cup, loin de nous aider, ont fait peur. La distance entre les deux circuits ne m'a jamais paru aussi grande ».

Le résultat de cette rigueur réglementaire, sans doute escompté par les sans grade américains, ne s'est pas fait attendre. L'Espagnol Ballestrato n'a jamais été chaud pour s'engager sur le circuit américain, et ce dernier refus d'assouplissement ne fera que confirmer sa méfiance. Seul le Britannique Lyle partagera sa saison entre les deux circuits l'année prochaine. Faldo, ainsi que l'Allemand

Langer, quitteront le circuit américain.

De fait, ils abandonneront certaines prérogatives importantes. Celui qui rend volontairement sa carte d'acte au circuit ne peut se redonner membre à part entière qu'au bout de cinq ans. Tout en regrettant une mise à l'écart si prolongée, Faldo saisira l'occasion pour réduire le nombre de ses tournois dans le monde de 32 à 26. Ses chances d'enrichir un palmarès où figurent déjà l'Open britannique et le Masters ne s'en trouvent pas pour autant diminuées. Il en est persuadé. Et la réintégration d'une telle vedette dans son circuit d'origine se fait, de nos jours, en douceur.

Après tout, l'Europe offrira une quarantaine d'épreuves d'une valeur globale de 150 millions de francs en 1990. Pour la première fois depuis l'avènement de la grande génération qui en fait encore sa force, le Vieux Continent voit pointer, avec l'Espagnol Jose Maria Olazabal et l'Irlandais Rocco Rafferty, une relève de qualité mondiale.

Le problème est ailleurs. La richesse et la solidité des deux circuits (auxquels il convient d'ajouter le puissant circuit asiatique, dont l'excès de capitaux arrose les greens du jeune mais vigoureux circuit australien) les condamnent désormais à dialoguer par haut-parleur interposé. Conforté par les succès, chacun cultive son jardin. Cela suffira-t-il à l'avenir ?

30 millions de dollars

Le golf masque singulièrement de compétitions représentatives, donc de points de repère. Les trois tournois du grand chelem qui ont lieu aux Etats-Unis (le Masters, l'US Open et l'US PGA) imposent, chacun, des restrictions sévères sur leurs quotas de joueurs non américains.

D'où une impression de blocage qu'est venue brayer joyeusement une Ryder Cup rétrospective, confrontation directe en match-play, dramatique par nature, jouée entre vingt-quatre des tout meilleurs mondiaux.

Dans la foulée de la Cup et de la fermeture des frontières de l'Amérique du golf, il n'est guère surprenant que ressurgisse l'idée d'un circuit mondial. « Je crois que les joueurs continueraient un circuit mondial », déclarait récemment Faldo. Sans doute. Tout comme la société IMG de l'Américain Mark McCormack qui possède les signatures de la plupart des vedettes mondiales (y compris celle de Faldo) et qui a déjà été chassé par l'ATP pour commercialiser le nouveau circuit du tennis.

Tout en reconnaissant que les chances sont minces de voir se construire un circuit mondial pour l'élite, Faldo ajoute : « Je pourrais citer cinq sponsors prêts à investir chacun 30 millions de dollars par an dans un tel projet ». Investissement qui dépasse largement la valeur globale de tous les circuits existants. Une telle somme pourrait-elle vaincre les dernières réticences, déstabiliser les circuits si patiemment élaborés et faire exploser les frontières ?

MARC BALLADE

Les résultats

ATHLÉTISME

Corvée d'hiver-les-Moulineux. Thierry Pantel a remporté, samedi 23 décembre, la Course pédestre d'hiver-les-Moulineux (Haut-de-Seine), sous une pluie battante. Vainqueur récent des cross du Figeac et des Mureaux, le coureur provençal a parcouru les 9 kilomètres en 25 min 35 s. Chez les dames, Annette Sargent a confirmé sa bonne condition physique à quelques mois du Mondial de cross.

FOOTBALL

Ballon d'or. Pour le deuxième année consécutive, le footballeur néerlandais Marco Van Basten a été sacré « ballon d'or » par un jury de journalistes européens réuni par l'hebdomadaire France-Football. L'attaquant du Milan AC devança deux de ses coéquipiers, son capitaine l'Italien Franco Barresi et son compatriote Frank Rijkaard. Un Français occupa la deuxième place du classement, le Marseillais Jean-Pierre Papin.

TENNIS

Orange Bowl. L'Américain Lunde Spasie et l'Argentin Fernando Meligeni ont remporté, respectivement la finale du simple filles et celle du simple garçons, de la catégorie

jeunes du tournoi de l'Orange Bowl de tennis, qui a pris fin dimanche 24 décembre à Miami (Etats-Unis). Chez les cadets, la victoire est revenue à l'Argentin Juan Garat et à la Soviétique Svetlana Korneva.

HOCKEY SUR GLACE

Championnat de France 1 A (2^e journée). Tour-Bordeaux 6-4 Grenoble-Francaise volants 5-2 Briançon-Amiens 4-3 Rouen-Chaun 9-6 Villard-de-Lans-Reims 6-6

Classement. — 1. Grenoble, 24 pts ; 2. France-volants, 23 pts ; 3. Rouen, 20 pts ; 4. Bordeaux, 19 pts ; 5. Amiens, 18 pts ; 6. Tours, 17 pts ; 7. Briançon, 11 pts ; 8. Reims, 10 pts ; 9. Villard-de-Lans, 6 pts ; 10. Chaun, 3 pts. (Prochaines rencontres samedi 6 janvier.)

RAID-MARATHON

Douzième Paris-Dakar. Classements du premier demi-prologue. Motocyc : 1. Laurant Charbonnel (Fra/Jean Stalven), les 5 km en 4 min 59 sec ; 2. Ludo Medardo (Su/Suède), à 12 sec ; 3. Thierry Magaldi

(Fra/Yamaha), à 20 sec ; 4. Michel Merli (Fra/Jean Stalven), à 22 sec ; 5. Jean-Christophe Wagner (Fra/Suzuki), à 23 sec.

Autos : 1. Claude Amoué-Serge Coche (Fra/Bugby Citroën), les 5 km en 5 min 29 sec ; 2. Jean Perrot-Rossignol Tourinien (Esp./Nissan-Patrol), à 11 sec ; 3. Miguel Prieto-Peret Manuel Juncosa (Esp./Nissan-Patrol), à 17 sec ; 4. Jean Bravière-Alain Carrière (Fra/BCBG), à 17 sec ; 5. Jean Hamon-Takachi Ono (Jap/Nissan), à 26 sec.

RUGBY

Coupe des Provinces. Demi-finale. Côte Basque b. Sté. du Limousin 26 à 14. Pyrénées b. Côte d'Azur 46 à 33.

VOILE

Courses autour du monde. Alors que les 13 concurrents du Vendée Globe Challenge poursuivent leur route en solitaire au large des côtes africaines, 23 bâteaux ont pris le départ, samedi 23 décembre, à Fremantle (Australie), de la troisième étape de la Whitbread, le tour du monde en quatre équipages. Cette étape, la plus courte de l'épreuve avec 3 434 miles à parcourir, devrait être jugée vers le 15 janvier à Auckland (Nouvelle-Zélande).

ATHLÉTISME : Une revanche Lewis-Johnson organisée en 1990.

Le promoteur de boxe américain Bob Arum aurait l'intention d'organiser un 100 mètres entre les sprinters américain et canadien Carl Lewis et Ben Johnson à Barcelone, site des prochains jeux d'été, le 25 septembre 1990, soit deux jours après la suspension du Canadien disqualifié pour dopage aux jeux de Séoul. L'organisation de cette « revanche » reviendrait à 3,2 millions de dollars.

SQUASH : Le numéro deux français dopé. Sept mois après les championnats de France de squash, qui ont eu lieu à Aix-en-Provence, le deuxième joueur national, Julien Bonetat, âgé de dix-huit ans, a appris qu'il avait été l'objet d'un contrôle antidopage positif. L'analyse du premier prélèvement a révélé des traces de testostérone. Une contre-expertise a eu lieu le 21 décembre dont les résultats devraient être connus la semaine prochaine. Estimant être victime d'une malveillance, Julien Bonetat a décidé de confier la défense de ses intérêts à un avocat.

CYCLISME

Les Six Jours de Bordeaux en question

BORDEAUX

de notre correspondante

La première grande manifestation cycliste organisée au vélodrome de Bordeaux, les Six Jours, qui ont eu lieu du 15 au 21 décembre, n'ont pas rencontré le succès escompté. 11 000 entrées ont été enregistrées au lieu des 20 000 espérées.

Bordeaux Gestion Equipement (BGE), la société d'économie mixte à qui la Ville de Bordeaux a confié la gestion du vélodrome ainsi que de cinq autres salles municipales, estime le déficit à 520 000 francs. Thierry Lacarrière, directeur de BGE et par ailleurs PDG de France Patinoires et directeur du club parisien les Français volants, avoue sa déception : « Nous avons pris un pari risqué de

programmer les Six Jours à cette date. Plusieurs facteurs ont joué contre nous : l'ouverture exceptionnelle des magasins le dimanche et le beau temps.

Prudent, Thierry Lacarrière réserve son pronostic quant à la programmation de cette manifestation à Bordeaux en 1990. « Le 9 janvier se tient la réunion de l'Union des vélodromes européens. Nous débattrons à ce moment-là de l'opportunité de maintenir les Six Jours.

L'insuccès des Six Jours apporte de l'eau au moulin des détracteurs du vélodrome de Bordeaux. Cet équipement a coûté près de 120 millions de francs. Avant même son inauguration, il avait fait l'objet de nombreuses critiques. On mettait en doute sa rentabilité et son utilité.

GINETTE DE MATHA



COMMUNICATION

Sanctionnées pour avoir diffusé des téléfilms violents

La 5 et M 6 réagissent vivement aux décisions du CSA

Sanctionnées vendredi 22 décembre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour avoir diffusé des téléfilms violents, la 5 et M 6 réagissent vivement. M 6, qui s'est vu infliger 5,5 millions de francs d'amende, se déclare par la voix de son directeur général adjoint, M. Nicolas de Tavernost, « fort mécontent » d'être puni de « deux erreurs de programmation » qu'elle a reconnues et pour lesquelles elle plaiderait coupable. « Il est paradoxal, ajoute M. de Tavernost, que M 6 soit plus sévèrement sanctionnée que la 5 en matière de violence et d'érotisme (...). Le CSA n'a tenu aucun compte des efforts de programmation faits par M 6, seule chaîne à informer systématiquement les téléspectateurs, en émettant chaque jour, orange ou rouge, selon le caractère des images diffusées.

Quant à la 5 qui, outre 5 millions de francs d'amende pour avoir diffusé deux téléfilms violents, s'est

vu imposer un effort supplémentaire dans la production (1), elle qualifie le CSA de « Dr Jekyll et Mr Hyde ». Dr Jekyll quand il demande à la 5 de « compenser maintenant, alors que la chaîne a réussi au passé, la contribution à la production française qu'elle ne pouvait apporter lorsqu'elle démarrait ». Mr Hyde quand il instaure, selon M. Philippe Ramond, directeur général de la 5, « un ordre moral » pour le moins « anachronique en cette année du bicentenaire de la liberté de la presse ».

« Cette eau de Vichy, poursuit M. Ramond, est amère à boire, et la 5 refuse de l'avalier : elle fait immédiatement appel. »

(1) La 5 devra verser au compte de soutien aux industries audiovisuelles 12 millions de francs avant le 15 mars 1990. Elle devra également, en sus de ses obligations contractuelles, passer avant le 28 février 1991 21,5 millions de francs de commandes d'œuvres françaises, dont 2,5 millions pour le dessin animé.

Lancée par Canal Plus et Bertelsmann

La chaîne Première diffusera en septembre en Allemagne

Canal Plus et le groupe allemand Bertelsmann confirment le lancement de leur chaîne à péage pour le mois de septembre 1990. Baptisée provisoirement Première, la télévision payante utilisera le satellite français TDF 1 et le satellite allemand Kopernicus, grâce à une autorisation que le Comité hambourgeois pour les médias devrait délivrer dès le début de l'année prochaine.

Les programmes de Première seront composés, comme pour Canal Plus, de films récents, d'événements sportifs, de documentaires haut de gamme et d'émissions culturelles et artistiques. A côté des programmes payants, des émissions en clair seront proposées à l'ensemble des téléspectateurs allemands dans la journée.

M. Lothar Hunsel, membre du conseil de la branche médias électroniques de Bertelsmann, prendra la gérance de la société d'exploitation, Canal Plus GmbH. Le conseil de surveillance sera présidé par M. Marc Tessier, direc-

teur du développement international de Canal Plus. M. Rudi Klausnitzer assurera la direction des programmes. Première a installé son siège social à Hambourg.

La chaîne compte séduire, en six ou sept ans, un million des douze millions d'abonnés au câble en République fédérale et trouver cinq cent mille autres abonnés grâce à la réception directe du satellite TDF 1 sur antenne parabolique. Le seuil d'équilibre de la chaîne se situe entre sept cent et huit cent mille abonnés. Mais les bouleversements politiques en Allemagne de l'Est font réfléchir les responsables de Première. A la différence de Kopernicus, satellite de télécommunications très centré sur la République fédérale, TDF 1, dont la puissance est plus importante et la zone de réception plus large, arrive parfaitement à l'Est. Ainsi Première pourrait trouver un jour de nouveaux abonnés dans l'autre Allemagne.

J.-F. L.

Victime de la « précipitation » d'A2

Joseph Paletou perd son émission sur France-Inter

Joseph Paletou s'assure plus depuis mercredi 20 décembre la responsabilité de Radio Com, l'émission matinale consacrée aux médias sur France-Inter. Anne Bruyère lui succède à la demande de M. Ivan Levat, directeur de l'information de Radio-France. M. Levat reproche à Joseph Paletou d'avoir « oublié d'informer les responsables de Radio-France » de sa participation à une émission d'Antenne 2 sur la communication, une émission dont la création a été annoncée, mardi 19 décembre, par M. Philippe Guillaume, PDG commun d'A2-FR 3, au cours d'une conférence de presse.

Dans sa réponse écrite à M. Levat, Joseph Paletou, qui reste secrétaire général de la rédaction d'Inter, se dit « le premier surpris des informations diffusées » ce jour-là dans le dossier de presse. Le journaliste affirme n'avoir donné « qu'un accord de principe » alors que « rien n'était arrêté ».

Dans une lettre adressée au PDG de Radio-France, M. Jean Mahen, M. Guillaume se dit lui-même « navré de cet incident regrettable » et de cette annonce « prématurée » et « discutable » au sujet d'un projet dont « la construction n'a pas été commencée ». Prenant la chose avec humour, Joseph Paletou se veut optimiste. « J'ai eu un accident de communication. Je suis victime de deux excès de vitesse, celui d'A2, qui a pris un simple accord de principe pour un engagement ferme, et celui d'Ivan Levat qui, pour répondre à cette annonce prématurée, a voulu, comme il dit, signifier que charbonnier est maître chez lui. » Le journaliste estime qu'il revient maintenant aux deux PDG de trouver un arrangement dans l'intérêt de France-Inter et d'Antenne 2, puisque l'un comme l'autre ont le souci de créer des synergies entre sociétés du secteur public.

Le prix Pierre-Lazareff 1989 décerné à un journaliste de l'AFP

Le prix Pierre-Lazareff 1989 a été attribué, le 19 décembre, à un journaliste de l'Agence France Presse (AFP), Christian Chaise, pour un reportage effectué en avril à Oshakati (Namibie), intitulé « L'odeur de la mort plane sur Oshakati ». Ce reportage était en compétition avec une enquête de Corinne Lemesle (Le Monde) sur

« Les ravages du crack à New York », un reportage de Pierre Joffroy (Libération) intitulé « A la pêche des réfugiés en mer de Chine », et un autre de Jean-Michel Brignonleix (France-Soir), « La Grande Guerre en trois mille lettres d'amour ».

Le jury du prix Pierre-Lazareff est formé de journalistes ayant appartenu à la rédaction de l'ancien directeur de France-Soir; il est présidé par Philippe Labro, directeur général des programmes de RTL. Ce dernier a remis le prix à Christian Chaise, en compagnie d'Emmanuel de La Taille, président du Press Club, et en présence de Jean-Louis Guillaud, président de l'AFP.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

CARNET DU Monde

Naissances

Thierry « Maelmont » THÉVENIN, épouse « Lucie » VIVIER, la fille Margot, XUAN, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur princesse

Ariane, Pia.

35, rue Ampère, 94400 Vitry-sur-Seine.
Alexandrie, Montevideo, Buenos Aires, Annaba, Saigon, Rome.

Décès

Montpellier-Paris. M. et M^{me} J. Hilaire et leurs enfants.
M^{me} Saint-Pierre, Tadeu, André, Les familles Bertrand, Raboult, Camps, Riquès, Adigues, Cotte, Bour, Paillex, Tiot, Adelfi, Marié, Serre, font part du décès de

M. Jean CLAPARÈDE.

Les obsèques ont eu lieu le 5 décembre 1989, à Montpellier.
101, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre DREAN.

De la part de
Yvonne Rasmussen,
Danièle Gravier,
Catherine Drean.

Les obsèques auront lieu à Auray (Saint-Coulant) : pour plus de précisions, veuillez téléphoner au 43-06-32-65.

M^{me} Pierre Fritsch, son épouse,
M. Jacques Fritsch,
M. et M^{me} Bernard Fritsch et leurs enfants,
M. et M^{me} Denis Acker et leurs enfants,
M. et M^{me} Denis Acker et leurs enfants,
Les familles Claus, Panzner et Abecasis,
ont le plaisir de faire part du décès de

Pierre FRITSCH, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance, commandeur des Palmes académiques, médaille de vermeil de l'enseignement technique, appelé à Dieu le 15 décembre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale à l'église Notre-Dame-de-Bruyères de Sèvres, sa paroisse.

« Je suis le chemin, la vérité, la vie. » Jean 14, 6.

Des dons peuvent être adressés pour la Recherche contre le cancer.
32, rue G.-Vogt, 92130 Sèvres.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de lettre une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

La Semaine de la bonté

Cas n° 10. — Fabienne, trente ans, divorcée et handicapée, a beaucoup de mal à trouver du travail. Elle élève son fils de dix ans dont l'état de santé nécessite beaucoup de soins. Elle vit dans la maison héritée de ses parents, avec la pension alimentaire versée par son ex-mari et une allocation sociale mensuelle. La toiture de sa maison a été gravement endommagée par un ouragan et les indemnités reçues ne couvrent pas tous les frais. Pour lui permettre la réparation nécessaire, il faudrait réunir 5 000 F.

► Prière d'adresser les dons à LA SEMAINE DE LA BONTÉ, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris — CCP Paris 4-82 X ou chèques bancaires — Tél. : (1) 45-44-18-81.

TOUS LES LUNDIS, LA SEMAINE DE LA BONTÉ vous propose un jeu de hasard.

PROCHAINES TIRAGES, EN DIRECT SUR CANAL PLUS, DIMANCHE 27 DÉCEMBRE 1989 À 20 H 30.

4 7 19 23 32 44
PROCHAINES TIRAGES, EN DIRECT SUR CANAL PLUS, DIMANCHE 27 DÉCEMBRE 1989 À 20 H 30.
Tirage n° 1 : 4 825 000,00 F
Tirage n° 2 : 37 550,00 F
Tirage n° 3 : 6 385,00 F
Tirage n° 4 : 110,00 F
Tirage n° 5 : 9,00 F
Tirage n° 6 : 18,00 F
Super Capotage du Nouvel An 37 MILLIONS
Dimanche 27 décembre 1989

— Irina Grjebina, Hélène et Tony Grjebina, Marina Dorjomedova, ainsi que toute la famille Grjebina, ont le plaisir de faire part du décès de

Lya GRJEBINA-VOLOVICK,

professeur de danse, survenue le 18 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 22 décembre, à 11 h 30, au cimetière parisien de Bagneux (23^e division, 3^e ligne, n° 31).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Roger Herrmann, son épouse,
M. et M^{me} Michel Origet du Chazeau, Alexandra et Cyril, M^{me} Françoise Hoffmann, Jérôme et Raphaële,
Guy Herrmann,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Herrmann, ses frère et belle-sœur,
Les familles Biano et Meyer, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Roger HERRMANN,

survenue le 14 décembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

— Marianne et André Meuret et leurs enfants,
Vincent et Genevieve Monod, leurs enfants et petits-enfants,
Michel et Marie-Claude Monod, leurs enfants et petits-enfants,
Claude et Daniel Rives et leurs enfants,
Antoinette et Raoul Beauchamp et leurs enfants,
M. Etienne Rives, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Rives, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Le docteur et M^{me} Marc Monod, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Monod, Rives, Bourgeois, Seylan, Peyroul, Hollar, Michot ont le plaisir de faire part de la mort de

M^{me} Hélène Jacques MONOD,

le 15 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu lundi 18 décembre, à 10 heures, aux Escoussols, 11390 Caux-Cabardès.

« Dieu n'est pas le Dieu des morts, mais des vivants. Car tous sont vivants pour Lui. » Luc 20, verset 28.

Les Escoussols, 11390 Caux-Cabardès.

La mort de Max Favaletti

Lui, c'était les lettres ! Pendant dix-neuf ans, il fut à l'aide de son dictionnaire, le populaire et bonhomme dictionnaire de Max Favaletti, tout en poursuivant parallèlement, jusqu'en 1960, sa carrière de critique dramatique pour Paris-Press.

En 1965, Armand Jammot, le producteur et créateur de l'émission *Le mot le plus long*, l'appelle à ses côtés. Max Favaletti devient alors le Monsieur dictionnaire d'un jeu qui comptera jusqu'à 10 millions de fidèles en France, comme en Belgique ou au Québec. Bon vivant, cricribiste redouté (il publie plus de 70 000 grilles de mots croisés). Ce journaliste prend sa retraite en 1984, mais se refusera toujours à écrire ses mémoires.

— Les directeurs et l'ensemble du personnel de Sema Group Management Consultants ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre THENAULT,

directeur, survenue à Paris, le 15 décembre 1989, dans sa quarante-huitième année.

Ils tiennent à témoigner de leur profonde estime professionnelle et de leur grande amitié pour leur collègue trop tôt disparu.

Remerciements

— M. et M^{me} Claude Léon, Florence Auboux, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Didier LÉON,

vous expriment leurs bien sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 26 décembre 1987,

Anatoli MASLOV

disparaissait brutalement, à l'âge de trente-six ans.

« All other things, to their destruction, I have kept his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« All other things, to their destruction, I have kept his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

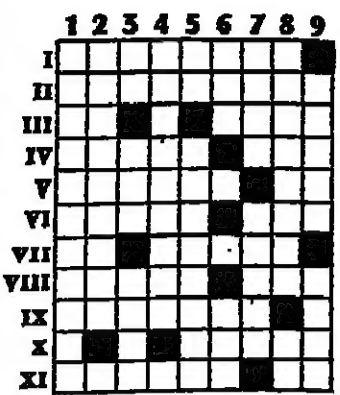
« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

« Only our love hath no decay. This, no tomorrow hath, nor yesterday, Running it never runs from us away. But truly keeps his first, last, ever-lasting day. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5160



HORIZONTALEMENT

I. Peut être un métier de chien. — II. Vraiment très pratiques. — III. En Espagne. Dut acheter le départ des Normands. — IV. Qui ont fait l'objet d'une transcription. Conviendrait. — V. Le commencement du déclin. Pronom. — VI. Un militaire vraiment pas civil. Des lettres qui forment un appel. — VII. Morceau de tarte. Donnes des raisons de se plaindre. — VIII. Dépressions dans les Causses. « Part » du cheur. — IX. Auteur d'une expérience qui est à la base de l'électromagnétisme. — X. Le coup de pied de l'âne. — XI. Sorties en famille. La clef des chants.

VERTICALEMENT

1. Ce sont parfois des objets de luxe. — 2. Un canal très important. — 3. Base d'accord. Une manœuvre frauduleuse. Doit donc être traité tout de suite. — 4. Qu'on ne peut pas faire sans être prévenu. — 5. Adverbe. Du côté du cœur. — 6. Des sanctuaires y sont reconstruits périodiquement. D'un auditoire. — 7. Utilisé pour l'emballage des verres. Petit, dans l'Himalaya. — 8. Remise debout. Article. — 9. Etat de siège. Le fruit du « bananier ».

Solution du problème n° 5159

Horizontalement :
I. Mandarin. Nôbles. — II. Inouïes. Ramo. — III. Ghar. Orage. FI. — IV. Née. Elébore. Mû. — V. Or. Plier. Cirier. — VI. Saïda. Vitasse. — VII. Natter. Urée. — VIII. Eau. Rosir. Ilot. — IX. Air. Etal. Aline. — X. Crée. Eglise. — XI. Al. Sa. Réel. Ore. — XII. Née. Nô. Lumées. — XIII. Inodore. Vin. Lut. — XIV. Dôme. Mat. Lésé. — XV. Eran. Étrier.

Verticalement :
1. Mignonne. Canine. — 2. Anier. Acarien. — 3. Note. Strié. Soda. — 4. Due. Pâtures. Don. — 5. Aïrelle. Renom. — 6. Ré. Lière. Orée. — 7. Isolée. Or. — 8. Ter. Usagés. Mu. — 9. Rab. Vrière. Va. — 10. Négocié. litte. — 11. Emérite. As. Un. — 12. Fô. Ére. Ikron. Li. — 13. La. Celer. — 14. Elrhia. Ondrause. — 15. Luretta. Ester.

GUY BROUTY

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Imprimé au « Monde » 12, L. M. G. 9452 IVRY

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-88-81

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-88-81

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

CINÉMA

Jacques Tati, le rêveur pointilleux

Marc Dondey vient de consacrer un livre à Jacques Tati que Jean-Claude Carrière a bien connu : il en parle

Je le connaissais à peine, c'était en 1957, quand il m'emmena un jour dans un auditorium. Debout, pendant plus de deux heures, avec le plus grand sérieux, il laissa tomber des verres sur le sol pour les casser. Il était entouré de caisses de verres, qu'il cassa ce jour-là par centaines. Il lui fallait, pour une scène de *Mon oncle*, un son parfait. Il le cherchait.

Je regardais avec étonnement, découvrant dans le cinéma un artisan méticuleux, voir maniaque. Je voyais la lenteur extrême du travail, qui surprenait toujours les visiteurs. Sans le savoir (mais peut-être le devinait-il), jour après jour, une présence partout avec lui tandis qu'il finissait son film, Jacques Tati finissait son œuvre, sans complaisance, sans facilité. Je le considère aujourd'hui comme mon premier maître, celui qui m'a enseigné les plus profondes, en terre vierge.

Phénomène assez rare dans le cinéma français, toute sa force d'une formation populaire. Il n'appartient même aujourd'hui comme un vrai cinéaste naïf. Pendant une dizaine d'années, il fut un artiste de cinéma, un homme burlesque. Il aimait à évoquer les souvenirs de quelques films illustres, qu'il avait connus, comme *Pépé et Rhum*. Il gardait aussi de cette période la pratique de mille techniques fondamentales du rire, des maladroits et distractions classiques, l'art des coups donnés et reçus, une sorte d'exercice parfait du rire immédiat, pur, divers et insaisissable comme le malheur.

Il comprit assez vite que les effets élémentaires ne lui suffiraient pas au cinéma et qu'il lui fallait, comme il disait, « construire des gags ». Il représentait ainsi le chemin si brillamment exploré par les comiques américains, mais il s'y engageait « à la française », avec dans ses bagages les films de Méliès et de Max Linder, qu'il plaçait très haut.

Son travail reposait avant tout sur un sens extraordinaire de l'observation. Il regardait comme regardent les rêveurs, et il voyait des choses qui pour d'autres restent cachées. Assis à la terrasse d'un café, il observait les passants avec une sorte de détachement, et son œil ou son oreille notaient le détail qui, stylisé, exagéré, mêlé à d'autres, allait devenir un gag construit, et même une scène. Cette seconde partie du travail, très laborieuse, accompagnée de dessins que réalisait souvent Pierre Biaux, ou Jacques Lagrange, de discussions longues et lentes, d'étonnantes séances de



Jacques Tati pendant le tournage du film *Les vacances de M. Hulot*.

mine, où il montrait qu'il connaissait mieux que personne l'art de suggérer toute situation, toute une atmosphère, par un simple geste, conduisant pas à pas à l'élaboration du film, à travers l'artifice indispensable, le faux plus vrai que le vrai, cet accomplissement qu'on appelle un style.

Dilemme

dans chaque seconde

Emmené du gros plan, de l'effet appuyé, de toute lourdeur ou vulgarité d'écriture, Tati plaçait sa caméra aussi loin que possible et regroupait

souvent plusieurs actions dans un même plan. Il exigeait du spectateur — surtout dans ses derniers films — une attention très alerte, très éveillée. Il dissimulait avec grâce les visages du scénario. Il dirigeait enfin chaque interprète à sa propre image, ici ou là, dans l'attitude d'un figurant, en sachant bien que ce n'est pas lui, il s'est comme effacé dans chaque plan, dans chaque seconde de ses films.

Secrettement attiré, comme nous tous, par la place toujours mineure réservée dans les parhous officiels aux œuvres risquées, mais trop fier

pour s'en plaindre, il a suivi son chemin fidèlement, avec sa part de déception et d'amertume. Même dans les derniers mois de sa vie, il gardait ses gestes parfaits, sa droiture inébranlable et ce quelque chose qui nous ramenait un moment dans la même chaleur complice, une certaine passion du rire.

JEAN-CLAUDE CARRIÈRE

« Tati », par Marc Dondey, éditions Ramsay, 272 p., 390 F.

Les rencontres de Cannes

Cannes veut devenir une capitale permanente du cinéma, amener les jeunes spectateurs à devenir des cinéphilas passionnés : c'est le but des Rencontres cinématographiques.

Cannes, capitale du cinéma : un titre flatteur que la ville ne devait, jusqu'ici, qu'à la seule notoriété du Festival international de film. Quinze jours de vedettariat, en mai, sans exploiter un atout dû aux seules circonstances. La municipalité s'était avisée de cette anomalie en lançant l'idée, simplement ébauchée, d'un musée et d'une fondation du cinéma (*le Monde* du 8 mai 1987). Par la suite, l'équipe en place a décidé de renforcer l'image de Cannes en tant que ville du cinéma non plus artificielle et épisodique mais accréditée, à l'année, dans des activités servant à la promotion du septième art. Cette politique passe, en particulier, par le projet de création, dans un délai de trois ans, d'une « métropole » comprenant, entre autres, une école internationale des métiers de son et de l'image ainsi qu'une école d'acteurs auxquelles devrait s'ajouter un conservatoire national de danse.

Une dimension nouvelle

La volonté de la municipalité est, également, de donner une dimension nouvelle aux Rencontres cinématographiques de Cannes (ROC) dont la deuxième édition s'est tenue du 13 au 19 décembre. Cette manifestation a pris la suite des Rencontres internationales Film et Jeunesse (RIJF) organisées de longue date sur d'excellentes bases mais avec des moyens de fortune. Le réalisateur Jack Pottreux, responsable de la section « Un certain regard » et délégué général de « Perspectives du cinéma français » au Festival international, du film a accepté de la prendre en main avec le concours de l'Office municipal de l'action culturelle et de la communication de la ville de Cannes (OMACC), de l'association des RIJF et de la MJC Studio 13 (l'une des salles de Cannes, classée Art et Essai). Reconnue et aidée par le CNC, elle a bénéficié, cette année, d'un budget, encore modeste, de 1,3 M€, dont 500 000 F de la ville, qui lui

ont permis d'améliorer sensiblement ses structures et de toucher un public plus important (dix mille spectateurs, soit un quasi doublement de la fréquentation par rapport à l'an dernier).

A l'occasion des festivals, spécialisés dans un genre où la production cinématographique d'un seul pays, les Rencontres ont pour vocation, plus ardue, de « propager la culture cinématographique et de développer le goût du jeune public pour les salles de cinéma ». À travers une sélection internationale d'œuvres d'auteurs inédits en France. Onze œuvres, de onze pays, étaient en compétition et neuf autres étaient présentées dans une section d'information, parmi lesquelles sept premiers films. Une sorte de « Quinzaine des réalisateurs » d'hiver doublée d'une cinémathèque temporaire et complétée par un hommage à Jean Cocteau en présence de Jean Marais. Un stage, « Moi, jeune critique », suivi par cent trente-cinq lycéens du Sud-Est venus s'initier à la critique cinématographique, était également organisé.

Le jury professionnel a été rejoint dans son choix par le jury des jeunes. Ils ont accordé leur prix au même film, *Dernières Images du naufrage*, de l'Argentin Eliseo Subiela, l'histoire d'un écrivain confronté au « naufrage » d'une famille étrange dont il devient le sauveur en puissance sans parvenir à infléchir son destin. Au palmarès figurent également *Les Chemins de la survie* de l'Allemand Uwe Janson et *Boris Godounov*, le dernier film d'Andrzej Zulawski, présenté à Cannes en avant-première mondiale (tous deux ont reçu un Prix spécial des producteurs de cinéma), ainsi que *Nabatiez par le cerf-volant* du Turc Tunç Başaran (Prix du public, qui lui a attribué 84 % de ses suffrages), et *On est le maître de mon ami ?* de l'Iranien Abbas Kiarostami (Prix CICAIE) deux films dont le héros est un enfant.

GUY PORTE

MUSIQUE

Messiaen la tête dans le ciel

Un livre de Brigitte Massin pose la question : poète du merveilleux chrétien ou visionnaire ?

Nous ne manquons pas de gloires sur l'œuvre d'Olivier Messiaen, et lui-même s'est abondamment expliqué, notamment dans ses entretiens avec Antoine Golea et Claude Samuel. Le nouveau livre, en dialogue avec le compositeur, de Brigitte Massin, pourtant, ne fait pas double emploi, car il est centré sur une question essentielle pour la signification de cette musique, celle de son rapport, hautement proclamé, avec la foi catholique.

Pourquoi « je m'entends, moi qui ne suis pas croyant — pourquoi j'ai été, longtemps et avec sincérité — ce travail sur, et avec, Olivier Messiaen ? ». La grande biographe de Mozart, Beethoven et Schubert, la femme de Jean Massin, reconnaît : « Il y a moi-même, à mon histoire personnelle passée et présente, pour laquelle cependant, au-delà de tout jugement, je garde une grande tendresse ».

Ce retour vers son enfance après un deuil cruel l'incite à poser à Messiaen le problème fondamental qui va dominer le livre, « l'entendre, au-delà des nombreuses citations bibliques et autres dont le compositeur émaille ses propres commentaires, la réalité du lien entre la foi vécue et l'œuvre composée ».

Bien entendu, Messiaen commence par se cabrer : « Je ne puis pas imaginer un instant que quelque chose me soit en doute ». Mais Brigitte Massin l'assurera peu à peu en se prétendant que « surfer l'ouverture de quelques portes sur le jardin intérieur du créateur », et le musicien se montre ravi de s'expliquer, car, dit-il tout à la fin, « j'entretiens constamment une relation d'ingratitude avec mes propres œuvres » et « je crois que c'est un devoir des compositeurs de collaborer à la reconnaissance de leur travail par les générations à venir ». Et nous voici partis pour une nouvelle exploration de toute

son œuvre, le cycle profane « de *Tristan* » restant seul à l'extérieur de ce paradis exotique.

Pour Brigitte Massin, comme l'indique le titre du livre, l'œuvre de Messiaen, c'est d'abord « la recherche du merveilleux à tout âge ». « Sans aucun doute, répond le compositeur, et j'y vois pour moi un rapport bien précis avec la foi d'être devenu croyant » ; mais, « dans la religion catholique, le merveilleux qui nous est donné est vrai ».

Vérités

abstraites

Cela admis, la question qui va courir tout au long du livre est celle du statut de la musique par rapport aux sentiments religieux et aux réalités mystiques dont elle traite. Dans son langage, Messiaen semble presque toujours parler d'une traduction directe de ces réalités supérieures (1) : « La grandeur de la Résurrection, la beauté ineffable de cet instant, voilà ce qu'il faut dire (...) ». Expliquer aux gens, croyants ou non, ce que c'est que l'Incarnation ou la Transfiguration, c'est quand même beaucoup moins évident que d'écrire un *Kyrie*. C'est aussi beaucoup plus beau à travailler, ça demande un véritable effort, une montée vers la gloire. (...) Le Livre du Saint-Sacrement, c'est vraiment une œuvre qui se veut approfondissement de tous les mystères, de tous les états, de tous les moments de la vie du Christ ».

Telle est l'ambiguïté fondamentale de Messiaen. Exprime-t-il simplement les sentiments d'un artiste chrétien à la lumière des textes de la Bible et de la théologie, ou bien véritablement les visions mystérieuses dont la foi suppose l'existence ? Que signifie par exemple un titre tel que celui des *Corps glorieux* : « Sept visions brèves de la vie des ressuscités » ?

Ses réponses donneront des arguments aux deux thèses. Schématiquement, on peut penser qu'il y a chez lui l'ambition de traduire des réalités mystiques ou théologiques, jusqu'à cette tentative folle d'écriture des phrases de la *Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin avec des notes de musique dans les *Méditations sur la Trinité* (« Il y a une part de jeu dans l'édification d'un alphabet de cet ordre », remarque-t-il un peu gêné) ; et constamment il parle de ce qu'il a « voulu dire » et non de ce qu'il a « inspiré ». D'ailleurs, quand il compose le *Regard de l'esprit de joie*, le *Regard du temps ou le Regard de l'union terrible*, ou bien il invente ou bien il traduit une vision.

Mais il n'est pas vraiment dupe de lui-même : « Je suis un musicien surréaliste, dit-il, mais l'attrait ou l'amour du surréel s'est mis pour moi en quête du surnaturel. C'est la même problématique que celle qui me fait dire que la réalité invisible, miraculeuse, est plus vraie que le merveilleux des comètes de cet univers recherché par les surréalistes ». Mais il refuse le qualificatif de mystique : « Quand je travaille, je ne contemple pas, j'agis ». La tête dans le ciel, oui, mais « les pieds

sur la terre ». Et sa méthode de travail telle qu'il la décrit (p. 130) est fort traditionnelle ; rien d'une illumination mystique.

Finalement, il est ravi de cette ambiguïté fondamentale, comme le montre la dernière page : « Comment exprimer un mystère de foi, comme vous avez souhaité le faire, autrement que par la musique ? dit Brigitte Massin. Seule la musique a le privilège de rendre compte de l'abstrait ». « C'est vrai, c'est absolument vrai, répond Messiaen. Je n'ai pas à dessiner des formes, ni à préciser des contours. J'exprime autre chose : des vérités abstraites ».

JACQUES LONGCHAMPT

(1) C'est nous qui soulignons. « Olivier Messiaen : une poétique du merveilleux », de Brigitte Massin. Ed. Albin (Albin-Provence), 230 pages, 95 F.

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOM



La déception des numéros 2

À partir d'un certain niveau de récentes, un film destiné aux jeunes est pratiquement sûr d'avoir une suite. La plupart du temps décevante. Exemples : *Retour vers le futur* n° 2 et surtout *SOS Fantômes*.

Le film de Robert Zemeckis *Retour vers le futur* avait, en son temps, obtenu un beau succès, justifié par sa vivacité, son humour léger et la solidité de l'intrigue, en dépit de son postulat absurde : grâce à l'invention d'un savant farfelu, un adolescent revient trente ans en arrière — en 1955 — pour modifier le comportement de son futur père, le gendre d'une timidité quasi névrotique et faire de lui un gagnant admiré par sa famille.

La confirmation entre l'adolescent des années 80 et le monde des années 50 était efficace, et les situations juste assez ambiguës pour décoller du style tout bonnement aventure-fiction. Les recettes ont encouragé les producteurs, réalisateurs, acteurs à continuer. *Retour vers le futur* n° 2 commence à sa première fin, ce jour de 1985 où le jeune Marty-Michael Fox ayant fait le bonheur de ses parents, s'apprête à s'occuper du sien. C'est alors qu'intervient le savant farfelu qui l'entraîne avec sa copine en 2015, car leur futur fils est sur le point de mal tourner. Il faut agir vite et l'en empêcher.

Mal à l'aise, les acteurs s'ennuient et se caricaturent grossièrement. Car scénaristes et réalisateurs semblent avoir été tellement surpris par le triomphe du premier film qu'ils n'ont rien osé changer. Ni les lieux, ni les personnages, ni les péripéties. Ils se sont copiés eux-mêmes, se contentant de varier les époques. Leur vingt et unième siècle est caractérisé par une accumulation de gadgets. Ensuite les héros reviennent en 1985, mais ne reconnaissent rien, car le monde n'est plus que violence et pollution, pâle décalque du New-York 1997 de John Carpenter. Puis tous retournent en 1955 dans le premier film, et là, enfin, on retrouve quelque vivacité, du suspense, une histoire.

L'histoire se termine sur la promesse d'un numéro 3 au temps du

western. Pourquoi pas. Mais il faudrait raconter quelque chose au lieu de se disperser dans le n'importe quoi n'importe comment, comme pour un feuilleton tourné dans de vieux décors récupérés çà et là. Il faudrait avoir quelque chose à dire, et c'est rarement le cas dans les numéros 2. La preuve en est le second *SOS Fantômes*, fabriqué lui aussi avec l'équipe du premier réalisateur, Ivan Reitman (acteurs : Sigourney Weaver, Dan Aykroyd, Bill Murray).

Le premier *SOS Fantômes* n'était déjà pas follement subtil, le second est franchement lourd et laid. Pourtant, les enfants s'y plaisent. Ils y vont et y retournent, s'essouffent par avance, en sortent les yeux brillants de plaisir. Sans doute un épigone du phénomène « crados ».

COLETTE GODARD

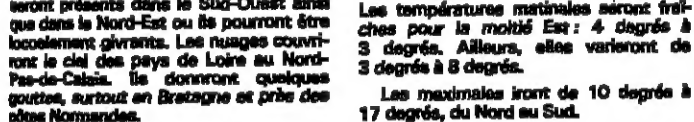
Mort du comédien Roger Pigaut

Roger Pigaut, comédien et cinéaste, est mort le 24 décembre à Paris d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix ans.

Né le 8 avril 1919 à Vincennes, Roger Pigaut a fait ses débuts de comédien au théâtre pendant la guerre en zone libre et au cinéma, à Paris, en 1942, dans *Retour de flamme*, d'Henri Fescourt. Brun, plutôt rude et massif, il tourne dans *Douce*, de Claude Autant-Lara (1943), dans *Sorillège*, de Christian-Jaque (1944), il incarne même le *Napoléon*, de Sacha Guitry (1954). Mais son grand succès reste *Antoine et Anoinette*, de Jacques Becker (1946).

En 1957, Roger Pigaut s'essaye à la réalisation et réussit un film pour enfants *Le Cerf-volant du bout du monde*. Il faudra pourtant attendre 1970 pour qu'il retourne derrière la caméra, avec *Comptes à rebours*. Suivent *Trois milliards sans accuser* (1972), *Le Goupier* (1975). Viennent alors des séries télévisées, dont « Le Jeune homme vert » (1979), d'après Michel Déon, et « Des toques et des étoiles » (1985).

SITUATION LE 25 DÉCEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF1

A 2

FR 3**TF 1**

A2

FR 3

CANAL PLUS

Cinéma : Oliver's story. W
Film américain de John Kory (1978) (v.o.).
Série : Bergerac.

Journal de minuit.

Série : Max folles. Max veut grandir (2).
Jeu : Questions pour un champion.
 Le 19-20 de l'information

CANAL PLUS

LA 5
Cinéma :

17

100-443887-100

FRANCE-CULTURE**FRANCE-MUSIQUE****M 6****LA SEPT****FRANCE-CULTURE****FRANCE-MUSIQUE**

0.30 Concert (donné le 17 novembre lors des Rencontres de Metz): Giardinio religioso, de Maderna; Furiu No Kyô pour soprano et dixsept instrumentalistes, de Zander; Tarza, de Van Keulen; Suite indirecte pour orchestre de chambre, de Aloïse, par l'Orchestre de chambre de la radio néerlandaise, dir. : Hans Zander; sol. : Nancy Shade, soprano.
La galaxie des traditions.
2.30 Club d'archives.

RÉGIONS

CENTRE

Polémique
autour de la cathédrale

Les vieilles pierres de Touraine sont extrêmement sensibles. La mairie de Tours vient d'en faire l'expérience avec le plan de sauvegarde du quartier Cathédrale et l'enquête publique qui s'est ensuivie.

Le 9 octobre dernier, les conseillers municipaux découvrent qu'un projet d'urbanisme envisage la construction d'un ensemble immobilier sur la place même de la cathédrale qui écraserait toute perspective. Les riverains n'ont pas admis cet aménagement et ont créé une association de défense. Pour eux le pseudo retour au médiéval était un prétexte destiné à légitimer l'extension d'une clinique privée en plein domaine public.

Jean Royer a eu beau dire au cours d'une réunion publique que les bâtisseurs de cathédrales voulaient avant tout que leur édifice fasse corps avec les maisons alentour il n'a pas convaincu les contestataires. Forte de ses 1 200 membres, l'Association archéologique de Touraine s'est engagée dans le débat en demandant l'avis d'instances nationales pour se faire une opinion.

Résultat : si le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet, il a émis beaucoup de conditions. D'abord pas question de pasticher une architecture moyenâgeuse. Ensuite, il conseille la suppression d'un étage. Ce qui n'empêcherait pas la réduction du parvis de la cathédrale. On en est là.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Initiatives nîmoises

Le conseil municipal de Nîmes vient d'adopter ce que son maire, Jean Bouquet, a appelé « trois initiatives-clés ».

L'aide complémentaire au logement (ACL). Partant du constat des lacunes de l'aide personnalisée au logement et de l'absence de logement, la ville met ce complément à la disposition des Nîmoises les plus démunies. Pour 1990, environ 1 500 foyers se partageront un budget initial de 3,5 millions de francs.

L'ACL sera versée moyennant la signature d'un véritable contrat avec ses bénéficiaires, ceux-ci restant redevables d'une partie du loyer baptisée « effort minimum des familles ». Objectif : la responsabilisation. Parallèlement, les propriétaires seront mis à contribution, de même qu'EDF-GDF. Ils devront prévenir immédiatement le centre communal d'action sociale en cas d'impayé, afin de permettre une intervention immédiate.

La carte Nîmes accès loisirs. Culture et sport sont deux importants facteurs d'intégration. Le principe est simple : un crédit de 500 francs pour six mois est ouvert à chaque bénéficiaire (1 000 francs pour un couple, plus 200 francs par personne à charge) afin qu'il puisse fréquenter les installations sportives municipales et assister aux spectacles organisés sous l'égide de la Ville à l'Opéra ou aux Arènes. Pour l'accès aux cinémas, des pourparlers sont engagés avec les propriétaires de salles.

Pour l'instant, le critère d'attribution de la carte Nîmes accès loisirs est la qualité de bénéficiaire du revenu minimum d'insertion. Pour 1990, un budget de 1,5 million de francs est prévu.

Les difficultés de la Thiérache

Vervins invente la ville à cinq têtes

Pour relancer l'économie de la Thiérache, M. Jean-Pierre Balligand, maire de Vervins, a proposé aux villes de Marle, du Nouvion, de La Capelle et de Guise de souder leurs destins.

Ah !... les confusions phonétiques. Mais non ! Vervins n'est pas Verdun. La grande guerre, ici comme ailleurs, a laissé des cicatrices qui commencent à disparaître, mais, tout de même, pas au même point de douleur que là-bas, dans la Meuse.

Pourtant, quel mal a Vervins pour se démarquer, pour trouver sa place dans la géographie française, perchée là-haut au nord de l'Aisne, à quelques lieues de la frontière belge ? Dire qu'elle est la capitale de la Thiérache, d'ajouter que cette région répond au jolies nom de « Flandre du Nord », égayée chaque automne par un Festival des églises fortifiées, qui attire musiciens et historiens dans sobornes-quatre hameaux et villages, ne suffit pas, surtout lorsqu'on ne compte que trois mille cent vingt habitants.

Le maire, M. Jean-Pierre Balligand, député socialiste, a beau occuper à l'Assemblée nationale le poste de rapporteur du budget de l'aménagement du territoire, cela ne permet pas à Vervins de sortir du périmètre étroit de notoriété de Picardie. Il a beau organiser cette année la première Foire aux biscuits, l'événement reste de portée locale, évidemment.

Alors, comment se faire mieux connaître (l'obsession de tous les maires des villes petites et moyennes), comment se forger une image qui dépasse l'horizon de la presse locale, redonne une réputation, sortir de l'anonymat ?

Vervins ne peut tout de même attendre mai 1998 et les célébrations du 400^e anniversaire de la paix de Vervins, par laquelle la France et l'Espagne se restituèrent mutuellement des territoires et des places stratégiques, comme Calais, l'Artois ou Port-Louis près de Lorient.

Handicap quasi insurmontable : la petite taille de la ville, dans une région en perte de vitesse depuis deux ou trois générations. Quand il s'agit de la mairie, en 1983, M. Jean-Pierre Balligand, enfant du pays, prend « le taureau par les cornes » : un taureau qui s'appelle économie. « L'économie est la seule clé-

gation que je n'ai pas confiée à un adjoint ; comme ça, si je fais une connerie, les électeurs connaîtront le responsable », lance le maire. Son partenaire efficace : la chambre de commerce. « Aujourd'hui, me fêtais, ce sont les dossiers industriels.

production en France. Mais elle préfère, pour ce retour aux traditions, des bâtiments anciens plutôt qu'une usine standard dans un champ de betteraves. Précisément, l'année d'avant la mairie de Vervins a racheté les 17 000 mètres carrés de la

Marle, du Nouvion, de La Capelle et de Guise, qui avec Vervins forment ensemble sur treize mille habitants, de souder leurs destins économiques. « Il s'agit de gérer en commun, y compris sur le plan financier et fiscal, les dossiers économiques et commerciaux. Nous voulons créer une ville moyenne à partir du regroupement de cinq petites villes et lutter contre l'atomisation pour atteindre le seul critère », explique-t-il.

Pour le moment, le regroupement prend la forme d'une association (où siègent à partés les élus locaux et les responsables d'entreprises, les artisans ou les commerçants), mais évoluera vraisemblablement vers le district, avec, fiscalité spécifique. Et, comme la Thiérache fait l'objet dans le contrat de plan de Picardie, d'un programme d'action concertée du territoire (PACT), chaque chef-lieu de canton va chercher à développer une vocation spécifique. La Capelle, cité du cheval, va, par exemple, avoir une piste de 1 600 mètres ; Le Nouvion se développera autour d'une grande base de loisirs, de Guise, siège du célèbre familistère Godin et mémoire du capitalisme social, qu'impose le privilège d'archéologie industrielle.

Chaque canton doit, bien sûr, tirer profit de la « ville multipolaire », et lorsqu'un projet d'investissement intéresse l'un des quatre autres doivent lui prêter main forte et investir à ses côtés. Ainsi à tour de rôle. Le premier à bénéficier de cette solidarité tournante pourrait être Marle, où la filiale du groupe chimique Bayer projette de construire une importante usine d'acide citrique.

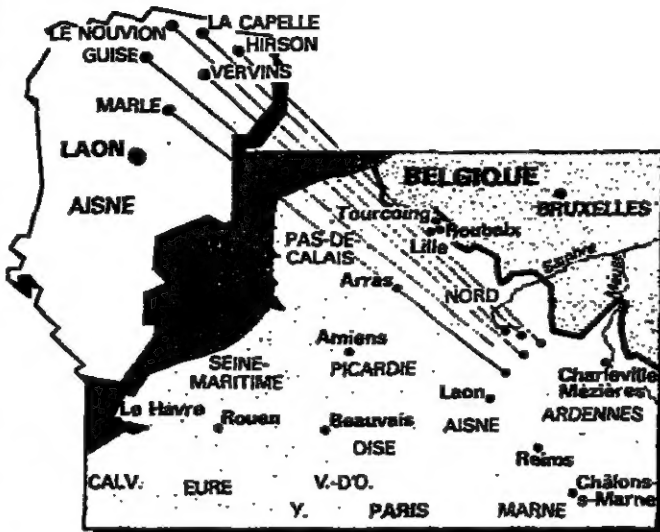
L'investissement relève du véritable eldorado financier : 500 millions de francs ! Mais, bien évidemment, les coûts de viabilisation des terrains (eau, électricité, etc.) doivent être hors de proportion avec le budget de la petite commune de Marle. Ce qu'elle ne peut faire seule, cinq maires y parviendront-ils ? La formule originale de ville multipolaire — à partir de communes qui ne sont pas contiguës, — inédite dans le droit public français peut constituer une réponse. Le jeu en l'occurrence, en vaut la chandelle... même si c'est au prix de quelques cris de douleur chez les contribuables locaux.

FRANÇOIS GROSCHARD

Organiser la solidarité

Deuxième handicap : l'absence, en Thiérache, d'une grande ville qui pourrait jouer le rôle de métropole comme Lille ou Paris, du moins celui d'une capitale régionale. D'où l'idée de mettre en chantier une « ville multipolaire ». Schéma intellectuel ? Vus de l'esprit incompatible avec les contraintes des particularismes locaux ?

Toujours est-il que M. Jean-Pierre Balligand a proposé à ses quatre collègues maires de



Les 14 hectares de la zone industrielle sont remplis. Il faut maintenant trouver d'autres terrains.

De fait, l'usine Heudebert (groupe BSN), la plus importante usine de pain grillé « à la suédoise » d'Europe, qui occupait des bâtiments vétustes dans le centre-ville, s'est agrandie sur la zone industrielle et emploie 320 salariés. L'expansion continue, avec la création d'un centre logistique pour tout le nord de l'Europe, la commune ayant payé sur ses propres deniers l'embranchement ferroviaire. Au total, un investissement privé de 140 millions de francs.

Autorité spécialisée industrielle, une usine filiale du groupe BP, qui fabrique des éléments pour les truites de pisciculture.

Même si ce volait d'activités — et l'hôpital — rapportant des revenus de taxe professionnelle et procurant des emplois, c'est insuffisant, encore, pour forger une réputation et constituer une vitrine.

Voilà le coup de maître ! Il y a trois ans, la célèbre maison de parfums Houbigant, d'origine française mais installée aux États-Unis, cherche un site de

Lestrem, Vallourec, Fives Cail Babcock et Stin industries.

Conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Direction de la Communication. B.P. 2035, 59014 Lille Cedex. Tél. : 20-80-61-07.

PAYS DE LA LOIRE

Le nouvel an du muscadet

Le beaujolais nouveau fait des envieux. Rares sont les campagnes de lancement d'un produit de grande consommation a connu un tel succès, aussi vif, confirmé et amplifié d'année en année. Bien d'autres vignobles ont voulu suivre cet exemple, dont le dernier en date est le muscadet. Le comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais a décidé de fêter désormais régulièrement « le nouvel an du muscadet », coïncidant avec la date de mise sur le marché du produit de la dernière récolte.

Durant le week-end du 15 au 17 décembre, Nantes et son pays ont donc célébré le cru 89, excellent, lui aussi. Les vigneronnes « montées » en fanfare dans la ville, les Nantais leur ont rendu la visite ; à Nantes, un cortège, plus solennel, un cortège réunissant autour du maire de Nantes, Jean-Marc Eyraud, responsables économiques et professionnels a permis de rappeler l'importance qu'un vignoble comme celui-ci représente pour l'ensemble de la région.

Tout d'abord, puisque les 3 000 vignerons qui exploitent quelque 15 000 hectares de vigne et les 40 négociants qui commercialisent un vin de plus en plus diversifié et affiné, réalisent bon an mal an un chiffre d'affaires d'un milliard et demi de francs, dont 55 % à l'exportation et font vivre au total une dizaine de milliers de personnes. Indirectement, puisque le muscadet, dont on souhaite qu'il cesse d'être considéré, comme un « petit vin de comptoir », peut devenir une bonne locomotive pour la promotion de l'ensemble de la région, une sorte de produit d'appel autour duquel pourraient être organisées la présentation et l'illustration de l'ensemble du pays nantais.

POITOU-CHARENTES

Replanter le Marais poitevin

Le Marais poitevin recouvre la vallée de la Sèvre niortaise : 40 000 hectares de canaux et de fossés, entre Niort et la baie de l'Aiguillon. Pays d'eau et de prairies, côté océan. D'eau et d'arbres à l'est, dans le « marais mouillé » où il est devenu difficile d'adapter

l'agriculture aux normes actuelles. En revanche, le tourisme est en progression, sur cette « Venise verte » au caractère profondément original.

En Deux-Sèvres, sur le « marais mouillé » a été constituée une « charte intercommunale » dont la présidence est assurée par Ségoène Royal, député socialiste de la circonscription. Dans le bureau de cette association, des élus de droite comme de gauche, de Niort, la ville chef-lieu, comme de petites communes rurales sont représentés.

L'un des soucis de la « charte du Marais poitevin » est la protection des arbres et notamment la lutte contre le déficit de la production de peupliers. Les besoins de ces régions sont grands et la filière bois est à l'origine de nombreuses entreprises qui surmontent peu à peu la crise de 1980.

Au cours de la dernière réunion, l'association a décidé de planter, en cinq ans, 1 000 hectares de peupliers. La charte aura la maîtrise de l'ouvrage. Elle mettra en place un technicien animateur qui travaillera d'abord à la sensibilisation des propriétaires.

Au cours des mois passés, les prévisions concernant l'arrivée, en 1993, de l'autoroute Nantes-Niort ont inquiété les populations locales. En effet, la traversée du marais par l'autoroute est inévitable. Cependant, tout le monde a aisément admis l'intérêt d'une telle réalisation des points de vue économique et touristique. Les maires attendent beaucoup également du remembrement. A ce propos, Ségoène Royal et la charte intercommunale vont exiger l'application d'un principe : autant d'arbres et de haies replantés que d'arbres et de haies arrachés. En ajoutant que ce remembrement se limitera au strict nécessaire. Il est demandé en outre à l'équipement et aux ASF (société des Autoroutes du sud de la France) de financer une étude sur les conséquences économiques et écologiques de l'ouverture de l'autoroute.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Le Carlton classé

L'Hôtel Carlton sur la Croisette de Cannes vient d'être classé à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Ainsi la façade, la salle de restaurant, le grand escalier et les salons intérieurs de l'imposant bâtiment construit par Robi (celui de l'hôtel et du casino de Nice) en 1911 et actuellement propriété d'un groupe japonais, devraient être classés à l'abri des turbulences immobilières qui ont été fatales à quelques témoins pourtant chargés d'histoire de la vie cannoise : le casino municipal, bien sûr, qui a cédé la place au nouveau palais, et, dans un passé plus récent, l'Hôtel Gonet et de la Reine et le Palais Croisette dont les nostalgiques n'ont pas fini de pleurer les escaliers mythiques que tant de vedettes ont gravi ou descendu dans l'effervescence des Festivals d'antan.

La décision des Bâtiments de France a également pour effet d'assurer la protection totale des immeubles situés dans un rayon de 500 mètres de part et d'autre du Carlton. Ainsi la Malmaison, autre fleuron de l'histoire locale, ne sera-t-elle pas démolie comme un projet le prévoyait. Intervenant après celle de la façade du Palais de la Méditerranée à Nice et celle de la villa Rothschild à Cannes, l'inscription du Carlton à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques souligne la volonté des pouvoirs publics de sauvegarder ce patrimoine architectural du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle qui marque la naissance et le développement de la Côte d'Azur.

Un Guide de la pluriactivité

La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) vient de publier le Guide de la pluriactivité.

Cet ouvrage, qui s'adresse notamment aux agriculteurs des zones fragiles, surtout en montagne, à la recherche de travaux annexes et saisonniers, comporte une série d'indications pratiques relatives à la réglementation sur la fiscalité, les retraites, la protection sociale, les aides publiques. On estime qu'à la fin du siècle, sur 600 000 à 700 000 agriculteurs, 40 % d'entre eux auront d'autres activités, outre l'agriculture.

► Délégation à l'aménagement du territoire, 1, avenue Charles-Floquet, 75700 Paris.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Étienne Benzet, Alexis Bodinot, Olivier Clerc, Raymond Sillard, Michel Vitis. Coordination : Jacques-François Simon.

De Nantes à Bordeaux : un projet baladur

Une « plate-forme » internationale sur les bords de la Garonne ?

Un promoteur luxembourgeois, Rolf Reding, tente actuellement de transporter de Nantes à Bordeaux un projet de cité internationale des affaires qui n'a pas réussi à voir le jour sur les bords de la Loire. L'idée du Luxembourgeois est d'offrir à des sociétés de négoce international et à des PME du monde entier, « une plate-forme d'accès au marché européen ».

Construite près du centre-ville mais proche également du centre de stockage portuaire, la cité offrirait, selon Rolf Reding, jusqu'à 100 000 mètres carrés de bureaux et de halls d'exposition dans un immeuble « intelligent » entouré de « l'environnement bancaire et administratif indispensable ». Elle serait coiffée par une société de gestion qui interviendrait activement dans la recherche de marchés tant pour son propre compte que pour celui des locataires de la cité.

Mais l'originalité du projet tient au système d'avantages fiscaux imaginé par Rolf Reding : stockage en magasins francs (sans droits de douane), libre accès au marché

monétaire international, fiscalité des quartiers généraux européens applicable aux filiales des grands groupes qui s'installeraient dans la cité.

Initialement, le Luxembourgeois avait jeté son dévolu sur Nantes. Il y avait élaboré un projet avec un associé installé dans la place, Jean Guy Reisdorff. Il avait également obtenu l'appui de l'ancien président du port autonome de Nantes, René Régent. La cité internationale des affaires devait s'élever dans l'île Sainte-Anne, à l'emplacement des anciens chantiers navals Dubigeon.

En décembre 1987, une association, regroupant conseil régional, conseil général, villes de Nantes et de Saint-Nazaire, chambre de commerce et port de Nantes, avait, semble-t-il, obtenu de Jacques Chirac, alors premier ministre, les dérogations fiscales réclamées par le promoteur.

Cependant, Rolf Reding n'a pas la suite décrochée ni le permis de construire ni le terrain convoité. Le

renversement politique local et national de 1988 a-t-il fait capoter le projet, comme le laisse entendre l'homme d'affaires ? Ou a-t-il échoué à cause d'un « dossier technique et financier complet et sérieux » ? Cette version prévaut au ministère des finances où l'on s'interroge toujours sur « la capacité de réalisation » du promoteur.

Au cours de l'été 1989, Rolf Reding a engagé des contacts exploratoires à Bordeaux. La capitale d'Aquitaine cherche un second souffle économique et voudrait renouer avec son brillant passé portuaire et marchand. Elle est en train d'aménager sa rive droite face aux prestigieuses façades du dix-neuvième siècle, sous la houlette de la Caisse des dépôts et consignation et de l'architecte catalan Ricardo Bofill. Le duo Reding-Reisdorff a pris une option sur un terrain de ce quartier susceptible d'accueillir 50 000 mètres carrés de bureaux. Le Crédit lyonnais a octroyé une caution de 2,5 millions de francs.

Le scénario déjà mis en œuvre à Nantes est repris à Bordeaux. Une association regroupant les collectivités locales, dénommée AGIR, est en cours de constitution. Elle devra solliciter les fameuses dérogations fiscales demandées par Rolf Reding auprès du gouvernement français et aussi auprès de la CEE. La demande de permis de construire a été déposée début décembre.

Rolf Reding a convoqué personnellement la maquette de son projet à la mairie de Bordeaux, le 14 décembre, pour la présenter aux élus. « Nous prendrons toutes les précautions », assure de son côté Jacques Valade, premier adjoint de Jacques Chaban-Delmas, en charge de l'économie bordelaise. Rolf Reding et son adjoint se disent prêts à ouvrir leur chantier dès le printemps 1990. Ils observent cependant la plus grande discrétion sur la façon dont ils entendent financer un investissement chiffré à 700 millions de francs.

GINETTE DE MATHA

LAISSE

Les professionnels

Les professionnels de la région de la Côte d'Azur ont été réunis à Cannes pour une conférence de presse. Ils ont discuté de la situation économique et sociale de la région, et de la nécessité de mettre en place des mesures de soutien. Les participants ont souligné l'importance de la coopération entre les différents acteurs du territoire, et ont appelé à une action concertée pour relever les défis de la région. Les professionnels ont également abordé les questions de développement durable, de protection de l'environnement, et de promotion du tourisme. La conférence a été l'occasion de présenter les travaux de la commission de la Côte d'Azur, et de recueillir les avis et suggestions des professionnels. Les conclusions de la conférence seront prises en compte dans les décisions de la commission.

FRANÇER

La Banque du J

La Banque du J a été créée pour répondre aux besoins des professionnels de la région. Elle a pour objectif de faciliter l'accès au crédit, et de soutenir les entreprises locales. La Banque du J est une institution financière à but non lucratif, qui est gérée par un conseil d'administration composé de représentants des différents secteurs de l'économie. La Banque du J a déjà financé plusieurs projets d'investissement, et a permis à de nombreuses entreprises de développer leur activité. La Banque du J continue de travailler pour améliorer les conditions de crédit, et pour soutenir le développement économique de la région.

COURSE

L'exc

L'excursion a été organisée pour les professionnels de la région. Elle a permis de visiter les sites naturels de la région, et de découvrir les richesses culturelles de la région. Les participants ont pu profiter d'un programme riche en activités, et ont pu échanger sur les expériences de chacun. L'excursion a été un succès, et a permis de renforcer les liens entre les professionnels de la région. Les organisateurs ont reçu de nombreuses félicitations pour la qualité de l'organisation, et ont promis de continuer à organiser des événements de ce type.

INSOLI

Saké californ

Saké californien a été présenté lors d'une dégustation. Le saké californien est une bière locale, qui est fabriquée à partir de céréales locales. Elle a un goût unique, et est très appréciée des amateurs de bière. La dégustation a permis de découvrir les qualités du saké californien, et de promouvoir sa consommation. Les organisateurs ont reçu de nombreuses félicitations pour la qualité de l'organisation, et ont promis de continuer à promouvoir le saké californien.

TOURISME

Troisième saison blanche... et sèche consécutive

Les professionnels des sommets sur la mauvaise pente

Les massifs montagneux attendent toujours l'arrivée des chutes de neige pour permettre l'ouverture des domaines skiables des stations. Pour la troisième année consécutive, la saison blanche a, pour le moins, du mal à se mettre en piste.

GRENOBLE

Je note correspondance

« Un hiver de plus sans neige et nous couler », affirment à la fin de la saison de ski 1988-1989 un grand nombre de professionnels des sports d'hiver. Les exploitants de remontées mécaniques comme les industriels spécialisés dans le matériel et le vêtement viennent en effet de connaître deux années de faible enneigement.

Tous les massifs montagneux français avaient été victimes, plus ou moins fortement, des aléas de la température. Les stations des Alpes du Sud et celles situées à moins de 1 400 mètres d'altitude, dans les Alpes et les Pyrénées, avaient beaucoup souffert de la pénurie de neige, tandis que les plus élevées d'entre elles, mieux pourvues en neige blanche — une vingtaine, situées pour la plupart dans les Alpes du Nord, qui réalisent plus de 50 % du chiffre d'affaires de la profession — pouvaient afficher des chiffres d'affaires en hausse de 15 à 35 % comme l'Alpe d'Huez (Isère) ou la Plagne (Savoie).

Globalement, la profession, qui réunit 560 exploitants de remontées mécaniques et qui fait fon-

ctionner 4 000 appareils, voyait son chiffre d'affaires faiblement baisser, de 2,75 milliards de francs pour 1987-1988, à 2,65 milliards de francs l'hiver dernier (1). « Ces chiffres cachent des situations très diverses, allant du sinistre total à la plus insolente prospérité », affirme l'un des responsables du syndicat national des téléphériques. Les sociétés les plus fragiles n'ont pas résisté à la « tempête » et ont dû déposer leur bilan, comme celle qui gère la station de Bellevaux (Haute-Savoie). D'autres connaissent de graves difficultés financières comme Gréolières et la Colmanne (Alpes-Maritimes), les Sept-Laux (Isère) ou Pra-Loup (Alpes-de-Haute-Provence). Plus de la moitié des 490 centres de ski traverseraient une période particulièrement difficile qui pourrait bien leur être fatale si la neige ne se met pas enfin à reconquérir leurs pentes.

Des industries liées à la météo

Les premiers effets du manque de neige se sont fait sentir sur le niveau des investissements réalisés au cours de l'été 1989 en montagne. Alors que l'année précédente — période de tous les records mais surtout celle qui précède les élections municipales — 960 millions de francs furent dépensés pour l'installation de nouvelles remontées mécaniques, 670 millions seulement ont été financés en 1989 les nouvelles installations qui sont toutefois concentrées pour une grande part dans la vallée alpine de la Tarentaise. Quant aux investissements immobiliers, ils

ont, eux aussi, fléchi, principalement dans les stations de moyenne et de basse altitude, tandis qu'ils se concentraient autour des domaines skiables les plus prestigieux et les plus élevés.

Le rythme annuel de construction de lits en montagne qui se situait depuis cinq ans entre 35 000 et 40 000, dont près de 10 000 pour la seule vallée de la Tarentaise, devrait être en net recul. Là aussi on constate une très grande diversité entre les stations : celles de renommée internationale continuant d'attirer les grands investisseurs. « Jusqu'aux Jeux olympiques d'Albertville, l'élan en faveur de la Savoie ne devrait pas se démentir », estime M. Jean-Luc Mesnager, directeur adjoint du service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.

Industrie saisonnière dépendant très étroitement des conditions météorologiques, et notamment du froid et de la présence de neige, l'industrie des articles et de la mode sports d'hiver traverse elle aussi une période de grosses difficultés. La conjoncture climatique défavorable depuis trois ans a fait chuter de 10 à 30 % le marché du matériel de ski et celui des vêtements. La firme Dynamic installée à Saint-Etienne-de-Saint-Georges (Isère) a dû réduire cette année de trente mille paires de skis sa production, qui s'établit désormais à 250 000.

Seules les exportations en direction du Japon, gros consommateur de produits haut de gamme et à forte notoriété et dont le marché est en croissance de plus de 10 % par an, et vers les États-Unis — au total 90 000 paires — ont permis à

cette entreprise de surmonter la diminution de ses ventes sur les marchés français et européens (2).

L'industrie du vêtement, très dispersée, à la différence de celle du matériel de ski — spatules, chaussures et fixations — a subi de plein fouet les conséquences de la douceur des températures et du manque de neige. Certaines entreprises ont disparu comme Mossant, la société Eder a été reprise par K-Way, et Rossignol s'est séparé de la marque Killy, qui avait enregistré des pertes importantes.

Restructurations en cours

Parmi la centaine de marques qui se partagent le marché du vêtement « neige », un vaste mouvement de restructuration et de regroupement est en cours. Une épurée du même type que celle qui eut lieu pour le matériel au début des années 80, faisant suite à une période de deux hivers sans neige aux États-Unis et en Europe, devrait se poursuivre. Si les sommes continuent encore à être dégarnies, les mutations attendues dans les industries liées au vêtement devraient se précipiter.

CLAUDE FRANCHILLON

(1) Au cours de la décennie 70, l'augmentation annuelle du chiffre d'affaires des sociétés de remontées mécaniques fut en moyenne de 10 %. Entre 1980 et 1986, elle tomba à 5 %.

(2) Il s'agit de la vente au Japon 1,4 million de paires de skis chaque année et un million aux États-Unis. Le marché mondial du ski est estimé entre 5 et 6 millions, dont la moitié est achetée en Europe.

SOCIAL

La recomposition du marché du travail

Les liens ambigus entre croissance et emploi

« La croissance fait reculer le chômage », affirme l'INSEE dans la dernière livraison de sa revue (Économie et statistique, n° 226, novembre 1989), au vu de l'évolution constatée en 1988. Mais l'article, rédigé par M. Thierry Lacroix, montre aussi à quel point cette appréciation d'ensemble doit être nuancée, tant les mouvements contradictoires se multiplient sur un marché du travail convalescent. Il y a plusieurs vérités pour une même réalité. Les définitions ou les catégories traditionnelles ne rendent plus compte des changements qui se sont opérés pendant la crise et depuis la reprise.

Dans ce que les statisticiens appellent « le bouclage », tous les chiffres concordent pour démontrer que, en 1988, la relance de l'emploi et de la croissance a bien mordu sur le chômage. Au total, 240 000 emplois supplémentaires ont été créés avec une progression inconnue depuis 1976. La population active a augmenté de 125 000 personnes, disponibles pour travailler. Calculé au sens de la définition du BIT, reprise dans l'enquête emploi annuelle, le chômage a diminué de 3,3 %, soit de 120 000 entre mars 1987 et mars 1988, et encore de 5,1 % entre mars 1988 et mars 1989.

Tout paraît satisfaisant. Les services marchands aux entreprises, dont le travail temporaire, augmentent leurs effectifs. L'industrie cesse de perdre des emplois et parvient à en créer dans certains secteurs. Pour la première fois de la décennie, le nombre des emplois stables aurait progressé, et les hommes, jeunes ou vieux, profitent de la reprise. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée aidant, les taux de chômage baissent, y compris pour les catégories les moins formées.

Pourtant, tout n'est pas aussi rose. Peu suspecte de vouloir tenir le tableau, l'ANPE comptabilise pour sa part une baisse de 0,5 % du nombre des demandeurs d'emploi, supérieur de près de 500 000 à l'estimation de l'INSEE, basée sur les définitions du BIT, les « champs » n'étant pas identiques. Or, c'est semble-t-il dans la différence entre les deux chiffres que passe la recomposition en cours du marché du travail, avec ses zones d'ombre et ses apparentes contradictions.

Pour promouvoir une nouvelle gestion sociale de l'emploi

M. Soisson relance la « modernisation négociée »

Soucieux de ne pas voir le thème de la « modernisation négociée » devenir une expression vide de sens, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail a souhaité, le 21 décembre, faire le point d'une tentative de gestion sociale de l'emploi, et de l'ensemble des entreprises qu'il appelle de ses vœux et en faveur de laquelle plusieurs dispositions d'aide ont été prises. Du rodage, en 1989, l'intention est de passer à la généralisation en 1990, le ministre étant convaincu que la « modernisation négociée » sera la grande affaire de la décennie.

Avec des degrés d'avancement divers, une trentaine de branches professionnelles ont accepté de signer des contrats d'études prévisionnelles qui permettent de faire le bilan et de recenser les besoins. Pour aller au-delà, les pouvoirs publics seraient disposés à apporter leur appui, y compris financier, à des programmes qui assureraient la formation des négociateurs dans les entreprises pour l'ensemble des partenaires sociaux afin d'engager une deuxième étape. Parallèlement, des aides au conseil pour la gestion sociale pourraient être accordées aux entreprises — 700 en ont déjà bénéficié — qui feraient appel à des cabinets privés, soit pour étudier les questions d'emploi ou de conditions de travail, soit pour aborder la gestion prévisionnelle des effectifs. Le dispositif rentrera en vigueur le 1^{er} janvier, doté de 65 millions de francs, et sera géré de façon déconcentrée par les directeurs départementaux du travail et de l'emploi.

De plus, des diagnostics courts pourront être entrepris, avant le choix d'un conseil, qui seraient effectués par des intervenants publics tels que l'ANACT (agence nationale pour l'amélioration des

conditions de travail), en fonction de la demande pour 12 millions de francs.

Le tout devrait s'accompagner d'un soutien aux actions rendues nécessaires, dans les entreprises, notamment en matière de formation. A la suite d'un accord de branche, puis d'un accord d'entreprise, l'État apporterait son aide pour financer des opérations longues de requalification du personnel. Certains secteurs professionnels sont intéressés par cette démarche, dont l'UTIMM (union des industries métallurgiques et minières) qui s'occupe de la formation des plus de quarante-cinq ans, ou la sidérurgie qui pourrait trouver là un élément de réponse à ses difficultés démographiques, au moment où la CGPS (convention sociale spécifique) vient à échéance.

Dans le même esprit, M. Dominique Taddei, auteur d'un rapport déjà ancien sur l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, liés à la réduction du temps de travail, est chargé de la mise en œuvre du système de crédit d'impôt décidé par le gouvernement pour favoriser cette solution à la fois économique et sociale. L'ancien député socialiste mènera une mission d'animation en ce sens.

Pour populariser ces méthodes et trouver sur le terrain des exemples probants de « modernisation négociée », enfin, M. Jean-Pierre Soisson participera au premier semestre à une série de rencontres régionales, sur le modèle de ce qui a été fait pour le développement local. Ces assises réuniront des employeurs, des syndicalistes et des représentants des pouvoirs publics, dont le ministère de l'Industrie, qui adhère lui aussi à la formule.

A. Le.

ÉTRANGER

Craignant une hausse de l'inflation

La Banque du Japon porte son taux d'escompte à 4,25 %

La Banque du Japon a décidé lundi 25 décembre de relever d'un demi-point son taux d'escompte pour le porter à 4,25 % son niveau le plus élevé depuis 1986. C'est la troisième fois de l'année que la Banque centrale du Japon procède au relèvement du taux de l'escompte, qui, en mai dernier, se trouvait encore à 2,5 %, soit au niveau le plus bas depuis la dernière guerre mondiale.

Dans un communiqué, le gouverneur de la Banque du Japon déclare espérer que « cette mesure contribuera à favoriser une croissance soutenable fondée sur une

forte demande intérieure tout en conservant des prix stables ». Le ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, a qualifié d'« opportune » la décision de la Banque centrale.

Comparé à celui des autres pays, le taux d'inflation est relativement bas au Japon (+2,5 %). La Banque centrale craint cependant que la faiblesse actuelle du yen n'entraîne la hausse des prix des produits importés. En outre, la forte croissance économique du Japon entraîne une demande de main-d'œuvre et donc une hausse des salaires.

BOURSE

TOKYO, 25 décembre

Raffermissement

Après avoir évolué en dents de scie, le marché nippon s'est brutalement raffermi dans l'après-midi. En clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 38 423,62, en hausse de 383,23 points (+1 %).

Manifestement, la décision de la Banque du Japon de relever d'un demi-point son taux d'escompte a été bien accueillie.

L'activité s'est tout de même ralentie, avec tout juste 400 millions de titres échangés, contre plus de 500 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 22 déc.	Cours du 25 déc.
Asahi	856	850
Fujitsu	1 680	1 720
Canon	3 980	4 000
Saijō	1 810	1 820
Hitachi	2 270	2 290
Yamaha	1 120	1 140
Sony	8 400	8 570
Toyota	2 520	2 580

INSOLITE

Saké californien

La Californie avait déjà ses vins, elle s'en va bientôt son saké. La compagnie Gekkeikan, de Kyoto, premier producteur japonais de saké, est allée à la recherche d'un terroir propice dans la vallée de Sacramento, à l'ouest de la Californie, où le marché se développe rapidement avec 6,4 millions de litres consommés chaque année. La principale raison de

cette implantation, selon Gekkeikan, qui distribue déjà le saké japonais dans quarante-huit États de l'Union, n'est cependant pas le marché mais le goût de l'eau, et surtout celui du riz produit dans la vallée de Sacramento. L'usine, qui produira 900 000 litres de saké par an, sera totalement japonaise puisque les associés de la société Gekkeikan dans le projet sont les compagnies Ajinomoto et Sanroku, deux leaders de l'agroalimentaire nippon.

Rapprochement entre Rabobank et Interpolis

Les Pays-Bas s'ouvrent à la « Bancassurance »

AMSTERDAM

de notre correspondant

1990 s'annonce comme l'année de l'avènement de la « bancassurance » aux Pays-Bas. La banque coopérative Rabobank, numéro trois du marché bancaire, et la société d'assurance Interpolis ont révisé vendredi 22 décembre leur projet d'une « forme poussée de coopération ».

Le terme « fusion » n'a pas été exprimé et la voie juridique qu'emprunteront le Rabobank et Interpolis pour se rapprocher ne sera connue que dans les trois prochains mois. Mais le banquier et l'assureur veulent mettre sur pied « une offre intégrée de leurs produits à des conditions aussi avantageuses que possible ».

Cette justification est moins banale qu'il n'y paraît et le Rabobank et Interpolis font plus que de développer des liens existants (la première possède 11 % de la seconde dont elle distribue les polices). Les Pays-Bas sont en effet

l'un des derniers pays de la CEE où les participations croisées entre banques et compagnies d'assurance sont limitées à 15 %. Mais cette réglementation ne sera plus valable à compter du 1^{er} janvier prochain... et ceci explique bien évidemment cela.

Déjà en mars dernier, l'assureur AMRO, troisième du marché néerlandais et le réseau de caisses d'épargne, VSB avaient clairement annoncé leur prochain mariage. Plus récemment, trois petits établissements bancaires et les sociétés d'assurance Centraal et Concordia, tous liés au mouvement syndical, ont fait savoir qu'ils envisageaient de se rapprocher.

Mais le marché des services financiers ne sera vraiment bouleversé que lorsque les grandes banques commerciales (ABN, AMRO, NMB-POSTBANK) et les grandes compagnies d'assurance (Nationaal Nederlanden et Agon) seront entrées à leur tour dans la danse.

CHRISTIAN CHARTIER

Long John et Beefeater changent de propriétaire

Allied Lyons acquiert les alcools de Whitbread

Le britannique Allied Lyons vient d'acquiescer au rachat de Long John et le gin Beefeater à la gamme de spiritueux. Cette acquisition de la division vins et alcools du brasseur Whitbread, annoncée le 22 décembre permet à ce groupe de consolider sa place parmi les quatre grands mondiaux de spiritueux, aux côtés des autres britanniques Grand Metropolitan et Guinness et du canadien Seagram.

En 1988, Allied Lyons qui outre les vins et spiritueux, est présent dans les secteurs de la bière et certains produits alimentaires a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de livres (42 milliards de francs) et un bénéfice net de 502 millions de livres (4,7 milliards de francs).

Le rachat de Whitbread s'élève à 545 millions de livres (5,1 milliards de francs), une somme qui d'après les analystes est révélatrice de la valeur considérable prise par les grandes marques sur le marché des spiritueux. Au cours du dernier exercice, Whitbread a réalisé un chiffre d'affaires de 214 millions de livres (2 milliards de francs) et un bénéfice net de 23,5 millions de

livres (2 milliards de francs) et un bénéfice net de 23,5 millions de livres (216 millions de francs). Outre les marques Long John et Beefeater, ce rachat comprend les whiskeys Laphroaig et Black & White, la société américaine Buckingham qui distribue le whisky Cutty Sark et la Bénédicte aux États-Unis et une participation de 85 % dans Atlas Peak Vineyards, un producteur de vin californien.

Le 21 décembre Allied Lyons avait par ailleurs réussi une OPA de 325 millions de dollars (1,8 milliard de francs) lancée le 17 novembre dernier sur Dunkin Donuts, une chaîne américaine de restauration rapide spécialisée dans les beignets. Pour réduire sa dette, le groupe britannique compte sur la vente de 275 hôtels Embassy estimés à 275 millions de livres (2,5 milliards de francs) et quelques autres opérations immobilières.

De son côté la brasserie Whitbread a indiqué qu'elle allait désormais se consacrer à la modernisation de ses pubs et à de nouvelles acquisitions d'hôtels et de restaurants.

La célébration des fêtes de Noël en Chine et en RDA

Pour le magazine américain « Time »
M. Gorbatchev est l'« homme de la décennie »

L'hebdomadaire américain Time a désigné le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev « homme de la décennie », parce qu'il est la force derrière les événements les plus importants des années 80 et parce que ce qu'il a fait va vraisemblablement modeler l'avenir.

Le magazine, qui dit depuis soixante-trois ans l'homme de l'année, a estimé que M. Gorbatchev méritait d'être le premier « homme de la décennie ». Le dirigeant soviétique avait déjà été nommé « homme de l'année » en 1987, car il symbolisait aux yeux de Time un espoir de voir émerger une nouvelle Union soviétique.

« Cette année, alors que l'attention du monde rebondit de l'agitation en faveur de la démocratie en URSS au massacre de Pékin et aux révoltes pacifiques en Europe de l'Est, il est devenu évident que nous assistons à une série d'événements qui ont débuté bien avant 1989, et dont l'impact s'étendra à la prochaine décennie, voire au siècle prochain », a expliqué l'hebdomadaire. « Confirmer notre choix à 1989 semblait inadéquat, c'est pourquoi nous avons nommé M. Gorbatchev homme de la décennie », a-t-il ajouté.

Seul le premier ministre britannique Winston Churchill avait ainsi dépassé le cadre de l'année : Time l'avait désigné « homme du demi-siècle » en 1949. — (AFP.)

A Pékin, sous haute surveillance

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités craignent visiblement le pire pour cette messe de Noël qui, cette année à Pékin, était l'occasion des tout premiers rassemblements publics à se tenir sans être formellement organisés par le régime. Peut-être pas tant des chrétiens chinois eux-mêmes que de la foule de curieux, jeunes en quasi-totalité, qui viennent respirer, dans ces lieux de culte d'une culture étrangère, une bouffée d'Occident, avec des arrière-pensées pas toujours déguisées envers le Parti communiste.

Aussi bien, c'est sous une surveillance policière particulièrement visible que les chrétiens de la capitale chinoise — quarante-cinq mille personnes selon le chiffre officiel, bien plus si l'on compte les fidèles de « l'Eglise du silence », clandestine — ont célébré la Nativité.

Outre les policiers en uniformes pour la première fois installés à l'intérieur même de la cathédrale, on pouvait voir, là comme dans d'autres églises, quantité de mouchards en civil, jeunes policiers infiltrés dans la foule et chargés de doubler le service d'ordre officiel qu'assure dans de telles occasions le personnel local de l'Association patriotique de Chine, seule branche reconnue du clergé chinois.

Un vice-maire de Pékin, la semaine dernière, avait exhorté le peuple chrétien, dans une interview à l'agence officielle Chine nouvelle, à « résister aux infiltrations des forces religieuses réactionnaires de

l'étranger et contribuer à la stabilité et au développement de la capitale ». Ces mots codés signifiaient que Pékin s'inquiète de la présence clandestine en Chine d'émissaires de congrégations extérieures, de Rome en particulier, avec laquelle le clergé chinois a dû rompre à la suite de la guerre de Corée.

Des sources qualifiées ont fait état d'arrestations opérées depuis les troubles du printemps, en province principalement, au sein de communautés religieuses chinoises pratiquant le culte hors du cadre officiel soumis au contrôle du Parti communiste.

Un air de complète désolation

Dans la même dépêche de l'agence Chine nouvelle, l'évêque de Pékin, Mgr Michael Fu Tieshan, consacré sans la bénédiction du Saint-Siège en 1979, était parvenu à glisser une remarque négative sur le retour à la liberté de culte : se disant dans l'ensemble « satisfait », il avait souligné pourtant que « la restitution à l'Eglise de ses propriétés, pose encore problème ».

Quatre cents personnes sont baptisées chaque année, selon la presse communiste, dans la seule capitale chinoise, qui compte aujourd'hui douze églises catholiques et dix temples protestants. Le régime de Pékin a annoncé en juillet comme une nouvelle d'une extraordinaire importance, l'entrée dans les ordres, au couvent Saint-Joseph, de sept jeunes sœurs, pour la première fois depuis la victoire communiste de 1949.

Mgr Fu a officié en un lieu symbolique, l'église Saint-Michel, située dans ce qui fut le quartier des légations étrangères du temps de la Chine semi-colonisée par l'Occident. C'était la première messe de la veille de Noël célébrée dans cette église depuis sa restauration.

Comme les rares édifices encore debout de cet ancien quartier européen, l'église avait longtemps affiché un air de complète désolation, avec sa croix pendante, cassée en deux pendant la révolution culturelle. Sa remise à neuf par le régime, avec un an de retard sur la date prévue pour la fin des travaux, est destinée à en faire une vitrine de la liberté de culte que le Parti communiste s'est engagé à tolérer. Sous haute surveillance...

FRANCIS DERON

□ **TAIWAN** : dix ans de prison pour le dissident Hsu Hsin-liang. — Le dissident taiwanais, arrêté en septembre dernier à son retour à Taïwan, après dix ans d'exil aux Etats-Unis, a été condamné, samedi 23 décembre, à Taïpei, à dix ans de réclusion pour sédition par la Haute Cour. L'accusé prévoyait, de toute évidence, de renverser le gouvernement, a indiqué le juge, lisant le verdict. M. Hsu, quarante-huit ans, ancien magistrat, avait plaidé non coupable. La condamnation de M. Hsu a été commuée par la cour en une peine de prison de six ans et huit mois fermes, en raison d'une amnistie présidentielle décrétée en janvier 1988. Il a, d'autre part, été privé de ses droits civiques pour quatre ans en raison de son entrée illégale dans le pays. — (AFP.)

A Berlin, sans visa

BERLIN

de notre envoyé spécial

Les messes de minuit célébrées dans les deux Berlins ont connu cependant, cette année, une affluence un peu plus grande que les années précédentes : cela était dû pour une bonne part à la présence de très nombreux Allemands de l'Ouest qui avaient décidé de venir passer les fêtes dans la ville ouverte. Le renfort des Rhénans et des Bavarois a été fort utile aux catholiques, qui sont en minorité dans l'ex-capitale.

Une église, pourtant, a vu sa fréquentation faire un bond spectaculaire, de zéro personne l'an passé à plus de mille cette année : l'église protestante du Sauveur, à Secow, située à la limite entre Berlin et Potsdam. Même le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, librettiste notoire, avait tenu à assister à l'office de la nuit de Noël dans cette petite église de style néo-byzantin, et dont le principal objet de fierté est une cloche datant de 1412.

Les Occidentaux passent à l'Est

Depuis vingt-huit ans, cette cloche était restée muette, et le dernier premier communiant de cette paroisse est aujourd'hui un père de famille quadragénaire. Situé dans le no man's land entre le mur et la rivière Havel, qui marque la limite entre Berlin-Ouest et

Potsdam, elle n'était plus accessible aux fidèles de Secow, depuis 1961. Ils étaient contraints d'aller faire leurs dévotions à Babelsberg, quelques kilomètres plus avant dans le territoire de la RDA.

Cette veille de Noël 1989 était également la première journée où les Berlinois de l'Ouest étaient autorisés à se rendre à Berlin-Est sans visa : ils ont largement fait usage de ce nouveau droit, et la foule occidentale s'est répandue sur Unter den Linden et l'Alexanderplatz. Le ciel était lourd et gris, et, tous les lieux publics étant fermés pour cause de fête, on remit à plus tard l'exploration systématique des richesses de l'autre Berlin — musées, cafés et autres lieux célèbres.

Berlin-Est comme Ouest, s'enfonça comme chaque année dans un torpéur de deux jours — le 26 décembre est aussi un jour férié ; le commerce, la politique font relâche. La « trêve des confiseurs » n'est pas ici un vain mot. Elle n'est égratignée que dans le quartier de Kreuzberg, où vont se réfugier tous ceux que Noël à Berlin laisse, au sens propre, sur leur faim. Que les cent vingt mille Turcs qui se sont, en fin des années installés ici, en soient remerciés : grâce à eux, et à leurs réseaux de boutiques et de restaurants à kebabs, le voyageur peut attendre sans mourir de faim ou d'ennui que Berlin se réveille.

LUC ROSENZWEIG

L'ESSENTIEL

DEBAT

Union soviétique : « Les Amis grises », par Emile Vorillon • Conseil constitutionnel : « La semaine par les particuliers », par Jean-Jacques Dupeyron 2

ETRANGER

La révolution roumaine 3 a 6

L'intervention américaine au Panama 6

POLITIQUE

Le débat au sein du PCF
M. Viol-Massat, député communiste de la Loire, suggère à M. Marchais de quitter son poste 7

La préparation du congrès du PS
Un point de vue de M. Roland Castro 7

SOCIETE

Le plan « vert » de M. Thatcher
Le gouvernement britannique annonce un plan de lutte contre la pollution, comportant notamment un contrôle des importations de déchets industriels 8

Le crime presque parfait de Belle-Ile-en-Mer
Aux prises avec des difficultés financières, une jeune femme avait maquillé l'assassinat de ses parents en un accident de voiture. Elle avait organisé le double meurtre en possédant un véhicule loué pour l'occasion du haut d'une falaise. Un an après, elle est inculpée et écrouée 8

Le départ du Paris-Dakar
Sur le terrain boueux de Chevilly-Larue, le prologue du raid Paris-Dakar a été marqué par l'abandon de Jacques Laffite 9

CULTURE

Cannes, l'autre festival
Il y a le grand, celui du mois de mai, et l'autre qui se passe en décembre, et veut faire connaître des réalisa-

EN BREF

□ **BIRMANIE** : trois ans de travaux forcés pour le chef du principal parti d'opposition. — M. Tin Oo, président de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), principal parti d'opposition au régime militaire au pouvoir en Birmanie, a été condamné, vendredi 22 décembre, à trois ans de travaux forcés, a annoncé le radio d'Etat birman. « U Tin Oo a été reconnu coupable d'avoir rencontré des membres des services de défense [armée] qui manifestaient durant les troubles de septembre et octobre 1988, d'avoir fourni une aide financière et d'avoir participé à une agitation visant à la désintégration du service de défense », a précisé le radio. M. Tin Oo avait été placé en résidence surveillée le 20 juillet 1989 en même temps que M. Aung San Suu Kyi, quarante-quatre ans, secrétaire général de la LND. — (AFP.)

□ **BRESIL** : un prêtre français travaillait depuis neuf ans au Brésil, l'abbé Gabriel Maire, cinquante-trois ans, a été assassiné par balles, samedi 23 décembre, dans un quartier pauvre de Victoria, dans l'Etat de l'Espírito Santo, au sud-est de Rio de Janeiro. La police pencherait pour l'hypothèse d'un crime crapuleux, mais selon les déclarations de l'archevêque de Victoria, un crime politique ne serait pas à exclure car le père Gabriel Maire « avait reçu plusieurs menaces de mort ». — (AFP.)

□ **BURKINA-FASO** : sept exécutions. — Sept personnes auraient été exécutées dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 décembre et une trentaine d'autres, pour la plupart des militaires, ont été arrêtées en fin de semaine et sont actuellement détenues à Ouagadougou, a-t-on appris, lundi, de source bien informée dans la capitale burkinabè. — (AFP.)

□ **COLOMBIE** : nouvelles extraditions de trafiquants de drogue. — Un avocat colombien, Victor Eduardo Mesa-Mosquera, trente-cinq ans, a été extradité, dimanche 24 décembre, de Colombie vers les Etats-Unis où il était recherché depuis 1984 pour trafic de cocaïne. Par ailleurs, la police colombienne devrait extraditer dans les prochaines heures une ressortissante britannique d'origine colombienne, Claudia Maria Goldworthy, recherchée en Grande-Bretagne pour trafic de drogue. — (AFP.)

Mgr Desmond Tutu en Terre sainte :

« Les juifs ont droit à leur Etat indépendant »

BEIT-SAHR (Cisjordanie)

de notre correspondant

« Tutu-P.L.O. yes, Israël no. » Le slogan était joyeusement scandé par des centaines de Palestiniens réunis sur une des collines de Beit-Sahr, cette petite ville chrétienne du sud de la Cisjordanie où Mgr Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix et chef de l'Eglise anglicane d'Afrique du Sud, avait choisi d'aller prêcher dimanche 24 décembre.

Accompagné de son hôte palestinien, Mgr Samir Kapity, évêque anglican de Jérusalem, Mgr Tutu s'est rendu à la gracieuse « champ des bergers », là où la légende veut que des bergers aient aperçu une étoile annonçant le miracle de la naissance d'un fils de Dieu. C'est, sur une colline en pente douce plantée de pins parasols, un lieu de grande sérénité qui surplombe la dépression de la mer Morte et que dominent, à l'est, les monts de Moab. Littéralement, Beit-Sahr veut dire « le lieu d'où l'on voit ». C'est aussi cette ville de douze mille à treize mille chrétiens, à l'automne, fut bouclée durant près de quatre semaines pendant que l'armée procédait à des saisies massives pour y briser une grève des impôts.

Compliments fréquemment entendus en cette veille de Noël : « Il n'y a pas grand-chose à célébrer cette année, alors qu'une centaine de résidents sont encore emprisonnés et que certains commerçants sont privés de leurs marchandises ». La direction militaire du soulèvement (YOLP) avait d'ailleurs décrété ce 24 décembre une grève générale — diversement appréciée — dans la région. Les commerces étaient fermés, la plupart des rues désertes, à l'exception d'omni-présentes patrouilles de l'armée. Cédant à la colère des chrétiens et réalisant tardivement qu'il avait pour le moins manqué de tact, le mouvement islamiste Hamas a cependant annulé le mot d'ordre de grève générale qu'il avait, de son côté, lancé pour le 25 décembre.

Comme il l'a fait depuis le début de cette visite privée en Terre sainte, Mgr Tutu s'en est tenu à une ligne prudente : « Nous soutenons la lutte nationale du peuple palestinien », a-t-il dit, chaleureusement applaudi par une assistance de deux mille à trois mille fidèles. « Mais nous disons aussi, mes chers frères et sœurs, que les juifs ont droit à leur Etat indépendant », a ajouté l'évêque sud-africain.

Il devait ensuite se rendre à Bethléem où la messe de Noël était célébrée sans la moindre festivité. Là aussi rues désertes et commerces fermés pour cause de soulèvement. Les seules décorations avaient été installées par le ministère du tourisme israélien.

ALAIN FRACHON

LIBAN

Les combats entre le Hezbollah et Amal ont fait 27 morts dans le Sud

Beyrouth (AFP). — Le Hezbollah pro-iranien a affirmé, dimanche soir 24 décembre, avoir repoussé une offensive du mouvement pro-syrien Amal contre deux villages qu'il avait conquis la veille dans l'Iqlim at-Touffah au Liban sud. Les affrontements, qui ont éclaté samedi entre les deux formations chiites rivales dans cette région située à une quinzaine de kilomètres à l'est de Saida, chefs-lieux du Liban sud, ont fait vingt-sept morts, dont quatre combattants d'Amal, mais dimanche, et cent blessés, selon un nouveau bilan de sources hospitalières.

Dans un communiqué distribué à Beyrouth, le Hezbollah affirme que les miliciens d'Amal ont lancé « quatre vaines tentatives cou-

URSS

La scission est consommée au sein du PC de Lituanie

Une session plénière du comité central du PC soviétique a été convoquée pour lundi 25 décembre dans l'après-midi à Moscou afin d'évoquer la situation en Lituanie, a annoncé M. Gorbatchev en clôture, samedi 23 décembre, la seconde session du Congrès des députés. La semaine dernière, le vingtième congrès du PC lituanien avait proclamé son autonomie par rapport au PCUS et adopté un programme et des statuts distincts.

A la suite de cette décision, une scission s'est opérée au sein du PC de Lituanie, fort de 200 000 membres. Environ 160 députés réunis dans la nuit de vendredi à samedi à Vilnius et affirmant représenter 32 000 communistes ont dénoncé cette « rupture (...) avec les principes idéologiques, politiques et organisationnels d'un parti marxiste-léniniste ». Le secrétaire de la branche du Parti communiste lituanien fidèle à Moscou, M. Mikolas Burckajavicius, a indiqué que le comité central « provisoire » avait l'intention d'adopter un « nouveau programme d'action » en janvier ou février prochain avant de convoquer un « congrès extraordinaire ». L'ancien PC maintenant autonome reste dirigé par M. Brazauskas, nommé en octobre 1988.

Par ailleurs, les députés soviétiques ont déclaré dimanche « juridiquement nuls et non avenue depuis le moment de leur signature » tous les protocoles secrets signés par l'Allemagne et l'Union soviétique en 1939 et 1940 qui ont permis l'annexion par l'URSS des trois Républiques baltes. Le Congrès a également prononcé une « condamnation morale, et politique » de l'intervention soviétique en Afghanistan. — (AFP, Reuter.)

Demain

« Champs économiques » : le bilan de 1989

Le supplément hebdomadaire du Monde « Champs économiques », que nos lecteurs trouvent habituellement dans le numéro daté de mardi, sera publié demain (numéro daté du mercredi 27 décembre). Ce supplément est consacré au bilan économique de 1989.

Biogio
Panama

L
de

Après
l'annonce
du décès
de M. de
Maurie
le 24 dé
cembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.

Le 24
décembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.

Le 24
décembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.

Le 24
décembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.

Le 24
décembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.

Le 24
décembre
1989, le
général
de M.
de Maurie
a été inhumé
à 14 h 30
à l'église
Saint-Jacques
à Paris.